

DÉLIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTÉ
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITÉS

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



24
février
2023

Conseil départemental du Cantal
Réunion de la Commission Permanente

Commission Permanente du Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations

Date: Vendredi 24 Février 2023
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

23CP02-1 Voyages pédagogiques sur le territoire national
ANNEXE - Délibération

23CP02-2 Convention de mise à disposition d'un stand par l'Université
Clermont Auvergne pour la Journée Universitaire de Médecine Générale
d'Auvergne
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Convention JUMGA

23CP02-3 Fonds Cantal Animation
ANNEXE - Délibération
ANNEXE - Tableau d'attributions

23CP02-4 Attribution de subventions
ANNEXE - Délibération

CANTAL CONNECTE ET OUVERT

23CP02-5 Aménagement de la route départementale n° 62 - Commune de Condat - Cession d'une parcelle au profit de tiers

ANNEXE - Délibération

23CP02-6 Aménagement de la route départementale n°922 - Commune de Saint-Cernin - Cession au profit d'un tiers

ANNEXE - Délibération

23CP02-7 Convention préalable pour le transfert de domanialité de la route départementale n° 678 à la Commune de Chalvignac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Délibération Commune Chalvignac

ANNEXE - 2-Convention

ANNEXE - 3-Plan de situation

23CP02-8 Transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n° 48 à la Commune de Pierrefort

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Délibération et plans

23CP02-9 Aménagement de la route départementale n°44 - Commune de Paulhac - Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

ANNEXE - Délibération

23CP02-10 Aménagement des routes départementales n°44 et n°58 - Communes de Paulhac, Cussac et Marmanhac - Acquisitions de terrains - Pas de DUP (article 1042)

ANNEXE - Délibération

23CP02-11 Aménagement de la route départementale n°44 - Communes de Tanavelle, Paulhac et Cussac - Acquisitions de terrains - Indemnisation de fermiers

ANNEXE - Délibération

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

23CP02-12 Convention de partenariat pour la gestion du dispositif « Solidarité Energie » des Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - ENGIE - 2023/2025

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention 2023-2025 ENGIE FSL

23CP02-13 Appel à projets 2023-2025 " Prise en compte des spécificités des jeunes "

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP02-14 Convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association pour la Formation et l'Accompagnement des Personnes en Contrats Aidés (AFAPCA) dans le cadre du dispositif "Défi Cantal 2023"

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

ANNEXE - Demande de subvention

23CP02-15 Avenant à la convention d'association à l'outil OuiForm

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

23CP02-16 Avenant à la convention d'adhésion à l'outil OuiForm

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant

23CP02-17 Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP02-18 Appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle en IAE 2023 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP02-19 Appel à projets FSE+ « Inclusion sociale 2022-2023 »

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Appel à projets

23CP02-20 Contrat de dépôt et de valorisation des documents audiovisuels du fonds Roger BESSE

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat de dépôt et de valorisation des documents audiovisuels du fonds Roger Besse

ANNEXE - Fiche de dépôt du fonds Roger Besse

23CP02-21 Programme Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne

ANNEXE - Délibération

CANTAL RESPONSABLE

23CP02-22 Demande de subvention à la Région dans le cadre de l'opération AMI SPPEH (Service public de la performance énergétique de l'habitat) sur le territoire du Cantal pour la période du 01/01 au 31/12/2023

ANNEXE - Délibération

23CP02-23 Convention annuelle d'objectifs avec l'Association ÉNERGIES 15

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP02-24 Conventions pour l'installation de dispositifs et d'aménagements en faveur de la biodiversité sur les routes départementales

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1 - Convention amphibiens

ANNEXE - 2 - Convention écuroduc

ADMINISTRATION GENERALE

23CP02-25 Mise à la réforme du matériel appartenant au Département

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

23CP02-26 Fonds Commun des Services d'Hébergement

ANNEXE - Délibération

23CP02-27 Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie de Vic-Sur-Cère en faveur du Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP02-28 Convention de mise à disposition de locaux au sein du Pôle Santé de Lanobre en faveur du Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP02-29 Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie de Pleaux en faveur du Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP02-30 Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Maison France Services d'Ydes appartenant à la Communauté de Communes Sumène-Artense en faveur du Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP02-31 Convention de mise à disposition de locaux au sein de l'antenne de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-ès-Montagnes en faveur de l'Association UDAF

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP02-32 Convention de mise à disposition de bureaux au sein du bâtiment sis 12 rue Marie Maurel en faveur du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

23CP02-33 Garantie d'emprunt au profit de l'ADAPEI - 1 250 000 euros
- Foyer Oiselet à Mauriac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Contrat de prêt

ANNEXE - Convention ADAPEI

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-1

Voyages pédagogiques sur le territoire national

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CD05-5 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 validant les modalités de financement pour les collèges publics des projets relatifs à la découverte du territoire national et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre ;

- **ATTRIBUE**, dans le cadre de la participation aux dépenses liées aux voyages pédagogiques sur le territoire national pour l'année scolaire 2022-2023, les subventions listées dans le tableau ci-après :

Etablissement	Destination	Dates	Classes concernées	Budget	Subvention
Collège Maurice Peschaud Allanche	Le Lioran	30 janvier au 1 ^{er} février 1 ^{er} au 3 février	34 élèves de 6 ^{ème} et 5 ^{ème}	7 018 €	1 000 €
Collège Jeanne de la Treille Aurillac	Château de Versailles, Paris	22 au 24 mars	64 élèves de 3 ^{ème}	18 095 €	1 000 €
Collège La Jordanne Aurillac	Provence romaine	9 au 12 mai	44 élèves de 6 ^{ème}	14 485 €	500 €
Collège La Jordanne Aurillac	Clermont-Ferrand et environs	19 au 22 juin	34 élèves ULIS	10 923 €	500 €
Collège Georges Pompidou Condat	Le Lioran	30 janvier au 1 ^{er} février 1 ^{er} au 3 février	31 élèves de 6 ^{ème} et 5 ^{ème}	6 493 €	1 000 €
Collège des Portes du Midi Maurs	Le Vieux Boucau (Landes)	22 au 26 mai	43 élèves de 4 ^{ème}	15 954 €	334 €
Collège des Portes du Midi Maurs	Bourges Guédelon Druyes	5 au 8 juin	49 élèves de 5 ^{ème}	18 304 €	666 €
Collège Marcellin Boule Montsalvy	Normandie et plages du Débarquement	4 au 7 avril	33 élèves de 3 ^{ème}	11 532 €	500 €
Collège Marcellin Boule Montsalvy	Les Pyrénées ariégeoises et cathares	16 au 26 mai	28 élèves de 5 ^{ème}	9 956 €	500 €
Collège Raymond Cortat Pleaux	Paris	19 au 23 février	27 élèves de 4 ^{ème} et 3 ^{ème}	12 114 €	1 000 €
Collège Georges Bataille Riomès Montagnes	Futuroscope Poitiers, zoo de Beauval	5 au 7 juin	35 élèves de 5 ^{ème}	9 966 €	500 €
Collège Georges Bataille Riomès-Montagnes	Paris	2 au 5 mai	39 élèves de 4 ^{ème}	14 648 €	500 €
Collège La Vigière Saint-Flour	Metz et Strasbourg	26 mars au 2 avril	58 élèves de 3 ^{ème}	31 437 €	1 000 €
Collège Jean Dauzié Saint-Mamet	Haute Savoie Les Gets	27 février au 3 mars	57 élèves de 5 ^{ème}	24 208 €	1 000 €

Collège Jean de la Fontaine Vic-sur-Cère	Paris	30 mai au 2 juin	39 élèves de 3 ^{ème}	13 900 €	1 000 €
Collège Blaise Pascal Saint-Flour	Strasbourg Struthof	3 au 7 juillet	90 élèves de 3 ^{ème}	40 964 €	1 000 €
Collège Louis Pasteur Chaudes-Aigues	Saint-Urcize buron du Pas de Mathieu	1 ^{er} au 2 juin	53 élèves de 6 ^{ème} et 5 ^{ème}	1 020 €	204 €
TOTAL					12 204 €

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 nature 657381 fonction 221 du Budget départemental.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-2

Convention de mise à disposition d'un stand par l'Université Clermont Auvergne pour la Journée Universitaire de Médecine Générale d'Auvergne

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 22CD05-01 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 validant le programme d'actions visant à structurer une politique d'attractivité à l'échelle du département et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

Considérant le travail partenarial avec le Conseil départemental de l'Ordre des Médecins du Cantal, l'ARS, les CLS du département, l'AMBAC, la CPAM du Cantal, le Centre Hospitalier d'Aurillac, le CMC de Tronquières et les représentants des internes concernant la stratégie d'accueil des internes en médecine libéraux et hospitaliers ;

Considérant l'intérêt de la présence du Département du Cantal à la Journée Universitaire de Médecine Générale d'Auvergne organisée par l'Université Clermont Auvergne le samedi 13 mai 2023 à Clermont-Ferrand ;

- APPROUVE la convention de mise à disposition par l'Université Clermont Auvergne d'un stand, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération, pour la Journée Universitaire de Médecine Générale d'Auvergne le samedi 13 mai 2023 à Clermont-Ferrand, pour un montant de 1 100 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et à engager les crédits correspondants.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011, fonction 501 du budget du Département.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MISE À DISPOSITION TEMPORAIRE DE LOCAUX DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés,

L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE,
Etablissement Public Expérimental (EPE), inscrit sous le numéro Siret 130 028 061 00013, code
APE 8542Z, dont le siège est situé 49 boulevard François Mitterrand – CS 60032 - 63 001
CLERMONT-FERRAND Cedex 1, représentée par son Président, Monsieur Mathias BERNARD ;

Agissant pour le compte de l'UFR Médecine et des Professions Paramédicales, inscrit sous le
numéro Siret 33819345100014 représenté par Monsieur Pierre CLAVELOU, Doyen – Directeur
ayant ses locaux, 28 place Henri Dunant, BP 38 – 63001 CLERMONT-FERRAND,

Ci-après dénommée l'UFR Médecine et des Professions Paramédicales

D'une part ;

ET

Le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL (dont le numéro SIRET est le 221 50001000014) ayant
son siège social 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC CEDEX, représenté par Monsieur Bruno
FAURE, en sa qualité de Président du Conseil Départemental, dûment habilité à cet effet.

Ci-après désigné « l'occupant »

D'autre part.

Ci-après désignées collectivement « les parties »

Préambule :

Considérant que l'occupant sollicite l'UCA, en vue d'utiliser les locaux de cette dernière ; que l'UCA
consent à la mise à disposition de locaux sollicitée par l'occupant, selon les modalités et conditions
définies ci-après.

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre temporaire et révocable les locaux définis à l'article 2 de la présente afin de lui permettre de les utiliser dans les conditions ci-après.

Il est précisé, que dans l'hypothèse où l'UCA aurait à recouvrer en totalité cette partie de son domaine public pour des raisons inhérentes aux missions de service public qui lui assignent les lois et règlements, les parties conviennent que l'UCA sera tenu de respecter un préavis de 7 jours, notifié à l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Aucune des dispositions de la présente convention ne saurait s'interpréter comme impliquant des droits et obligations en dehors de ceux expressément exposés. En particulier, l'occupant ne saurait se prévaloir de la qualité de preneur au sens des articles L145-1 et suivants du code du commerce.

La présente convention est conclue en considération de la qualité du projet porté par l'occupant. Elle a donc un caractère rigoureusement personnel et ne pourra être ni cédée, ni transmise sous aucune forme. L'occupant et ses invités s'engagent à respecter les informations qui leur ont été données relatives aux capacités d'accueil maximales dans les locaux mis à disposition.

Article 2 : Désignation

Par la présente convention, l'Université Clermont Auvergne met à disposition de l'occupant les locaux suivants :

- Un stand de 6 m2, composé d'une table et de 2 chaises dans le hall des UFR de Médecine et des Professions Paramédicales et de Pharmacie

L'occupant est autorisé à occuper les lieux selon le calendrier :

le Samedi 13 mai 2023 de 8 h à 16 h,

afin d'occuper un stand dans le hall des UFR lors de la Journée Universitaire 2023 de Médecine Générale d'Auvergne.

Pour les lieux de passage (hall, couloirs), la mise à disposition n'est pas exclusive et sera organisée de manière à ce que l'UCA puisse assurer ses missions de service public dans des conditions normales de sécurité.

Article 3 : Etat des lieux

L'occupant déclare accepter les locaux en l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. L'occupant devra laisser le lieu en bon état de conservation et de propreté. L'occupant devra laisser les éléments d'équipement du lieu en bon état de fonctionnement. En cas de dégradation commise dans ces locaux, le coût de remise en état sera facturé à l'occupant.

Article 4 : Sécurité-Incendie – Règlement intérieur

L'occupant sera tenu de respecter les consignes de sécurité-incendie. L'occupant sera, par ailleurs, tenu de respecter et de faire respecter à ses usagers, les règles de sécurité de l'UCA (consignes affichées sur la porte).

Préalablement à l'utilisation des locaux, l'occupant reconnaît :

- avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité et s'engager à les appliquer ;
- avoir procédé à une visite des locaux et voies d'accès ;
- avoir constaté l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

Article 5 : Responsabilité – Assurance

L'occupant devra fournir avant la date de mise à disposition une attestation d'assurance couvrant sa propre responsabilité civile lors de ses activités. L'occupant sera responsable civilement ou pénalement pour tout préjudice qui résulterait de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens, durant les créneaux d'utilisation par l'occupant. Toute détérioration des locaux ou de l'équipement mis à disposition de l'occupant par la composante de l'Université, toute disparition de matériel appartenant aux organisateurs ou aux participants devront être pris en charge par l'occupant.

A cet effet, l'occupant déclare avoir souscrit, une police d'assurance couvrant l'intégralité des risques sus-désignés et constituant l'annexe I des présentes

- Nom de l'assureur : SMACL
- N° de police : 058309E

L'occupant demeurera par ailleurs gardien du matériel qu'il serait amené à entreposer dans les lieux mis à disposition.

Article 6 : Clauses financières

L'occupant s'oblige à payer une redevance d'occupation des locaux et de location de matériel.

La redevance est fixée à 916,67 € HT en sus TVA à 20% soit 1 100 € TTC (mille cent euros) .

Le règlement correspondant devra être effectué dans un délai de trente jours à compter de la réception de la facture et d'un titre de recette par virement sur le compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'UCA dont les coordonnées sont les suivantes :

TRESOR PUBLIC		RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE	
		PARTIE RÉSERVÉE AU DESTINATAIRE DU RELEVÉ	
Le relevé ci-contre est destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs, français ou étrangers, appelés à faire inscrire des opérations à votre compte (virements, paiement des quittances etc...)			
Identifiant national de compte bancaire - RIB			
Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
10071	63000	00001005238	48
			Domiciliation
			TITULAIRES F
Identifiant international de compte bancaire - IBAN			
IBAN (International Bank Account Number)			
			BIC (Bank Identifier Code)
FR76	1007	1630	0000 0010 0523 848
			TRPUFRP1
TITULAIRE DU COMPTE :			
UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE UCAAGENCE COMPTABLE			

Article 7 : Modification – Résiliation

Toute modification interviendra par voie d'avenant sur demande expresse de l'une ou l'autre des parties.

Cette convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de quinze jours.

Elle peut également être dénoncée de plein droit à l'initiative de l'une ou l'autre des parties en cas d'inobservation des clauses qu'elle contient, après mise en demeure restée un mois sans effet.

En cas de cession ou de transmission de la présente convention sous quelque forme que ce soit, l'occupant, quels que soient ses motifs, devra reverser à l'UCA l'intégralité des sommes qu'il aura perçues augmentées de 20 %, sans que ce paiement puisse le dispenser du règlement intégral de la présente convention. Cette indemnité n'ouvrira aucun droit de maintien dans les lieux à l'occupant, et sera acquise à l'UCA à titre d'indemnité, à forfait, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Article 8 : Date d'effet – Durée

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa date de signature et prendra fin le 30 décembre 2023, sous réserve du paiement intégral des redevances convenues, le cas échéant.

Article 9 : Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout litige. A défaut, tout litige afférent à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis au Tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Clermont-Ferrand, en deux exemplaires originaux,

Le

Le

Pour l'Etablissement Public Expérimental
Université Clermont Auvergne

Pour le Conseil Départemental,
Le Président,

Par délégation, Le Doyen-Directeur
de l'UFR de Médecine et des Professions
Paramédicales

Pr Pierre CLAVELOU

Monsieur Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-3

Fonds Cantal Animation

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CD05-8 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le dispositif d'aides dénommé Fonds Cantal Animation ainsi que les modalités et conditions d'attribution et donnant délégation à la Commission Permanente pour la mise en oeuvre des crédits afférents ;

- **ATTRIBUE** des subventions aux manifestations ou associations locales à 11 cantons pour un montant global de 25 085 € au titre du Fonds Cantal Animation. Le détail de l'aide départementale pour chaque bénéficiaire est présenté dans le tableau joint à la présente délibération.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

FONDS CANTAL ANIMATION
Commission Permanente du 24 février 2023

Bénéficiaires	Objet	Subvention en €
CANTON D'ARPAJON SUR CERE		
Amicale del Castel de Montsalvy	réalisation des projets 2023	300
APE de l'Ecole de Prunet	organisation d'un voyage scolaire en mars 2023	720
ACEOC	organisation de la Dictée Occitane (Montsalvy)	200
Jeunes Agriculteurs de Montsalvy	organisation de l'Assemblée Générale le 31 mars 2023 à Montsalvy	200
Ecole Maternelle d'Arpajon sur Cère	organisation d'un séjour au Chalet des Galinottes pour une soixantaine d'élèves	765
Amicale de Trémouille	organisation de la Fête de Pâques	300
CANTON D'AURILLAC 1		
Comité de Jumelage Ytrac - Monterblanc	réalisation des projets 2023	800
Les képis pescalunes	organisation d'une compétition crossfit à Aurillac le 1er avril 2023	850
APEL Ensemble Scolaire Gerbert	organisation d'un voyage mémoriel en avril 2023	600
Comice Agricole des Cantons d'Aurillac	organisation du Comice Salers du Pays d'Aurillac le 14 octobre 2023	1 000
CANTON D'AURILLAC 2		
Cantal Photo Club	organisation de l'édition 2023 du salon de la photographie d'Aurillac aux Écuries du 7 mars au 8 avril 2023.	300
Lycée Emile Duclaux	organisation du concours de poésie "Graines de Poètes"	200
Ecole de la Jordanne	organisation d'une classe de neige au Lioran en mars 2023	1 000
Swing In'Aurillac	organisation de la quatrième édition "Swing In Aurillac Festival"	200
Assaut Sismique	organisation d'un concert	1 000
Torpédo Club du Cantal	fonctionnement	300
CANTON DE MAURS		
Jeunesse Musicales de France - Délégation Aurillac / Arpajon	réalisation du projet d'action culturelle 2022/2023	150
APE de Roannes Saint Mary	organisation des sorties pédagogiques sportives	300
Association Les Caminaou Roannais	création de l'association	250
ACEOC	organisation de la Dictée Occitane (Mauris)	200
Equimad15	adhésion à la Fédération Française Equine	300
CANTON DE NAUCELLES		
Association du Trail de l'Authre Tour	organisation de la course nature et de la randonnée le 12 novembre 2023 à Naucelles	250
Jeunesse Musicales de France - Délégation Aurillac / Arpajon	réalisation du projet d'action culturelle 2022/2023	300
CANTON DE RIOM ES MONTAGNES		
Les 10 KM du souffle	organisation de la 2e édition de la course des 10 km du souffle	150
FSE du Collège Georges Pompidou de Condat	organisation d'un voyage à Paris	200
NEKO Cantal	organisation d'une campagne de stérilisation	300
ASA Arverne	organisation du 55e Rallye du Pays de Gentiane en avril 2023	500

CANTON DE SAINT-LOUR 1		
Lycée Professionnel Agricole Louis Mallet	participation au Trophée International de l'Enseignement Agricole 2023	400
Musique et Cie	organisation de la 3e édition du Festival de Jazz du 3 au 6 août 2023	500
APE Ecole Louis Thioleron	organisation d'une classe de découvertes avec les élèves de CE2 et du dispositif ULIS	500
ACEOC	organisation de la Dictée Occitane (Massiac et Saint-Flour)	200
SPOTY Club	organisation d'un concours d'obéissance en juin 2023	200
Association Spring Festiv'	organisation de la 10e édition du Festival Spring Festiv' en mai 2023	800
CANTON DE SAINT-LOUR 2		
Association Spring Festiv'	organisation de la 10e édition du Festival Spring Festiv' en mai 2023	1 000
Cantal Photo Club	organisation de l'édition 2023 du salon de la photographie d'Aurillac aux Écuries du 7 mars au 8 avril 2023.	250
CANTON DE SAINT-PAUL DES LANDES		
Association Théâtrale Cayrolaise	reprise des activités	300
CANTON DE VIC SUR CERE		
Team JP - Performance	fonctionnement	300
Dériv'Chaines	organisation de la Dériv'Chaines 2023	500
La Noctambule Thiézacoise	organisation de la Randonnée de Noël	200
La Bourée du Carladès	restauration de costumes	500
Jordanne Rando Loisirs	organisation des 6èmes "Randos Bleues"	500
Carladès en Transition	installation d'une friperie solidaire à Vic sur Cère	800
Carl' Anime	organisation du Trail du Rocher en septembre 2023	300
Amicale Laïque du RPI Thiézac - Saint-Jacques des Blats	organisation d'un voyage scolaire en juin 2023	700
CANTON DE YDES		
Atelier des Peintres de Champs	réalisation des projets 2023	200
Cyclo Club Lanobre	réalisation des projets 2023	300
Jaleyrac Pétanque La Sapinière	acquisition de tenues	300
Association "Entre Autres"	organisation du Carrefour du Blues en juin 2023	2 000
Les Marchés de Pays de Champs sur Tarentaine	organisation du concert l'Hivernale	500
Aux couleurs du temps	organisation du printemps des arts	500
Pour que vive le plan d'eau	aménagement du plan d'eau et reprise de la baignade	300
Club "Génération Mouvement"	organisation des activités 2023	300
Ydes pétanque	organisation d'un concours triplette le 1er août 2023	300
Comité des Fêtes d'Embort	fonctionnement	300
Ressourcerie Terre d'Eco	fonctionnement	500
TOTAL		25 085

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-4

Attribution de subventions

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- DECIDE d'attribuer les subventions suivantes :

- 500 euros pour le Golf Club de Vézac ;
- 1 000 euros pour l'association « Musique et traditions » ;
- 500 euros pour le Spiridon Club Aurillacois ;
- 500 euros pour le lycée Monnet-Mermoz ;
- 500 euros pour la délégation cantalienne de l'Union Nationale des Entreprises de Coiffure ;
- 400 euros pour le Club de la Presse Auvergne ;
- 1 000 euros pour le lycée agricole Georges Pompidou d'Aurillac.

Le montant des dépenses sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-5

**Aménagement de la route départementale n° 62 -
Commune de Condat -
Cession d'une parcelle au profit de tiers**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales, en date du 12 juillet 2022 ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- **DECIDE** de procéder à la cession du terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

**Route départementale n° 62
sur la Commune de CONDAT**

Dossier n°AAF06

Acquéreurs : Mme et M.

Cadastre et Superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
F	502	SAUTEVEDELLE	500	Pâture

Montant de la vente :

500 m² X 0,30 € = 150 €

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-6

**Aménagement de la route départementale n°922 -
Commune de Saint-Cernin - Cession au profit d'un tiers**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.112-8 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n°21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu l'avis de la Direction Générale des Finances Publiques, Pôle d'évaluations domaniales, en date du 20 janvier 2023 ;

Considérant l'inutilité de cette parcelle nullement gérée ;

- **DECIDE** de procéder à la cession du terrain tel qu'il figure au tableau ci-après :

**Route départementale n°922
Commune de SAINT-CERNIN**

Acquéreur : Monsieur

Dossier AAF17

Cadastre et superficie :

Section	N°	Lieu-dit	Surface en m²	Nature
BL	178	Peyre Creste	415	Terre

Montant de la vente : $415 \times 0,70 \text{ €} = 290,50 \text{ €}$

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité de vendeur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans cette affaire.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à établir et signer l'acte authentique en la forme administrative correspondant.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-7

**Convention préalable pour le transfert de domanialité de la route départementale n° 678 à la
Commune de Chalignac**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu les articles L131-4 et L141-3 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de CHALVIGNAC du 26 Janvier 2023 acceptant la convention préalable au transfert de domanialité d'une portion de la route départementale n°678 ;

Considérant que la route départementale n°678, du PR 69+588 au PR 74+922, présente un intérêt essentiellement communal ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité vers la voirie communale de CHALVIGNAC de la section de la RD 678, d'une longueur de 5 290 mètres environ, délimitée par :

- au Nord-Est, le carrefour avec la voie communale du Peyrou, le PR de la RD 678 en ce point étant 69 + 588 ;
- au Sud-Ouest, la sortie rive droite du Pont du PESTRE, le PR de la RD 678 en ce point étant 74 + 922.

- **APPROUVE** la convention préalable au transfert de domanialité entre le Département du Cantal et la Commune de CHALVIGNAC dont le projet est joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Certifié exécutoire et
transmis au représentant de l'Etat

DÉPARTEMENT DU CANTAL

MAIRIE
DE
CHALVIGNAC

Tél. : 04 71 68 11 19
mail : mairie.chalvignac@wanadoo.fr

Extrait du
Registre des Délibérations
du Conseil Municipal
du 26 janvier 2023

L'an deux-mille vingt-trois, le vingt-six janvier, à vingt heures, les membres du Conseil Municipal de Chalvignac, régulièrement convoqués le dix-neuf janvier, se sont réunis au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Serge LEYMONIE, Maire, en séance ordinaire.

Étaient présents : Vincent RIBES (2^{ème} Adjoint), Ginette VAYSSIERES (conseillère municipale), Maryse BORDE (conseillère municipale), Noëlle BASSET (conseillère municipale déléguée), Martin ICHARD (conseiller municipal), Georgette FUMEL (conseillère municipale déléguée).

Étaient absents : Guy QUINTANEL (1^{er} Adjoint), Emilie MEYNIAL (3^{ème} Adjointe), Jean-Marc POUDEROUX (conseiller municipal).

Secrétaire de séance : Martin ICHARD a été désigné comme secrétaire de séance.

Délibération N° DCM2023-007

Objet : Convention préalable à un transfert de domanialité entre le département et la commune de Chalvignac (partie de la RD 678).

Monsieur le Maire présente à l'assemblée une convention préalable à un transfert de domanialité entre le département et la commune d'une partie de la RD 678 (entre la voie communale d'accès au lieu-dit Le Peyrou et le pont du Pestre).

Monsieur le Maire rappelle qu'une partie de cette route départementale a été fortement dégradée depuis les violents orages qui se sont abattus en juin 2007. Depuis le département n'a jamais réparé cette portion de route estimant que le cout financier de la remise en état de la chaussée était trop important par rapport à l'utilité de cette voie pour le réseau départemental.

Cependant, aujourd'hui cette route peut présenter un intérêt à l'échelle communale.

Le conseil départemental propose donc le transfert d'une section de la RD 678 (cf. plan ci-après) vers la voirie communale de Chalvignac pour une distance de 5 290m et s'engage à

réaliser des travaux permettant sa réouverture en piste forestière (cf. conditions de transfert dans le projet de convention ci-après).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **DONNE** son accord sur les conditions de la convention ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention préalable avec le conseil départemental du Cantal.

Fait et délibéré à Chalignac,
Le 26 janvier 2023
Serge LEYMONIE, Maire



Nombre de membres en exercice	10	
Nombre de membres présents	7	
Nombre de suffrages exprimés	7	
Votes	Pour : 7	Contre : 0
	Abstentions : 0	

Département du Cantal

RD 678

COMMUNE DE CHALVIGNAC

CONVENTION PREALABLE A UN TRANSFERT DE DOMANIALITE ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE DE CHALVIGNAC

VU les dispositions du Code de la Voirie Routière relatives aux opérations de classement et de déclassement des voies publiques, notamment les articles L131-4 et L141-3,

Entre

Le Département du Cantal représenté par le Président du Conseil départemental dûment autorisé par délibération de la commission permanente en date du 24 février 2023,

Et

La Commune de CHALVIGNAC, représentée par, Monsieur le Maire dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du 26 Janvier 2023,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 **OBJET**

Dans la soirée du 14 juin 2007 de violents orages se sont abattus sur le bassin versant du ruisseau de Piallevedel, entre MAURIAC et CHALVIGNAC dans le CANTAL, accompagnés de précipitations d'une intensité exceptionnelle.

Le débit du ruisseau de Piallevedel ainsi que celui de tous les rus plus ou moins temporaires qui l'alimentent ont gonflé avec une extrême rapidité et une grande violence à l'origine de dégradations sur la route départementale N°678, que le Département n'a pas réparé à ce jour. Cette section de route est donc fermée à la circulation publique depuis ces événements.

Une analyse rapide de l'état de cette section de voie départementale et de sa situation géographique a pu faire ressortir que la réhabilitation de toutes les parties détériorées ne paraissait ni utile pour le réseau routier départemental, ni réaliste, compte tenu du montant des travaux qui pouvaient être estimés aux environs de 1 200 000 € HT notamment.

Par contre, cette partie de RD 678 située entre les ponts du Pestre et de Piallevedel, peut présenter un intérêt pour les exploitants riverains; ainsi il paraîtrait souhaitable de procéder au transfert de domanialité de cette section de la RD 678 vers la voirie communale de CHALVIGNAC.

Cette convention a donc pour objet de définir les conditions dans lesquelles la section de RD n°678, qui ne présente aucun intérêt pour le réseau routier départemental, pourrait acquérir le statut de voie communale (voirie rurale).

ARTICLE 2 **OBLIGATIONS DES PARTIES**

Le Département s'engage à réaliser les travaux suivants permettant de ré-ouvrir la partie de la RD 678 actuellement fermée (du PR 69 + 740 à 74 + 922) en piste forestière :

- Débroussaillage et élagage
- Travaux ponctuels de terrassement (estimés à 2 000 m³)
- Création de fossés et curage des fossés et aqueducs existants
- Remplacement des aqueducs non fonctionnels
- Balayage de la chaussée existante, l'objectif visé étant d'avoir 3,00 m de largeur minimale
- Remplacement des 2 aqueducs par des cadres 1200 x 1000 et reconstitution de la chaussée (GNT + ESU 2 + accotements)
- Réalisation ponctuelle de banquettes au droit des points les plus dangereux
- Remise en état complète, y compris étanchéité et chaussée du Pont du Pialevedel, situé au PR 69 + 722

Un procès-verbal de réception des travaux réalisés par le Département sera établi contradictoirement entre les parties à l'issue de ces derniers.

La Commune s'engage à reclasser dans son patrimoine communal la section de RD 678 comprise entre le carrefour entre la voie communale d'accès au lieu-dit « le Peyrou » et la RD 678 situé au PR 69 + 588 et l'extrémité rive droite du pont du PESTRE au PR 74 + 922 après réalisation des travaux de remise en état de la partie de la RD 678 décrits ci-dessus (voir plan de situation joint en annexe) ;

ARTICLE 3 **TRANSFERT DOMANIAL**

3.1 Procédure et identification de la section de RD 678 transférée

La section de la RD 678 repérée par un trait bleu discontinu, sur le plan de situation joint en annexe, sera transférée dans le domaine public routier communal, par délibérations concordantes du Conseil Municipal de CHALVIGNAC et du Conseil départemental du CANTAL, conformément aux dispositions du Code de la Voirie Routière.

Cette section d'une longueur de 5 290 m est délimitée par le carrefour entre la voie communale d'accès au lieu-dit « le Peyrou » et la RD 678 situé au PR 69 + 588 et le PR 74 + 922 (extrémité du pont du Pestre située en rive droite de l'Auze, le pont du Pestre restera sur la section de la RD 678 conservée par le Département).

Après classement dans la voirie publique communale, la Commune pourra intégrer par ailleurs tout ou partie de la section transférée dans la voirie rurale si elle le souhaite.

Le transfert de domanialité sera effectif à compter de la signature par les parties du procès-verbal de réception des travaux réalisés.

3.2 Modalités financières

Sans objet

ARTICLE 4 **DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION**

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a reçu aucun commencement d'exécution.

ARTICLE 5 **DOMICILIATION DE LA CONVENTION**

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier, de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de CHALVIGNAC.

ARTICLE 6 **REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

ARTICLE 7 **MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION**

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, chaque co-signataire bénéficiant d'un original.

Fait à AURILLAC, le 2023

Le Maire de la Commune
de CHALVIGNAC

Le Président du Conseil départemental
du CANTAL,

Serge LEYMONIE

Bruno FAURE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-8

**Transfert de domanialité d'un délaissé de la
route départementale n° 48 à la Commune de Pierrefort**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L131-4 du Code de la Voirie Routière ;

Vu l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Pierrefort du 2 juin 2022 demandant le transfert d'un délaissé de la route départementale n°48 ;

Considérant que l'aménagement de la route départementale n°48 a abouti à la création d'un délaissé de route utile à la vie locale de la Commune de Pierrefort dans le cadre des travaux de réhabilitation de son assainissement collectif ;

- **EMET** un avis favorable au transfert de domanialité d'un délaissé de la route départementale n°48, cadastré parcelle n°496 section B , dans le domaine public de la Commune de Pierrefort suivant le plan joint en annexe de la présente délibération.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE PIERREFORT

SÉANCE DU 02 JUIN 2022

Membres affectés au conseil municipal	Membres présents	Pouvoirs	Membres ayant pris part à la délibération
12	10	1	11
Pour : 11 - Contre : 0 - Abstention : 0			
Date de convocation	Date d'affichage	Date de transmission	Numéro de la délibération
25/05/2022	14 JUIN 2022	14 JUIN 2022	DÉLIB-2022-045

L'an deux mille vingt-deux le deux juin à 20 heures, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Philippe MATHIEU, Maire.

Étaient présents : Philippe MATHIEU, Maire ; René PÉLISSIER, Gilbert GLANDIÈRES, Jocelyne ROLLAND, Jérôme VIDALENC, Adjoints ; Daniel AMEILHAUD, Mylène DELCHER, Roger RIEUTORT, Élodie SALSON et Colette VIDALENC formant la majorité des membres en exercice.

Étaient absents : Marlène JOUVE et Daniel SALESSE.

Daniel SALESSE a donné procuration à Roger RIEUTORT pour voter en son nom.

A été désignée comme secrétaire de séance : Élodie SALSON.

Objet : Domaine et patrimoine - Demande de transfert d'une parcelle départementale dans le domaine public communal.

VU la délibération en date du 10 novembre 2021 concernant l'attribution du marché travaux pour la réhabilitation de l'assainissement collectif de Faverolles ;

VU l'accord de principe pour l'installation d'un poste de refoulement sur le domaine public du Conseil départemental accordé par le chef de l'agence de Saint-Flour dans un courrier en date du 23 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'assainissement collectif de Faverolles il a été installé un poste de relevage ;

INDIQUANT que cet aménagement a été réalisé sur la parcelle n°496 section B appartenant au domaine public du Conseil Départemental du Cantal ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'avoir accès aux ouvrages pour des maintenances diverses ;

CONSIDÉRANT qu'à des fins de régularisation de la situation, il conviendrait de procéder au transfert de la dite-parcelle du domaine public départemental au domaine public communal.

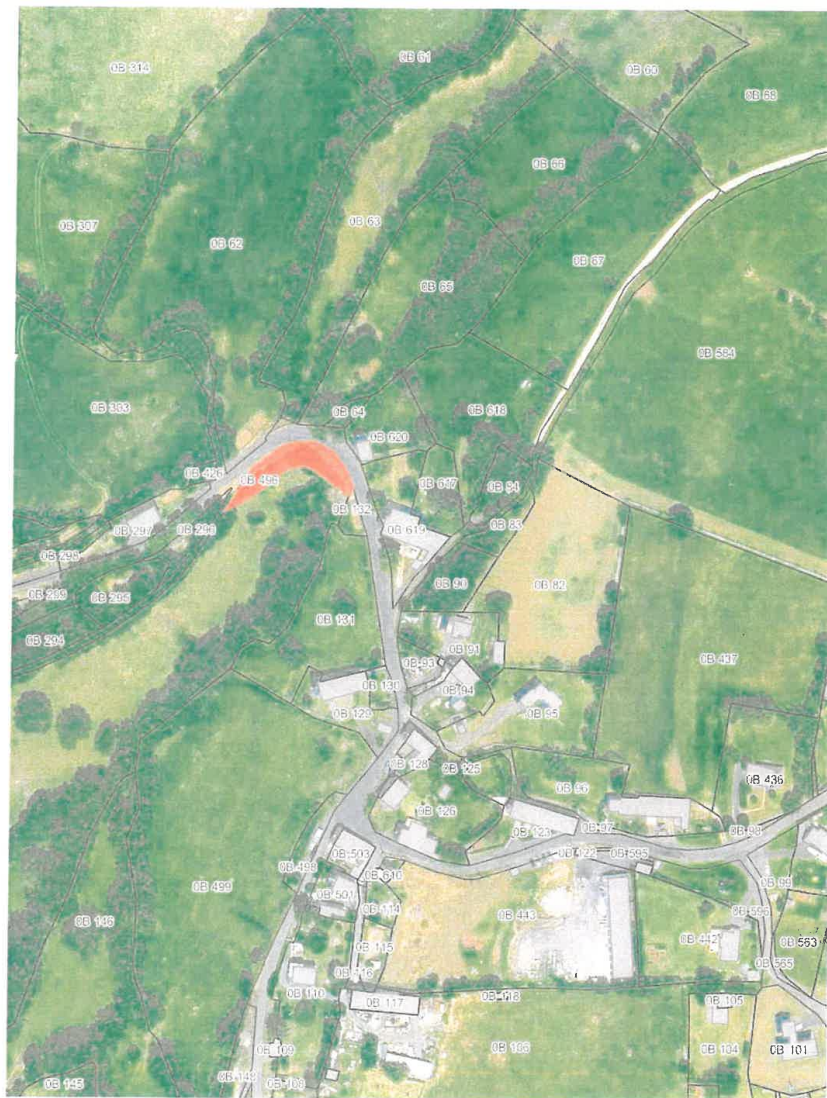
Le conseil municipal, après avoir délibéré,

- * **DEMANDE** à Monsieur le Président du Conseil départemental du Cantal le transfert de la parcelle n°496 section B du domaine public départemental au domaine public communal ;
- * **AUTORISE** Monsieur le Maire à effectuer les démarches administratives et à signer les actes nécessaires à ce transfert.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour expédition conforme,
Philippe MATHIEU, Maire

Poste de relevage



Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-9

**Aménagement de la route départementale n°44 -
Commune de Paulhac -**

Acquisition d'un terrain - Pas de DUP (Article 1042)

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L 131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n°22CD05-10 du Conseil départemental en date du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale ;

- **VALIDE** l'acquisition d'un terrain nécessaire à l'aménagement de la route départementale n°44 selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-après :

**Route départementale n° 44
V.C. de La Peyre à "La Salesse" 01172**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : PAULHAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale et totale
Consorts	YK11	112	56798	PRE	89,60

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer l'acte notarié lié à cette acquisition et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21, nature 2151, fonction 621 du Budget départemental.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-10

**Aménagement des routes départementales n°44 et n°58 -
Communes de Paulhac, Cussac et Marmanhac -
Acquisitions de terrains - Pas de DUP (article 1042)**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 21CD03-10 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 autorisant Monsieur le Président, faisant office de Notaire, à signer les actes authentiques en la forme administrative ;

Vu la délibération n° 22CD05-10 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale ;

- DECIDE des acquisitions de terrains nécessaires à l'aménagement des routes départementales n°44 et n°58 selon les modalités et conditions arrêtées dans les tableaux ci-après :

**Route Départementale n° 44
V.C. de La Peyre à "La Salesse" 01172**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Communes : CUSSAC, PAULHAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
M. et Mme	B605 YK9 YK28	981	113769	TERRE	735,75	2 100,00	2 835,75
	YK12	147	139873	TERRE	117,60	1 215,70	1 333,30

**Route Départementale n° 58
Réalisation d'un fossé "Les Egades" - 01170**

Pas de D.U.P. (Article 1042 du Code Général des Impôts)

Commune : MARMANHAC

Nom du Propriétaire	Parcelles				Indemnité en €		
	Références cadastrales	Emprise m²	Hors emprise m²	Nature	Principale	Accessoire	Totale
	D297	221	3559	PA	132,60	26,08	158,68

- **AUTORISE** les Vice-présidents ayant une délégation individuelle de fonction et de signature couvrant notamment la signature des actes d'acquisitions ou de vente de biens meubles ou immeubles à représenter le Département en sa qualité d'acquéreur et à ce titre signer l'acte à intervenir dans ces affaires.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à recevoir et authentifier l'acte authentique en la forme administrative correspondant et à régler les frais y afférent.

- **SOLLICITE** l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement prévue par l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21, nature 2151, fonction 621 du Budget départemental.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-11

**Aménagement de la route départementale n°44 -
Communes de Tanavelle, Paulhac et Cussac -
Acquisitions de terrains - Indemnisation de fermiers**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L131-5 du Code de la Voirie Routière ;

Vu la délibération n° 22CD05-10 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant le programme d'investissement 2023 sur la voirie départementale ;

Vu la Convention Départementale d'indemnisation des propriétaires et exploitants agricoles conclue le 7 août 1990 entre le Préfet du Cantal, les Services Fiscaux, le Département et les Organismes Agricoles ;

- **DECIDE** l'indemnisation des exploitants selon les modalités et conditions arrêtées dans le tableau ci-dessous :

V.C. de La Peyre à "La Salesse" RD 44 et 116 - 01172
Communes de CUSSAC, PAULHAC, TANAVELLE

Fermiers	Propriétaires	N° parcelle	Surface en m²	Nature	Indemnité d'éviction	Indemnité clôtures	Indemnité totale en €
		B605 YK28 YK9	981	Terre	210,03		210,03
G.A.E.C. élevage		ZN14	640	Terre	175,81	1 350	1 525,81

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention d'indemnisation à intervenir dans cette affaire.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 21, nature 2151, fonction 621 du Budget départemental.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-12

Convention de partenariat pour la gestion du dispositif « Solidarité Energie » des Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - ENGIE - 2023/2025

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,
Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau ;

Vu la délibération n° 18CD04-07 du Conseil départemental du 21 septembre 2018 validant le Plan Hébergement Logement du Cantal 2018-2023 ;

Vu le règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) du Cantal ;

- APPROUVE la convention de partenariat pour la gestion du dispositif « Solidarité Energie » des Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) avec ENGIE sur la période 2023-2025, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**CONVENTION DEPARTEMENTALE DE PARTENARIAT
POUR LA GESTION DU DISPOSITIF
« SOLIDARITE ENERGIE »
DES FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT**

**ENGIE
2023/2025**

ENTRE :

Le DEPARTEMENT du CANTAL, ayant son siège 28 avenue Gambetta à Aurillac (15015), représenté par le Président du Conseil Départemental, **Monsieur Bruno FAURE**, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désigné : « le département »,

D'une part,

ET :

ENGIE, Société anonyme au capital de 2 435 285 011 euros, ayant son siège social Tour T1 - 1 place Samuel de Champlain – Faubourg de l'Arche - 92930 Paris La Défense cedex , immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 542 107 651, représentée par **Monsieur Alexis JOIRE**, Directeur Relations Externes – Direction Grand Public - Bu France BtoC, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties,

Ci-après désigné « **ENGIE** »,

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, peut bénéficier d'une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, y étant inclus l'accès à un minimum d'énergies.

A cette fin, les Fonds de Solidarité pour le Logement (ci-après dénommés : « FSL ») comportent un volet « Solidarité Energie » destiné à apporter une aide aux ménages en situation de précarité, afin de préserver ou garantir leur accès à l'électricité et/ou au gaz.

En tant que fournisseur d'énergie, ENGIE contribue à ce dispositif « Solidarité Energie » au titre de ses missions de Service Public et de sa politique de Solidarité. Afin de mettre en œuvre cette contribution, le Décret 2008-780 « *relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur, et d'eau* » prévoit qu'une convention soit conclue entre le département et les représentants des fournisseurs de gaz et d'électricité.

TITRE 1 – CADRE DE LA CONVENTION

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser :

- le montant et les modalités de la participation financière d'ENGIE,
- la nature et les conditions de mise en œuvre des aides aux ménages en situation de précarité.

Cette convention n'est pas exclusive de conventions conclues par le département avec d'autres fournisseurs d'énergies.

Article 2 – Règlement Intérieur

Cette convention est accompagnée en Annexe 1 du Règlement Intérieur FSL (RI) en vigueur.

TITRE 2 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Article 3 – Bénéficiaires

Tout client particulier titulaire d'un contrat de fourniture d'énergie avec la société ENGIE est éligible au dispositif FSL sous réserve du respect des critères définis par le Règlement Intérieur du département.

TITRE 3 - DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4 – Montant et conditions de versement

Le versement de la dotation financière d'ENGIE au FSL est subordonné à la signature de la présente convention.

En début d'année et au plus tard le 30 juin, ENGIE fera connaître par courrier, le montant de sa participation financière qui sera versée au Fonds de Solidarité Logement pour l'année civile en cours.

Une fois informé du montant de la participation d'ENGIE, l'organisme chargé de la collecte et de la gestion du FSL adressera à ENGIE un appel de fonds du montant correspondant accompagné d'un IBAN.

Le versement sera effectué à l'organisme bénéficiaire suivant :

Conseil Départemental du Cantal – 28 avenue Gambetta – 15015 Aurillac

L'appel de fonds sera adressé par mail à l'adresse suivante : facture@demat.engie.com
et en copie : didier.compagnon@engie.com contact-solidarite-offredemarche.esa1@engie.com

Ce document devra être libellé au nom d'ENGIE et comporter :

- Votre numéro de SIRET
- Le numéro de commande qui vous sera communiqué
- Le montant de la dotation financière

TITRE 4 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Article 5 – Actions préalables à la saisine du FSL

Le département s'engage à assurer la publicité des adresses et des moyens par lesquels le FSL peut être saisi ainsi que celle de son règlement intérieur.

Afin qu'ENGIE puisse informer ses clients, le département fournit les coordonnées (adresse, téléphone) du service à contacter.

Pour permettre à ENGIE de transmettre au département les informations relatives aux clients aidés ou bénéficiaires du chèque énergie faisant l'objet d'une relance pour défaut de règlement de leur fourniture d'énergies, ou faisant l'objet d'une réduction de fourniture d'électricité ou d'une coupure pour impayé et non rétablie dans un délai de 5 (cinq) jours, le département doit fournir à ENGIE l'adresse courriel du service à informer (Annexe 2).

Le département informera immédiatement par courrier l'interlocuteur d'ENGIE de toute modification de cette adresse. Afin de pérenniser la validité de cette adresse mail, l'usage d'adresse générique est à privilégier.

Article 6 – Traitement des données personnelles des clients

Les termes commençant par une majuscule dans le présent article ont le sens qui leur est donné dans les Lois de Protection des Données personnelles, à savoir le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « Règlement européen » ou « Règlement 2016/976 ») ; ainsi que toute législation ou réglementation relative à la protection des Données Personnelles applicable aux Traitements effectués en application du présent contrat.

Chaque Partie met à disposition, de son cocontractant et autorise ce dernier à traiter aux fins de réalisation des services dans le cadre de la convention, des données, fichiers, etc., de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit, constituant des Données Personnelles, dans les conditions décrites ci-dessous. Les Parties s'engagent à agir conformément aux Lois de Protection des Données Personnelles et des recommandations de l'autorité de contrôle compétente, à savoir la CNIL.

Les Responsables du/des Traitement(s) mis en place sont les suivants :

- ENGIE SA est présent sur 3 grandes activités l'électricité, le gaz et les services à l'énergie.
- Le département exerce la compétence "Fonds de Solidarité Logement » sur les communes relevant de son territoire.

Dans ces circonstances, les Parties reconnaissent que chacune d'elles est seule responsable des Traitements qu'elle met en place dans le cadre des relations contractuelles qui les lient.

Le Traitement mis en œuvre par ENGIE SA ayant pour objet la transmission par ENGIE des données clients particuliers en vue de l'octroi d'une aide de la collectivité sera composé du type de données des personnes concernées suivants :

- ✓ les références de son contrat,
- ✓ son nom,
- ✓ son prénom,
- ✓ son adresse,
- ✓ le montant de la dette,
- ✓ le type d'énergie.

ENGIE SA indique qu'elle transmettra ou permettra l'accès à ces Données Personnelles au personnel du département ayant un accès sécurisé au portail ENGIE Solidarité <https://servicesociaux.engie.fr>

Le Traitement mis en œuvre par le département ayant pour but d'octroyer ou non des aides aux paiements des factures des clients particuliers sera composé du type de données suivants :

- ✓ le nom,
- ✓ le prénom
- ✓ le numéro de son compte de contrat d'énergies
- ✓ le montant de l'aide accordée

Le département indique qu'il transmettra ou permettra l'accès à ces Données Personnelles aux collaborateurs d'ENGIE chargés du traitement de ses demandes.

Conformément au Contrat et au titre de la mise en place de leur finalité respective, chacune des Parties s'engage à agir conformément aux Lois de Protection des Données Personnelles, en veillant à :

- adopter toutes les mesures techniques et organisationnelles consistant à adapter de manière optimale pour garantir les exigences de la réglementation en matière de protection des Données Personnelles et en fonction des règles de l'art le niveau tant de sécurité que de confidentialité de la nature des Données Personnelles traitées ;
- mettre en place des mesures de sécurité ou les améliorer ; étant entendu que chaque Partie est responsable de la sécurité et de la confidentialité des informations et des Données Personnelles contenues dans leur base de Données respective ;
- mettre en place une procédure interne en cas de violation des Données Personnelles et informer l'autre Partie de toute violation en matière de protection des Données Personnelles, dès lors qu'elle porte sur les Traitements décrits ci-dessus, et, le cas échéant, notifier à l'autorité de contrôle compétente en matière de protection des données personnelles ainsi qu'aux personnes concernées toutes violations de Données Personnelles ;
- En cas de transfert en dehors de l'Union européenne vers un pays ne bénéficiant pas d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD, s'assurer du respect des recommandations du Comité Européen de la Protection des Données (CEPD) 01/2020 sur les mesures qui complètent les instruments de transfert destinés à garantir le respect du niveau de protection des données à caractère personnel de l'UE et 02/2020 sur les garanties essentielles européennes pour les mesures de surveillance. Dans le cas où la signature de Clauses Contractuelles Types serait nécessaire conformément à l'article 46 du RGPD, s'assurer de la bonne application de la mise à jour desdites clauses du 4 juin 2021, et notamment de l'utilisation du bon Module suivant la relation juridique en présence ;
- fixer la ou les durées de conservation nécessaires des Données Personnelles au regard de la finalité de leur Traitement, ainsi que déterminer les modalités de leur archivage ou d'effacement à l'expiration de ces délais ;
- s'assurer que les mentions d'information destinées aux personnes concernées contiennent l'ensemble des catégories d'information requises par la réglementation relative à la protection des Données Personnelles ;
- mettre en place des mesures permettant de respecter les droits des personnes concernées et notamment un système de gestion des réclamations par les personnes concernées, en vue de l'exercice de leurs droits ;
- coopérer avec les/l'autorité(s) de contrôle compétente(s) en matière de protection des Données Personnelles ;
- s'informer mutuellement sans délai de toute opération de contrôle diligentée au sein des locaux ou de ceux de l'un de leurs Sous-traitants, dès lors qu'elle porte sur les Traitements précités.

Les Parties ont convenu d'un commun accord de désigner comme point de contact :

Pour ENGIE : rgpd.dgp@contact-particuliers.engie.fr ou dpo@engie.com

Pour le département : dpo@cantal.fr

Au regard de ce qui précède, les Responsables du Traitement déclarent et reconnaissent avoir une pleine et entière connaissance que, s'ils venaient à traiter des Données à caractère personnel d'une manière autre que celle définie dans le cadre du présent Contrat, ils seraient alors considérés, au sens de la réglementation relative à la protection des Données à caractère personnel, comme Responsables de Traitement de ces

5

nouveaux traitements et seraient, en conséquence, soumis aux obligations afférentes prévues par la réglementation applicable.

Le Client garde l'entière propriété des Données qu'il a fournis au Prestataire.

A l'échéance du Contrat, le Client garde à sa disposition l'ensemble des Données, mises à jour et enrichies depuis la date d'entrée en vigueur du Contrat.

Article 7 – Instruction des demandes

Le département veille à ce que le délai entre la réception d'une demande d'aide (saisine du service par le demandeur ou son représentant) et la notification de la décision ne dépasse pas 2 (deux) mois, sauf cas exceptionnels qui seront alors communiqués à ENGIE.

Toutes les correspondances relatives à l'instruction des demandes d'aides et à la préparation des commissions sont transmises à ENGIE uniquement via nos portails internet solidarité aux adresses suivantes :

Pour les contrats d'électricité ou de gaz naturel en Offre de Marché : <https://servicessociaux.engie.fr>

Pour les contrats de gaz naturel au Tarif Réglementé* : <https://servicessociaux.gaz-tarif-reglemente.fr>

(*jusqu'au basculement du client dans une nouvelle offre en raison de l'arrêt du tarif réglementé au 30 juin 2023)

Le traitement des préparations d'ordre du jour de commission est automatisé, un délai de 48H est nécessaire pour la mise à disposition des résultats sur nos portails internet Solidarité.

Et par mail pour les contrats :

Fideloconso et Vertuoz habitat : gestionnaires-fideloconso@engie.com

Pour happ-e : contact@service-conso.happ-e.fr

Article 8 – Après décision du FSL

Le département est garant de la validité et du respect des décisions d'attribution des aides. Les décisions sont notifiées dans la semaine à ENGIE via ses portails internet solidarité.

Pour les contrats d'électricité ou de gaz naturel en Offre de Marché : <https://servicessociaux.engie.fr>

Pour les contrats de gaz naturel au Tarif Réglementé* : <https://servicessociaux.gaz-tarif-reglemente.fr>

(*jusqu'au basculement du client dans une nouvelle offre en raison de l'arrêt du tarif réglementé au 30 juin 2023)

Et par mail pour les contrats :

Fideloconso et Vertuoz habitat : gestionnaires-fideloconso@engie.com

Pour happ-e : contact@service-conso.happ-e.fr

Le bordereau de décision fait apparaître : le nom, le prénom, le numéro de son compte de contrat d'énergies, le montant de l'aide accordée.

Article 9 – Mandatement

Le gestionnaire du fonds assure le mandatement des sommes allouées directement à ENGIE, à une fréquence la plus rapprochée possible des décisions des commissions d'attribution. Un bordereau récapitulatif des bénéficiaires est annexé à chacun des mandatements. Ce bordereau précise pour chaque bénéficiaire : son nom, prénom, adresse complète, compte de contrat et montant de l'aide.

TITRE 5 - ENGAGEMENTS D'ENGIE

Article 10 – Actions préalables à la saisine du FSL

Selon les cas, ENGIE s'engage à :

- Proposer au débiteur un échelonnement de créance avant de l'orienter vers le FSL,
- Accepter tout acompte proposé par les débiteurs,
- Fournir au débiteur toute information utile sur le FSL et son mode de saisine,
- Informer, dans son deuxième courrier de relance, les clients que :
 - la fourniture d'énergies (électricité, gaz) ne peut être interrompue dans leur résidence principale pendant la période hivernale comprise entre le 1er novembre de chaque année et le 31 mars de l'année suivante,
 - la fourniture d'électricité ne peut être réduite, durant la période hivernale comprise entre le 1er novembre de chaque année et le 31 mars de l'année suivante, pour les clients bénéficiant du chèque énergie.
- Ne pas interrompre la fourniture d'énergies sans procéder à une tentative de contact préalable, à défaut de contact physique ou téléphonique, le client sera informé par courrier.

Article 11 – Instruction des demandes

ENGIE s'engage à :

- Dans les limites de la Loi Informatique et libertés modifiée, fournir aux services instructeurs les éléments nécessaires au traitement des demandes d'aides,
- Maintenir l'alimentation en énergie du client jusqu'à la notification de la décision du FSL, conformément aux modalités prévues par le Décret du 13 août 2008 précité,
- Proposer un plan d'apurement selon les règles de gestion en vigueur d'ENGIE.

Article 12 – En cas d'interruption de fourniture

Lorsque le client a fait l'objet d'une interruption de fourniture d'énergies ou d'une réduction de puissance électrique suite au non-paiement d'une facture, le travailleur social qui instruit la demande d'aide sociale peut contacter ENGIE via ses portails internet solidarité (ou par téléphone) pour définir les conditions financières de rétablissement selon les règles de gestion en vigueur d'ENGIE.

Lorsqu'un accord est trouvé avec le travailleur social sur l'apurement de la dette, ENGIE s'engage à transmettre dans un délai de 1 (un) jour ouvré au(x) distributeur(s) d'énergies une demande pour rétablir la fourniture.

Article 13 – Après décision favorable du FSL

ENGIE s'engage à :

- Proposer systématiquement à ses clients ayant bénéficié d'une aide du FSL, des modalités adaptées pour le paiement du solde éventuel de la dette (plan d'apurement), conformément au cadre réglementaire en vigueur.
- Afin de sécuriser les paiements du client, le prélèvement automatique du plan d'apurement sur un compte bancaire, postal ou caisse d'épargne sera proposé en priorité ; d'autres moyens de paiement prévus dans les CGV d'ENGIE pourront être proposés. A contrario le client, sur demande du travailleur social, pourra

à titre d'exception, opter pour un autre mode de règlement parmi ceux proposés dans nos Conditions Générales de Ventes.

- Activer le dispositif de protection contre la réduction de la fourniture d'électricité pendant la période hivernale.

Article 13bis – Cas d'une demande d'un travailleur social sans demande d'aide

ENGIE pourra proposer un plan d'apurement selon les règles de gestion en vigueur d'ENGIE. En cas de refus du client, la dette devient en totalité immédiatement exigible

Article 14 – Informations à destination du département

ENGIE s'engage à :

- Transmettre au département la liste des clients aidés par le FSL dans les 12 (douze) derniers mois ou bénéficiaires du chèque énergie qui font l'objet d'une première relance pour défaut de règlement de leur fourniture d'énergies,

- Envoyer par courriel au département la liste des clients faisant l'objet d'une réduction de fourniture ou d'une coupure pour impayé non rétablie dans un délai de 5 (cinq) jours.

ENGIE transmet les données nécessaires à l'appréciation de la situation du client pour une prise en charge éventuelle :

- ✓ les références de son contrat,
- ✓ son nom,
- ✓ son prénom,
- ✓ son adresse,
- ✓ le montant de la dette,
- ✓ la date de la dette,
- ✓ la date de la coupure ou de la pose du limiteur,
- ✓ le type d'énergie.

TITRE 6 – SUIVI ET EVALUATION DU FSL

Article 15 – Suivi de la convention

Pour la mise en œuvre et le suivi de la présente convention, les signataires désignent comme interlocuteurs :

Pour le département : **Monsieur Stéphane DECQ, agissant en qualité Chef de Projet Logement, DASEIL, Mission Logement, Pôle Solidarité Départementale**

Adresse : 28 avenue Gambetta – 15015 Aurillac

Coordonnées téléphoniques : 04 71 46 20 61 - adresse mail : sdecq@cantal.fr

Pour ENGIE Direction Grand Public : **Monsieur Didier COMPAGNON**, agissant en qualité de Correspondant Solidarité et Relations Externes

Coordonnées téléphoniques : 06 69 67 97 92 – adresse mail : didier.compagnon@engie.com

Pour ENGIE Gaz Tarif Réglementé* : dtr-dre-solidarite-tarifreglemente.esa@engie.com

(*Jusqu'au basculement du client dans une nouvelle offre en raison de l'arrêt du tarif réglementé au 30 juin 2023)

Pour Fideloconso et Vertuoz habitat : gestionnaires-fideloconso@engie.com

Pour happ-e : contact@service-conso.happ-e.fr

Article 16 – Suivi des aides

Un rapport concernant le volet énergie du FSL sera réalisé, à minima 1x/an par le gestionnaire du fonds, par nature de contrat et adressé à ENGIE pour l'ensemble du département. Il fournit une consolidation des bordereaux de versement et comporte :

- o le nombre de dossiers présentés,
- o le nombre de dossiers aidés par type d'aides (subvention / prêt),
- o le montant des aides accordées par type d'aides (subvention / prêt).

TITRE 7 - MISE EN OEUVRE DE LA PRESENTE CONVENTION

Article 17 – Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet au 1er janvier 2023 pour une durée de 3 (trois) ans.

A l'échéance du terme, toute prolongation du partenariat entre ENGIE et le département devra faire l'objet d'une nouvelle convention signée par les Parties.

Article 18 – Avenants et révision de la convention

Toute modification législative ou réglementaire de nature à impacter la convention, fera l'objet d'un avenant signé entre les parties. Le changement des règles relatives à la dotation entraînera la conclusion d'un avenant séparé.

Article 19 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de ses engagements respectifs fixés dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein-droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de 3 (trois) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation, le département reversera à ENGIE le reliquat de sa dotation.

Article 20 – Clause attributive de compétence

En cas de différend, les parties s'attacheront à trouver un règlement amiable et n'exerceront de recours contentieux qu'en cas d'échec des tentatives de conciliation.

Les litiges nés de l'application ou de l'interprétation des clauses de la présente convention sont de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à Aurillac, le / /2023, en 2 (deux) exemplaires originaux, les parties déclarant avoir pris connaissance du règlement intérieur du FSL.

Pour ENGIE
Le Directeur Relations Externes

Monsieur Alexis JOIRE

Pour le département du Cantal
Le Président du Conseil Départemental

Monsieur Bruno FAURE

ANNEXE 1 :

Règlement Intérieur du FSL

ANNEXE 2 :

Adresse d'envoi des listes de clients faisant l'objet d'une relance pour défaut de règlement de leur fourniture d'énergies ou faisant l'objet d'une réduction de fourniture ou d'une coupure pour impayé et non rétablie dans un délai de 5 jours

DEPARTEMENT DU CANTAL

Conseil Départemental	N° Voie	Adresses	Complément d'adresse	CP	Ville	Adresse mail d'envoi des listes (si possible, utiliser une adresse générique)
CONSEIL DEPARTEMENTAL	15	Avenue Gambetta		15015	AURILLAC	dasei@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-13

**Appel à projets 2023-2025
" Prise en compte des spécificités des jeunes "**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

- APPROUVE le lancement de l'appel à projets « Proposer un accompagnement renforcé aux 16-25 ans » selon les conditions définies dans le cahier des charges joint à la présente délibération.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



APPEL À PROJETS 2023-2025

PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES DES JEUNES DE 16 À 25 ANS

Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025

Le Conseil départemental du Cantal a adopté le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 et a délégué la mise en œuvre d'un appel à projets pour l'engagement 4 « Prise en compte des spécificités de chacun » du PDIE au Président du Conseil départemental. Il s'inscrit dans la volonté manifestée par le Conseil départemental du Cantal de mobiliser davantage de moyens pour l'accès ou le retour dans l'emploi durable des jeunes de 16 à 25 ans en situation de précarité en concourant au renforcement quantitatif, qualitatif et financier des opérateurs de l'insertion et des opérations d'accompagnement.

Le présent document expose les modalités de mise en œuvre complémentaire au Document de Mise en Œuvre du PDIE auquel il convient de se référer. La demande d'aide est obligatoirement à déposer **avant le 31 mars 2023** par courrier ou par courriel, à l'attention du Président du Conseil départemental – Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal - Hôtel de Département - 28, avenue Gambetta - 15 015 AURILLAC Cedex.

APPEL À PROJETS - PRISE EN COMPTE DES SPECIFICITES DE CHACUN

Référence au PDIE – ENGAGEMENT 4

- Fiche action 11 : Proposer un accompagnement renforcé aux 16-25 ans

Constats

La loi du 1^{er} décembre 2018 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion dispose que chaque « bénéficiaire du RSA a droit à un accompagnement social et professionnel adapté à ses besoins et organisé par un référent unique » (art. L. 262-27 du CASF).

Afin de garantir l'application effective de ce droit et de prendre en compte la diversité des profils, des parcours et des besoins des publics en insertion, le Département du Cantal a conventionné avec plusieurs structures partenaires pour qu'elles accompagnent des allocataires du RSA en tant que référent unique.

Si ce mode de fonctionnement a démontré sa pertinence, il apparaît nécessaire aujourd'hui d'aller plus loin et de proposer des actions permettant de mieux prendre en compte des besoins spécifiques à certains publics, parmi lesquels les publics jeunes, auprès de qui il apparaît indispensable d'agir tôt pour prévenir l'entrée ou l'ancrage dans le RSA. Parmi ces publics, une attention particulière doit être portée aux jeunes accompagnés par l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), confrontés à des risques importants de précarisation et d'exclusion sociale à la sortie du dispositif de protection de l'enfance (Stratégie Pauvreté).

Objectifs stratégiques

Développer des réponses adaptées aux publics 16-25 ans présentant des besoins spécifiques

Prévenir l'entrée ou l'ancrage du public 16-25 ans dans le dispositif RSA.

Objectifs opérationnels

Proposer un accompagnement renforcé, mis en œuvre par un référent unique spécialisé, aux jeunes âgées de 16 à 25 ans.

Prévenir l'entrée ou l'ancrage dans le dispositif RSA en les inscrivant le plus tôt possible dans un parcours d'insertion social et professionnel.

Prévenir l'entrée dans la précarité des jeunes en fin de prise en charge ASE.

Permettre aux jeunes parents de s'investir dans un projet professionnel grâce à une prise en charge de leur(s) enfant(s).

Types d'opérations prévues

Opérations d'accompagnement spécifique des jeunes de 16 à 25 ans (accompagnement socio-professionnel renforcé par des opérateurs experts, développement d'une offre de service dédiées, prise en charge de la problématique de la séparation parent/enfant y compris la prise en charge financière de modes de garde adaptés, notamment à domicile, etc.)

Types de bénéficiaires visés

Tous les acteurs de l'offre territoriale d'insertion

Principaux groupes cibles visés par ces actions

Les jeunes de 16 à 25 ans en situation, ou menacés de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontés à des difficultés de nature à compromettre fortement les possibilités d'un retour à l'emploi durable.

Éligibilité temporelle

La période de réalisation des opérations doit être incluse entre le 1^{er} janvier 2023 et le 31 décembre 2023.

Les dépenses liées à la réalisation des opérations seront retenues si elles ont été effectivement payées au plus tard trois mois après la fin de la période de réalisation de l'opération sous réserve qu'un dossier de demande complet ait été reçu avant la date butoir de dépôt des dossiers de réalisation.

Modalité d'intervention

L'appel à projets ne prévoit ni montant de subvention planchers, ni montant de subvention plafonds, ni coût total opération planchers ou plafonds. Pour autant, le Conseil départemental déterminera annuellement une enveloppe pour chaque orientation qui conditionnera l'accès au soutien sous des crédits disponibles.

Le taux maximum d'aide du Département peut aller jusqu'à 100% de l'opération. Pour autant, les opérations bénéficiant d'un concours de l'Union européenne (FSE+), de l'État et/ou des collectivités territoriales seront privilégiées.

À la suite de la décision de la Commission Permanente et après signature de la convention attributive de l'aide départementale, le Département pourra procéder au versement d'une avance équivalent à maximum 60% de la subvention octroyée. Aucun acompte ne sera versé lors de la réalisation de l'opération. Le solde de la subvention sera versée à la suite du contrôle de service fait établi par le Service Emploi Insertion sur la base du bilan d'exécution de l'opération déposé complet par le porteur de projet.

CONTACTS

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projets,

merci de bien vouloir contacter le Service Emploi Insertion :

par courriel à : dasei.sei@cantal.fr

par téléphone :

Laurence GRANGER : 04.71.46.20.32

Morgane ALBEAUX : 04.71.60.52.22

ou par courrier à : Service Emploi Insertion - Conseil départemental du Cantal

Hôtel du Département, 28, avenue Gambetta

15015 AURILLAC Cedex

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-14

Convention de partenariat entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association pour la Formation et l'Accompagnement des Personnes en Contrats Aidés (AFAPCA) dans le cadre du dispositif "Défi Cantal 2023"

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la délibération n° 21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

- **APPROUVE** le montant du concours financier du Département en faveur de l'Association pour la Formation et l'Accompagnement des Personnes en contrats Aidés (AFAPCA) dans le cadre de l'action « Défi Cantal » à hauteur de 5 440 € pour l'année 2023.

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre le Département et l'AFAPCA pour la mise en œuvre de l'action « Défi Cantal » dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DEFI CANTAL 2023

(Développement de la Formation et de l'Insertion dans le Cantal)

Entre

LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, autorisé par délibération de la Commission Permanente du 25 février 2023,

Et

L'AFAPCA, ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES EN CONTRATS AIDÉS, 10 rue du Champs de Foire, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Gérard PRADAL,

Vu le Code de l'action sociale et notamment les articles L.263-1 à L.263-2 ;

Vu la délibération n°20CD05-02 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 validant le Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi du cantal 2021-2025 ;

Vu la Circulaire N° DGEFP/MIP/METH/2021/42 du 12 février 2021 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) ;

Vu la convention d'orientation dans le cadre de la mise en œuvre du Revenu de Solidarité Active approuvée par délibération n° 09CP08-005 de la Commission Permanente du Conseil Général du 18 septembre 2009 et son avenant approuvé par délibération n°10CP07-10 de la Commission Permanente du Conseil Général du 17 septembre 2010 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

Malgré un taux de chômage faible, la situation de nombreuses personnes durablement éloignées du marché du travail demeure préoccupante. Le Parcours Emploi Compétences est un contrat aidé destiné à permettre aux personnes les plus en difficulté de s'insérer durablement dans le monde professionnel

en développant dans le cadre d'une activité professionnelle des compétences transférables ou mobilisables dans un autre environnement.

Reposant sur un triptyque Emploi-Formation-Accompagnement, les Parcours Emploi Compétences (PEC) permettent à tout salarié recruté de valoriser son expérience professionnelle, d'identifier ses connaissances, ses savoir-faire et savoir-être, d'engager un parcours de formation afin d'augmenter son employabilité et ainsi favoriser un retour à une insertion professionnelle durable.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Pour l'année 2023, le Conseil départemental du Cantal confie à l'AFAPCA l'accompagnement de 8 bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) en Parcours Emploi Compétences (PEC) non accompagnés par le dispositif Cantal Emploi Insertion du Conseil départemental.

Outre sa mission de diagnostic, l'association est chargée, en lien avec Pôle emploi, de mettre en place le plan de formation des bénéficiaires du RSA qui lui sont confiés et de monter le plan de financement avec, en cas de besoin, la contribution des crédits départementaux d'insertion du Conseil départemental du Cantal.

Dans ce cadre, les salariés concernés seront orientés vers l'Association par les référents Pôle-Emploi, sur proposition des référents uniques en charge du suivi des bénéficiaires du RSA et en accord avec les employeurs de ces derniers.

ARTICLE 2 : L'ENGAGEMENT DE L'AFAPCA

Par la présente convention, l'Association AFAPCA s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre l'action « Défi Cantal » qui consiste à réaliser un bilan diagnostic des salariés et à proposer un accompagnement individuel.

2.1 - Bilan diagnostic des salariés

L'AFAPCA identifie dans le cadre des projets professionnels des salariés, les points suivants :

- Atouts et freins en termes de motivation et centres d'intérêts,
- Niveau de maîtrise des compétences,
- Mobilité géographique acceptée,
- Appui à apporter au bénéficiaire pour réaliser son parcours vers l'emploi.

Elle les informe sur :

- La nécessité d'actions d'appui ponctuel,
- L'accès à la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) : repérage de l'éligibilité au titre de la VAE, inscription et mobilisation sur la démarche,
- Le besoin et les offres existantes en matière de formation professionnelle.

L'AFAPCA proposera à chaque bénéficiaire ayant validé son projet de formation :

- Un SAS diagnostic de 15 heures (phase de positionnement, de construction du parcours),
- Un parcours déterminé en fonction des besoins du salarié :
 - Parcours préparatoire à la qualification (en particulier parcours préparatoire aux écoles aides-soignantes, infirmières, aide médico-psychologique ou auxiliaire de Vie Sociale.
 - Parcours d'adaptation à l'emploi
 - Parcours qualifiant.

2.2 - Mise en œuvre du parcours de formation

L'AFAPCA assure la gestion administrative et financière des entrées en formation et sollicite si besoin des aides individuelles à l'insertion auprès du service Emploi Insertion du Conseil départemental en complément de la subvention allouée par le Conseil régional et de la participation financière des employeurs et des OPCO.

Elle assure également :

- Les contacts avec les organismes de formation nécessaires à la réalisation des formations,
- La signature de la convention AFAPCA / organismes de formation qui précise les modalités de la formation,
- L'évaluation qualitative de la prestation enclenchée ainsi qu'une attestation mensuelle des heures de formation réellement réalisées,
- La mise en contact salariés / employeurs pour le suivi, le calendrier et les conditions de financement du plan de formation,
- Le règlement des factures de l'organisme de formation (sur présentation d'un état de services faits). Les aides individuelles à l'insertion seront, quant à elles, directement versées à l'organisme de formation par le Service Emploi Insertion

ARTICLE 3 : MONTANT DU FINANCEMENT

Le financement du Conseil départemental du Cantal concerne :

- Les coûts de l'accompagnement proposé aux bénéficiaires : sur la base d'un parcours moyen de 15 heures, le Conseil départemental apporte à l'AFAPCA un financement de 680 € par personne, soit un montant maximum de 5 440 € pour 8 parcours. En cas d'interruption de l'accompagnement pour cause de reprise d'emploi ou d'absence dûment justifiée (entrée en formation rémunérée/cas de force majeure, etc. ...), le Conseil départemental finance la prestation au prorata de l'accompagnement réalisé sur la base d'un forfait horaire de 45,33 €.
- La mobilisation des aides individuelles à l'insertion (article 5.2.1 du règlement intérieur des aides individuelles à l'insertion) : Le Conseil départemental ne s'engage qu'au vu du plan de formation, d'une proposition de financement et après recherche par l'AFAPCA de tous les cofinancements possibles. La participation du Conseil départemental est plafonnée à 500 € par personne sur ses crédits départementaux d'insertion. Le financement des aides individuelles se fait dans la limite des crédits disponibles.

NB : Si la dépense réalisée n'atteint pas le coût prévisionnel de l'opération, la subvention est versée au prorata des dépenses effectivement justifiées par rapport à ce coût prévisionnel.

ARTICLE 4 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

La contribution due par le Conseil départemental à l'AFAPCA en contrepartie de la réalisation de la présente convention est versée selon les modalités suivantes :

4.1- Dans le cadre du coût d'accompagnement estimé à 5 440 €

- Un premier versement de 70 % soit 3 808 € (trois mille huit cent huit Euros) est effectué à la signature de la présente convention,
- Le solde est engagé sur présentation des comptes rendus d'exécution émargés par le cocontractant et le bénéficiaire sur la base de 15 heures d'accompagnement.

La contribution financière est créditée au compte de l'Association AFAPCA selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur un compte ouvert au nom de :

Domiciliation bancaire :

N° IBAN : n° 18715 00200 08779586396 68

BIC :

Les versements seront effectués sur le compte ouvert par l'Association auprès de la Caisse d'Epargne d'Auvergne et du Limousin.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DE L'AFAPCA

L'Association AFAPCA s'engage à utiliser la présente subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée.

L'AFAPCA s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'elle entreprend, ainsi qu'en matière de protection des données à caractère personnel, notamment la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi du 20 juin 2018 ainsi que toute réglementation destinée à la compléter ou la remplacer et le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Il agit en qualité de responsable de traitement dans le cadre du dispositif et garantit à ce titre qu'il informera les personnes concernées de leurs droits d'accéder à leurs données ou de s'opposer au traitement de leurs données dans les conditions prévues par la réglementation et des conditions d'exercice des droits des personnes.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'AFAPCA, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

5-1 - Utilisation de la subvention

L'AFAPCA accepte tout contrôle sur l'utilisation de la subvention et sur la réalisation de l'opération accompagnée financièrement. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé par toute personne dûment mandatée par le Président du département, notamment :

- En cours de réalisation de l'opération subventionnée,
- Après achèvement des travaux ou lors de la demande de solde de la subvention.

A ce titre, l'AFAPCA s'engage, d'une part à remettre sur simple demande du Département tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins du contrôle sur place.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 10 ci-après.

5-2 - Obligation de publicité

Lors de toute communication ou publication, l'AFAPCA s'engage à respecter les obligations d'information et de valorisation de la participation du Conseil départemental, à savoir :

L'AFAPCA s'engage à indiquer la participation financière du Conseil départemental aux co-financeurs publics de l'opération, à tous les organismes associés à sa mise en œuvre et aux participants à l'opération.

Toute communication ou publication de l'AFAPCA au bénéficiaire, sous quelque forme et sur quelque support que ce soit, doit mentionner qu'elle n'engage que son auteur et que le Conseil départemental du Cantal n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans cette communication ou publication.

5.3 - Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération

L'AFAPCA s'engage à fournir toutes les pièces justificatives et données détaillées demandées par le Service Emploi Insertion, ou tout autre organisme externe mandaté par le Service Emploi Insertion, aux fins de s'assurer de la bonne exécution de l'opération et des dispositions de la convention.

L'AFAPCA s'engage à conserver l'ensemble des pièces justificatives probantes pendant une période de 3 ans suivant la fin de la période de réalisation de la présente convention.

Durant toute la période comprise entre la date de début de réalisation et la date de fin de conservation des pièces, le bénéficiaire se soumet à tout contrôle technique, administratif et financier, sur pièces et sur place, y compris au sein de sa comptabilité, effectué par le Service Emploi Insertion ou toute autre instance habilitée.

Le montant de l'aide départementale peut être corrigé à l'issue de ces contrôles et amener le Service Emploi Insertion à exiger de l'AFAPCA le reversement des sommes indûment perçues.

5.4 - Information du Département

L'AFAPCA devra tenir informé le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 10 ci-après.

ARTICLE 6 : REVERSEMENT

Au terme des opérations de contrôle visé à l'article 5-1, le Département peut demander le reversement de tout ou partie de la subvention allouée s'il apparaît :

- Que celle-ci n'a pas été utilisée conformément à l'objet des présentes,
- Que les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire n'ont pas été respectées.

Le reversement est demandé par simple émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du comptable du Trésor.

Préalablement, une lettre de notification est adressée à l'AFAPCA en mentionnant les conclusions du contrôle qui justifient le reversement, cette lettre précise le délai dont dispose le bénéficiaire pour produire tout justificatif écrit complémentaire, permettant le maintien de la subvention allouée.

Le délai ne peut être inférieur à 15 jours. Au-delà, si les éléments produits ne sont pas de nature à maintenir la subvention, la décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental.

ARTICLE 7 : CADUCITÉ ET DÉCHÉANCE

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si la subvention attribuée par le Département n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement dans un délai de six ans à compter de la date de fin de réalisation de l'opération.

Il sera toutefois possible à l'AFAPCA de solliciter la prorogation d'un an de cette décision.

ARTICLE 8 : SUIVI ET ÉVALUATION

L'AFAPCA organise et planifie, en concertation et/ou à la demande des services du département le comité de pilotage (COPIL) qui est chargé du suivi et de l'évaluation de l'action et de ses éventuels ajustements organisationnels et de mise en œuvre.

Elle fait également toutes propositions utiles pour développer, améliorer ou réorienter l'opération. Le comité de pilotage se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'AFAPCA ou en cas de nécessité impérieuse à la demande du Conseil départemental.

Le comité est composé des représentants des signataires de la présente convention et d'un représentant de Pôle emploi. D'un commun accord, les signataires de la convention peuvent inviter aux réunions des personnes ressources.

L'opérateur s'engage à veiller à la disponibilité des membres du comité de pilotage pour établir ses dates de réunion. Il rédige et adresse aux membres, le relevé de conclusion de chaque comité de pilotage.

ARTICLE 9 : DURÉE ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet du 1er janvier 2023 et s'achèvera au 31 décembre 2023 Elle peut faire l'objet d'adaptations par voie d'avenants.

Dans l'hypothèse où des dispositions législatives ou réglementaires interviendraient pendant la durée de la convention et qu'elles modifieraient l'objet, les conditions et les modalités d'exécution de la mission, le Conseil départemental se réserve la possibilité de prononcer la résiliation de la présente convention.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION

10.1 - A l'initiative de l'AFAPCA

L'AFAPCA peut renoncer à la subvention et mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé réception adressée au Service Emploi Insertion au moins deux mois avant la date d'effet envisagée.

L'AFAPCA est tenu de respecter l'ensemble des obligations contractuelles pour les sommes déjà déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution.

10.2 - A l'initiative du Département

Le Département peut décider de mettre un terme à la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'AFAPCA, sans indemnité quelconque de sa part, dans les circonstances suivantes :

Lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle de l'AFAPCA est susceptible d'affecter les modalités de réalisation de l'opération de manière substantielle ou de remettre en cause la décision d'octroi de la subvention ;

Lorsque l'AFAPCA n'exécute pas l'une des obligations qui lui incombent, conformément aux dispositions prévues par la convention et ses annexes ;

En cas de fraude avérée ;

Lorsque l'AFAPCA refuse de se soumettre aux contrôles et audits menés par les services nationaux et européens habilités ;

L'AFAPCA dispose d'un délai de 30 jours ouvrés à compter de la date d'accusé réception du courrier du service Emploi Insertion pour présenter à ce dernier ses observations par lettre recommandée avec accusé de réception. Il utilise, le cas échéant, ce délai pour répondre à ses obligations conventionnelles. A compter de la date d'accusé de réception de la lettre de l'AFAPCA, le service Emploi Insertion dispose à son tour de 30 jours ouvrés pour statuer définitivement.

Il notifie sa décision au bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé réception.

10.3 - Effets de la résiliation

La date d'accusé réception de la lettre recommandée de demande de résiliation de l'AFAPCA ou de notification définitive de la résiliation par le service Emploi Insertion constitue la date effective pour la prise en compte pour le calcul du montant des crédits départementaux dus à l'AFAPCA.

Les sommes dues à l'AFAPCA à cette date sont limitées à la participation départementale correspondant aux dépenses éligibles acquittées par l'AFAPCA déclarées dans le cadre d'un bilan d'exécution accepté par le service Emploi Insertion après contrôle de service fait.

A défaut, aucun paiement ne pourra être effectué et le service Emploi Insertion procédera au recouvrement des sommes versées au titre de l'avance éventuellement consentie aux termes de l'article 4.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE / LITIGES

Les Parties font élection de domicile aux adresses figurant en tête de la présente.

A défaut d'accord amiable, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand (63000).

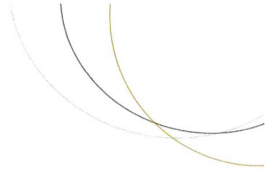
Fait à AURILLAC, le

Le Président du Conseil départemental,

Le Président de l'AFAPCA,

Bruno FAURE

Gérard PRADAL



M. Bruno FAURE
Président du Conseil départemental
28 Avenue Gambetta
15 000 Aurillac

A Aurillac, le 26 janvier 2023

Objet : Demande de subvention du Dispositif DEFI Cantal 2023

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de solliciter au nom de l'AFAPCA, une subvention du Conseil départemental d'un montant de **5 440 €** pour **le dispositif DEFI Cantal**.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Gérard PRADAL
PO / S. PRADAL P.
Gérard Pradal

Président de l'AFAPCA

SIRET:
397 733 015 000 85

RNA :
W151000844

AFAPCA – Centre de Ressources et d'Ingénierie pour l'Insertion et l'emploi
10 place du Champ de foire – 15000 Aurillac- 04 71 43 07 20 - secretariat@afapca.fr



www.afapca.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-15

Avenant à la convention d'association à l'outil OufForm

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n° 22CP01-24 de la Commission Permanente du 28 Janvier 2022 approuvant la convention d'association à l'outil OufForm ;

- **APPROUVE** l'avenant à la convention d'association à l'outil OufForm dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Avenant à la convention d'association à l'outil OuiForm

ENTRE

La DREETS Auvergne-Rhône-Alpes,

Représentée par Isabelle NOTTER, directrice

La structure associée,

Dénommée **Conseil départemental du Cantal**

Domicilié 28, avenue Gambetta, 15000 AURILLAC

Représentée par son Président, Monsieur Bruno FAURE,

Ci-après dénommée «☐ l'Associé☐»

Pôle emploi,

Représenté par Frédéric TOUBEAU, directeur régional Auvergne-Rhône-Alpes.

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

Vu la convention d'association OuiForm.

ARTICLE LIMINAIRE - CONTEXTE

Une convention d'association à OuiForm a été signée entre la DREETS Ara, Pôle emploi Ara et le Conseil départemental du Cantal en date du 15 mars 2022 en vue de donner un accès à l'application OuiForm patrimoine commun.

ARTICLE 1.

Le présent avenant modifie l'article 7 de la convention d'association signée le 15 mars 2022. Les autres articles demeurent inchangés.

Avenant à la convention d'adhésion à l'outil OuiForm

ARTICLE 2.

L'article 7 « DUREE, RESILIATION, MODIFICATION » de la convention est ainsi modifié :

« La présente convention est conclue jusqu'à la fin de l'accord-cadre OuiForm, le 31 décembre 2024. Elle prend effet à la date de sa signature par les deux parties ».

Les autres dispositions de l'article 7 demeurent inchangées.

Fait à le
En 3 exemplaires originaux

Pour l'Associé, Conseil départemental du Cantal

Pour Pôle emploi
Auvergne-Rhône-Alpes

Bruno FAURE
Président du Conseil départemental du Cantal

Frédéric TOUBEAU
Directeur régional

Pour la DREETS Auvergne-
Rhône-Alpes

Isabelle NOTTER,
Directrice

Avenant à la convention d'adhésion à l'outil OuiForm

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-16

Avenant à la convention d'adhésion à l'outil OuiForm

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CP01-25 de la Commission Permanente du 28 Janvier 2022 approuvant la convention d'adhésion à l'outil OuiForm ;

- APPROUVE l'avenant à la convention d'adhésion à l'outil " OuiForm " dont le projet est joint à la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit avenant à la convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Avenant à la convention d'adhésion à l'outil OuiForm

ENTRE

Pôle emploi,

Ci-après dénommé « Pôle emploi »,
Représenté par Frédéric TOUBEAU, directeur régional Auvergne-Rhône-Alpes

D'une part,

ET

Le Conseil départemental du Cantal, domicilié 28, avenue Gambetta, 15000 AURILLAC
Représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE,

Ci-après dénommé « le Partenaire »

D'autre part.

En présence de la **DREETS Auvergne-Rhône-Alpes**,
Domiciliée 1, Boulevard Vivier Merle, 69443 Lyon cedex 3
Représenté par Isabelle NOTTER, directrice

Il est convenu entre les parties ce qui suit :

Vu la convention d'adhésion OuiForm.

ARTICLE LIMINAIRE - CONTEXTE

Une convention d'adhésion à OuiForm a été signée entre Pôle emploi, la DREETS Ara et le Conseil départemental du Cantal en date du 15 mars 2022 en vue de donner un accès à l'application OuiForm patrimoine commun.

ARTICLE 1.

Le présent avenant modifie l'article 7 de la convention d'adhésion signée le 15 mars 2022. Les autres articles demeurent inchangés.

Avenant à la convention d'adhésion à l'outil OuiForm

ARTICLE 2.

L'article 7 « DUREE, RESILIATION, MODIFICATION » de la convention est ainsi modifié :

« La présente convention est conclue jusqu'à la fin de l'accord-cadre OuiForm, le 31 décembre 2024. Elle prend effet à la date de sa signature par les deux parties

Fait à le
En 3 exemplaires originaux

Pour Pôle emploi

Pour le Partenaire

Pour la DREETS

Président du Conseil
départemental

Frédéric TOUBEAU

Bruno FAURE

Isabelle NOTTER

Avenant à la convention d'adhésion à l'outil OuiForm

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-17

**Appel à projets FSE+
« Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 »**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds ;
Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 ;
Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;
Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;
Vu le courrier du Préfet de Région du 20 juillet 2022 portant notification des enveloppes de crédits du FSE+ 2022-2027 au Conseil départemental du Cantal ;

Vu la délibération n°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ pour la subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » ;

Vu la délibération n°23CP01-23 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 27 janvier 2023 relative à l'appel à projets FSE+ « Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 » ;

Vu l'avis favorable émis par le Comité de Pilotage du 9 janvier 2023 ;

Considérant la nécessaire anticipation de publication des appels à projets FSE+ de la convention de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » en cours d'instruction par les services de l'État, pour permettre aux opérateurs de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle de mobiliser des crédits FSE+ pour la réalisation efficiente de leurs opérations ;

Considérant le rejet par la DGEFP de l'appel à projets " Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023" en raison du critère de sélection relatif au cadre de performance - résultat (part de retour dans l'emploi des participants) qui avait été adopté par la Commission Permanente du 27 janvier 2023 ;

- ANNULE la délibération n° 23CP01-23 de la Commission Permanente du 27 janvier 2023 adoptant l'appel à projets « Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 ».

- APPROUVE le nouvel appel à projets « Insertion professionnelle hors IAE 2022-2023 » joint à la présente délibération.

- AUTORISE Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 02/03/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2022 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 3 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 1 200 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 3 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 100 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 5000.00 €

CODE ET INTITULÉ : ARA-OI327 2022-2023_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Insertion professionnelle hors IAE

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 02/05/2023



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Conseil départemental du Cantal est **candidat pour être organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social Européen + pour la période de programmation européenne 2021-2027**. A travers la convention de subvention globale FSE+ intitulée " Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 ", il s'agit de piloter et gérer les crédits européens FSE+ confiés au Département. A ce titre, l'OI a adopté le 24 février 2023 un appel à projets pour développer l'insertion socioprofessionnelle dans et par l'emploi.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de **l'objectif de l'Union européenne visant l' "investissement pour l'emploi et la croissance"** formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l'Objectif spécifique (OS) H " Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSH a vocation à permettre l'accompagnement de projets d'insertion professionnelle et sociale, dans et par l'emploi à travers :

- **l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social ;**
- **l'implication des entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services des RH ou d'accompagnement par les partenaires sociaux ;**
- **l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.**

Les opérations d'accompagnement dans les SIAE sont inéligibles à cet appel à projets.

Le public cible accompagné correspond à **toute personne éloignée de l'emploi et/ou défavorisée, rencontrant des freins à une insertion professionnelle durable et de qualité.**

L'AAP concerne les opérations débutant en 2022, avec **une rétroactivité possible à compter du 1er janvier 2022**. Les opérations pourront se réaliser jusqu'au 31 décembre 2023. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Nota bene : **le présent appel à projets est publié par anticipation** du conventionnement du Conseil départemental du Cantal pour être Organisme Intermédiaire. La mise en œuvre de cet appel à projets et



Financé par
l'Union
européenne

la sélection des opérations sont mises en œuvre sous réserve de l'établissement de la convention de subvention globale « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 » et des règles de gestion afférentes en cours de déploiement.

Diagnostic :

Malgré un taux de chômage faible dans le Cantal, l'impact économique de la crise sanitaire s'est accompagné de chocs profonds sur l'emploi et sur l'accès à l'emploi pour les personnes les plus défavorisées. Le département enregistre **de fortes fractures sur le marché de l'emploi**. Les contrats à durée déterminée et précaires se multiplient et certains groupes sociaux demeurent exclus ou du moins désavantagés. Or l'inclusion dans **l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté et de l'exclusion sociale**.

Stratégie :

Pour répondre à ce défi, le FSE+ pourra soutenir des opérations visant à restaurer l'égalité des chances par des actions d'accompagnement renforcé, sur l'ensemble des problématiques sociales et professionnelles, afin que **toutes les personnes en recherche d'un emploi stable et pérenne, puissent bénéficier des mêmes opportunités d'insertion**. Ainsi, cet appel à projets vise à renforcer quantitativement et qualitativement les actions se déroulant sur le territoire cantalien favorisant l'insertion professionnelle. Les actions doivent prendre en compte au mieux les mutations auxquelles doivent faire face tant les opérateurs économiques des différents secteurs stratégiques du territoire que les acteurs clés de l'emploi et de l'insertion, et ce, au bénéfice des publics les plus éloignés du marché du travail, en situation ou en risque d'exclusion économique et sociale. Enfin, les modalités et les critères de sélection sont de nature à optimiser l'atteinte des objectifs cibles du cadre de performance.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en œuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ES04.8 (H), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est estimée de 1 200 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.



Financé par
l'Union
européenne

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Cet appel à projets a vocation à structurer les actions concourant à l'insertion sociale et professionnelle des individus. L'objectif spécifique H vise à soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées. Il permettra de combiner des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée de freins, pour garantir un parcours d'accompagnement global et sans rupture, prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne. Il s'agit de répondre à l'enjeu national de la lutte contre la pauvreté, en dotant les individus d'un capital de ressources pratiques, juridiques, psychologiques facilitant leur insertion sociale et professionnelle. Les actions menées dans ce cadre peuvent être uniquement orientées « emploi » ou être combinées avec des actions d'insertion sociale.

Les acteurs cantaliens ont défini **une politique commune en matière d'insertion et d'emploi via le Pacte Territorial pour l'insertion et pour l'Emploi (PTIE)** où la priorité est de mettre en place toutes les étapes de parcours vers l'emploi (accompagnement social, accompagnement socioprofessionnel, accompagnement professionnel) et de mobiliser l'ensemble des opérateurs pour une insertion dans l'emploi réussie. Cette palette de dispositif doit répondre aux besoins et aux attentes des usagers en fonction de leur situation propre. Ainsi, c'est un véritable parcours d'accompagnement individualisé et renforcé des usagers éloignés de l'emploi pour leur retour à l'emploi qui est visé par les signataires du PTIE.

- **Objectifs**

L'inclusion dans l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté. C'est pourquoi, cet objectif spécifique permettra de soutenir des projets :

- **d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées (y compris les personnes en situation de handicap) vers l'emploi en combinant, le cas échéant,**



Financé par
l'Union
européenne

des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée des freins sociaux pour garantir un parcours d'accompagnement prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne et sans rupture.

- de coordonner et de mobiliser les acteurs du territoire dans les politiques d'insertion et d'emploi

L'objectif principal est de soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées comme :

- augmenter le nombre de personnes accédant à un emploi durable et/ou à une formation ;
- améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des personnes éloignées de l'emploi ;
- accroître le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi ;
- renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en développant l'ingénierie de parcours afin que ces derniers soient mieux adaptés aux difficultés rencontrées par les personnes ;
- améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion ;
- accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi ;
- renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant d'avantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle.

Il s'agit de permettre la **constitution d'un environnement favorable à l'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ou les plus fragilisées** tant les démarches des structures pour l'ingénierie et la coordination des acteurs que les démarches d'accompagnement des personnes en combinant autant que nécessaires les actions professionnelles et d'ordre social. L'objectif est de pouvoir structurer des parcours d'insertion mobilisant l'ensemble des solutions et l'ensemble des partenaires nécessaires dans un objectif d'insertion professionnelle des bénéficiaires ultimes.

• Actions visées

Les actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social, pouvant comprendre :

- Le repérage, l'orientation et l'accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (hors actions de formation) : premier accueil, diagnostic social et professionnel, caractérisation des besoins, définition du projet professionnel, actions de remobilisation, de valorisation des compétences (dont VAE), mise à l'emploi pendant le parcours, suivi durant le parcours notamment grâce à des « référents de parcours », appui intensif, actions de préparation opérationnelle à l'emploi, etc.

- La levée des freins : soutien et accompagnement dans les domaines de la mobilité, l'accueil /garde collective des jeunes enfants notamment aux horaires atypiques, l'accès aux droits, l'accès aux soins y compris psychologiques, et prise en charge des addictions, accès au logement et maintien dans le logement, aide matérielle ou financière nécessaire à l'accès à l'emploi ; accompagnement dans l'aptitude à mener des démarches en ligne (inclusion numérique). Dans le cadre d'un accompagnement ce soutien peut prendre la forme d'une prise en charge de frais et d'aides financières ponctuelles (hors allocations et hors loyer).
- La coordination des acteurs dans l'accompagnement des personnes suivies, l'animation territoriale, l'ingénierie de projets et de parcours, ainsi que le suivi des parcours, y compris par le développement, le déploiement, la mise en réseau et la mise à jour technologiques des systèmes d'information.

Les actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux, ces actions peuvent notamment concerner les thématiques suivantes :

- Evolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi ;
- Appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc.), leur capitalisation et leur essaimage ;
- Développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et de la commande privée (dont clauses sociales) ;
- Lutte contre les discriminations ;
- Coordination de la relation aux employeurs.

Les actions favorisant l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie de longue durée, notamment l'appui aux entreprises adaptées, à la fluidité des parcours, l'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, l'appui aux entreprises et la coopération des acteurs.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant du champ de l'insertion et de l'emploi,et en particulier : les collectivités territoriales, les acteurs publics et privés (y compris associatifs) de l'insertion et de l'emploi...

• Public cible

Les **personnes en recherche d'emploi** inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, présentant notamment une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- femmes, les jeunes (opération avec des publics mixtes), les seniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée



Financé par
l'Union
européenne

- demandeurs d'emploi de longue durée
 - travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié
 - personnes inactives
 - bénéficiaires de minimas sociaux
 - ressortissants de pays tiers (opération avec des publics mixtes, sinon l'opération relève de la compétence du FAMI) ;
 - personnes placées sous-main de justice
 - personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires
 - salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique, et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).
- **Profil de plan de financement**
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)
- Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants
- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes
- **Autre**
- Les actions visant à soutenir le développement de **l'insertion par l'activité économique** comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant) sont **inéligibles à cet appel à projets**.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

• **Textes de référence**

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FT) et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• **Architecture et gestion - lignes de partage**



Financé par
l'Union
européenne

Présentation du FSE+

Le **Fonds Social Européen Plus (FSE+)** est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :



Financé par
l'Union
européenne

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.



Financé par
l'Union
européenne

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.



Financé par
l'Union
européenne

4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mise en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:



Financé par
l'Union
européenne

- a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
- b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

- 1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
- 2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

Aux termes de l'article 1654 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autre postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent



leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de **la validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.** Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr> /Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cette appel à projets.**

L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser **les actions attendues** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le projet doit viser **les publics éligibles** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le porteur de projets doit justifier de **la capacité juridique** à intervenir dans le domaine



Financé par
l'Union
européenne

- Le porteur de projet doit justifier de la **cohérence entre les moyens** (humains, qualifications, outils) mobilisés **et les résultats** attendus.
- Le porteur de projets doit justifier de la capacité à mettre en œuvre **les moyens nécessaires, humains et administratifs**, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE.
- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. **Le FSE+ finance des projets** menés par les structures.
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité financière** à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. **Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.**
- L'opération doit être **compatibilité avec la réglementation sur les aides d'Etat**.
- L'opération doit se dérouler **sur le territoire cantalien**
- L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.
- **Les candidats ont jusqu'au 02 mai 2023 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable.**

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de **rechercher des contreparties nationales**. Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, le service gestionnaire du Conseil départemental émet **un avis technique après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité** au regard de l'appel à projets. A l'appui de l'analyse du service gestionnaire FSE, fondée sur des critères d'évaluation, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à **la Commission permanente du Conseil départemental qui assure en dernier ressort la validation**, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

- **Critères spécifiques de sélection des opérations**



Financé par
l'Union
européenne

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. **Le FSE+ intervient pour financer des « projets »**. De plus, la sélection des projets prendra en compte de la capacité à justifier rétroactivement de la prise en compte du cadre réglementaire européen 2021-2027

L'analyse de l'opération se fera sur la base du **descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés** à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères suivants :

Critères liés à la qualité du dossier de demande :

- Présentation des modalités **d'accompagnement du public** (organisation et séquençage temporel des parcours, ateliers, actions spécifiques...) : 0 ou 100 pts
- Présentation des modalités **d'évaluation des actions** afin de mesurer leur impact dans le parcours d'accompagnement : 0 ou 100 pts

Critères liés à l'opération :

- **Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - réalisation (nombre de participants)**
- **Capacité à disposer de ressources en contrepartie du financement UE**
- **Caractère incitatif de l'aide FSE+**
- **Coûts raisonnables**
- **Coopération avec les différents acteurs du territoire**
- **Maillage territorial de l'opération**
- **Caractère innovant de l'opération**
- **Prise en compte des principes horizontaux (article 9 du règlement (UE) 2021/1060) - critères cumulatifs**

Le départage des opérations ayant le même nombre de points s'effectuera sur le rapport coûts FSE+ /participants.

- **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**



Financé par
l'Union
européenne

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.

NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel.

L'appel à projets propose 5 profils de plan de financement :

- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%.
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%.
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel) - codification : DPE_R/DPAR_R/CR40%
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants - codification : DPE_R/CR40%.
- Seules les opérations entièrement mises en œuvre via des prestations externes pourront présenter un plan de financement au réel sans recours au OCS.



Financé par
l'Union
européenne

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 1 200 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Les dépenses des personnels directement impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet sont à valoriser en dépenses directes dans le plan de financement.
- Pour cette programmation 2021-2027, les dépenses de tiers sont incluses dans la catégorie de dépenses de personnel.
- La rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, comptabilité, administration, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc...) doit être comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes. Si celles-ci sont calculées grâce à un taux forfaitaire, elles n'ont pas besoin d'être justifiées. Les fonctions supports ne sont donc pas valorisables, sauf exception : personne dont le temps de travail est entièrement et uniquement dédié à l'opération.
- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.
- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.

Dépenses directes de prestation

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :



Financé par
l'Union
européenne

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).

La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Si ces obligations s'appliquent à l'ensemble des dépenses du projet, elles devront être justifiées systématiquement au bilan pour les dépenses directes de prestation tant pour la publicité que pour la procédure de marché public. Cette dernière au demeurant appelle une justification de toute dépense, selon les seuils dont relève ladite dépense (achat de biens, etc).

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;
- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :



Financé par
l'Union
européenne

Toute entité répondant à la définition d' « entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, d'ont constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Éligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.8 (H), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre de chômeurs de longue durée,
- nombre de participants handicapés,
- nombre de personnes sans emploi,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,
- nombre de participants de quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- nombre de salariés en insertion.

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de personnes exerçant un emploi au terme de leur participation,
- nombre de participant exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation,
- nombre de salariés en insertion en emploi durable à six mois,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant au terme de leur participation,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation.



Financé par
l'Union
européenne

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline BONHOMMET - 04 71 46 22 51 - cbonhommet@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'



Financé par
l'Union
européenne

Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;

c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :

i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;

ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;

d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;

e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-18

**Appel à projets FSE+
« Insertion professionnelle en IAE 2023 »**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds ;
Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 ;
Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;
Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ;
Vu le courrier du Préfet de Région du 20 juillet 2022 portant notification des enveloppes de crédits du FSE+ 2022-2027 au Conseil départemental du Cantal ;

Vu la délibération N°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ pour la subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » ;

Vu la délibération N°23CP01-24 de la Commission Permanente du Conseil départemental du 27 janvier 2023 relative à l'appel à projets FSE+ "Insertion professionnelle en IAE 2023" ;

Vu l'avis favorable émis par le Comité de Pilotage du 9 janvier 2023 ;

Considérant la nécessaire anticipation de publication des appels à projets FSE+ de la convention de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » en cours d'instruction par les services de l'État, pour permettre aux opérateurs de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle de mobiliser des crédits FSE+ pour la réalisation efficiente de leurs opérations ;

Considérant le rejet par la DGEFP de l'appel à projets " Insertion professionnelle en IAE 2023" en raison du critère de sélection relatif au cadre de performance - résultat (part de retour dans l'emploi des participants) qui avait été adopté par la Commission Permanente du 27 janvier 2023 ;

- **ANNULE** la délibération n° 23CP01-24 de la Commission Permanente du 27 janvier 2023 adoptant l'appel à projets "Insertion professionnelle en IAE 2023".

- **APPROUVE** le nouvel appel à projets « Insertion professionnelle en IAE 2023 » joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations du
Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 02/03/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2023 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 3 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 12 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 200 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 3 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 60 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 5000.00 €

CODE ET INTITULÉ : ARA-OI325 2023_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_Insertion professionnelle en IAE

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 02/05/2023



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Conseil départemental du Cantal est **candidat pour être organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social A travers Européen + pour la période de programmation européenne 2021-2027**. la convention de subvention globale FSE+ intitulée " Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 ", il s'agit de piloter et gérer les crédits européens FSE+ confiés au Département. A ce titre, l'OI a adopté le 24 février 2023 un appel à projets pour développer l'insertion socioprofessionnelle au sein des structures de l'insertion par l'activité économique.

Le présent document expose les grands principes de la mise en oeuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de **l'objectif de l'Union européenne visant l'investissement pour l'emploi et la croissance** formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l'Objectif spécifique (OS) H " Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSH a vocation à permettre l'accompagnement de projets d'insertion professionnelle et sociale, dans et par l'emploi à travers notamment **le soutien au développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable**. Ainsi, **seules les opérations d'accompagnement au sein de structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) sont éligibles à cet appel à projets**.

Le public cible accompagné correspond à **toute personne éloignée de l'emploi et/ou défavorisée, rencontrant des freins à une insertion professionnelle durable et de qualité, et étant salariée en insertion des structures d'insertion par l'activité économique**.

L'AAP concerne **les opérations débutant au 1er janvier 2023**. Les opérations pourront **se réaliser jusqu'au 31 décembre 2023**. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.

Nota bene : **le présent appel à projets est publié par anticipation** du conventionnement du Conseil départemental du Cantal pour être Organisme Intermédiaire. La mise en oeuvre de cet appel à projets et la sélection des opérations sont mises en oeuvre sous réserve de l'établissement de la convention de subvention globale « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 » et des règles de gestion afférentes en cours de déploiement.



Financé par
l'Union
européenne

Diagnostic :

Malgré un taux de chômage faible dans le Cantal, l'impact économique de la crise sanitaire s'est accompagné de chocs profonds sur l'emploi et sur l'accès à l'emploi pour les personnes les plus défavorisées. Le département enregistre **de fortes fractures sur le marché de l'emploi** contrats à durée déterminée et précaires se multiplient et certains groupes sociaux demeurent exclus ou du moins désavantagés. Or l'inclusion dans **l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté et de l'exclusion sociale**.

Stratégie :

Pour répondre à ce défi, le FSE+ pourra soutenir des opérations visant à restaurer l'égalité des chances par des actions d'accompagnement renforcé, sur l'ensemble des problématiques sociales et professionnelles, afin que **toutes les personnes en recherche d'un emploi stable et pérenne, puissent bénéficier des mêmes opportunités d'insertion**. Ainsi, cet appel à projets vise à renforcer quantitativement et qualitativement les actions se déroulant sur le territoire cantalien favorisant l'insertion professionnelle au sein des structures de l'insertion par l'activité économique. Les actions doivent prendre en compte au mieux les mutations auxquelles doivent faire face tant les opérateurs économiques des différents secteurs stratégiques du territoire que les acteurs clés de l'emploi et de l'insertion, et ce, au bénéfice des publics

les plus éloignés du marché du travail, en situation ou en risque d'exclusion économique et sociale. Enfin, les modalités et les critères de sélection sont de nature à optimiser l'atteinte des objectifs cibles du cadre de performance.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en oeuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ES04.8 (H), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 60%. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000 €. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est estimée de 200 000 € de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**



1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

• **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

• **Contexte de l'objectif spécifique**

Cet appel à projets a vocation à structurer les actions concourant à l'insertion sociale et professionnelle des individus. L'objectif spécifique H vise à soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées. Il permettra de combiner des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée de freins, pour garantir un parcours d'accompagnement global et sans rupture, prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne. Il s'agit de répondre à l'enjeu national de la lutte contre la pauvreté, en dotant les individus d'un capital de ressources pratiques, juridiques, psychologiques facilitant leur insertion sociale et professionnelle. Les actions menées dans ce cadre peuvent être uniquement orientées « emploi » ou être combinées avec des actions d'insertion sociale.

Les acteurs cantaliens ont défini **une politique commune en matière d'insertion et d'emploi via le Pacte Territorial pour l'insertion et pour l'Emploi (PTIE)** où la priorité est de mettre en place toutes les étapes de parcours vers l'emploi (accompagnement social, accompagnement socioprofessionnel, accompagnement professionnel) et de mobiliser l'ensemble des opérateurs pour une insertion dans l'emploi réussie. Cette palette de dispositif doit répondre aux besoins et aux attentes des usagers en fonction de leur situation propre. Ainsi, c'est un véritable parcours d'accompagnement individualisé et renforcé des usagers éloignés de l'emploi pour leur retour à l'emploi qui est visé par les signataires du PTIE

• **Objectifs**

L'inclusion dans l'emploi représente le premier gage de sortie de la pauvreté. C'est pourquoi, cet objectif spécifique permettra de soutenir des projets :

- **d'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées (y compris les personnes en situation de handicap) vers l'emploi en combinant, le cas échéant, des actions d'insertion professionnelle avec des actions de levée des freins sociaux pour garantir un parcours d'accompagnement prenant en compte tous les aspects de la vie de la personne et sans rupture.**
- **de coordonner et de mobiliser les acteurs du territoire dans les politiques d'insertion et d'emploi**

L'objectif principal est de soutenir des projets d'accompagnement global en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi et/ou les plus défavorisées comme : .



Financé par
l'Union
européenne

- augmenter le nombre de personnes accédant à un emploi durable et/ou à une formation ;
- améliorer l'inclusion socioprofessionnelle des personnes éloignées de l'emploi ;
- accroître le nombre de personnes très éloignées de l'emploi accompagnées dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi ;
- renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en développant l'ingénierie de parcours afin que ces derniers soient mieux adaptés aux difficultés rencontrées par les personnes ;
- améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion ;
- accroître le nombre d'employeurs impliqués dans l'accompagnement vers l'emploi des personnes très éloignées de l'emploi ;
- renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant d'avantage en compte la relation avec les employeurs et en favorisant la mise en situation professionnelle.

Il s'agit de permettre la **constitution d'un environnement favorable à l'insertion socioprofessionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi ou les plus fragilisées** tant les démarches des structures pour l'ingénierie et la coordination des acteurs de l'IAE que les démarches d'accompagnement des personnes au sein des structures de l'IAE en combinant autant que nécessaires les actions professionnelles et d'ordre social. L'objectif est de pouvoir structurer des parcours d'insertion mobilisant l'ensemble des solutions et l'ensemble des partenaires nécessaires dans un objectif d'insertion professionnelle des bénéficiaires ultimes

• Actions visées

Actions visant à soutenir le développement de l'insertion par l'activité économique comme solution de mise à l'emploi et comme parcours d'accompagnement vers l'emploi durable (salarié ou indépendant) pouvant comprendre :

- l'appui au financement de l'offre d'insertion par l'activité économique (IAE), tant en termes de nombre de structures que de participants accueillis au sein des structures existantes ;
- le renforcement des coopérations entre les structures d'insertion par l'activité économique et les entreprises ;
- le développement de l'accompagnement des personnes en insertion dans une structure de l'insertion par l'activité économique vers l'emploi ;
- l'expérimentation de l'entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI) comme une nouvelle forme d'insertion par l'activité économique et l'accompagnement renforcé des travailleurs indépendants les plus fragiles par les réseaux de l'insertion par l'activité économique dans les territoires ;
- l'appui aux réseaux, à la professionnalisation, à la consolidation du maillage territorial, à l'amélioration des pratiques et à la formation des salariés encadrants des structures de l'IAE en lien avec le financement des têtes de réseau nationales.



Financé par
l'Union
européenne

- **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant du champ de l'insertion par l'activité économique, et en particulier : les acteurs publics et privés (y compris associatifs) agréés structure de l'insertion par l'activité économique en particulier les ateliers-chantiers d'insertion.

- **Public cible**

Les **personnes en recherche d'emploi** inscrites ou non auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie dont les **salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique**.

- **Profils de plan de financement**

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Seules les opérations d'accompagnement au sein de structures de l'insertion par l'activité économique (IAE) sont éligibles à cet appel à projets.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

- **Textes de référence**

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

- **Architecture et gestion - lignes de partage**

Présentation du FSE+



Financé par
l'Union
européenne

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :



Financé par
l'Union
européenne

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.



Financé par
l'Union
européenne

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.



Financé par
l'Union
européenne

4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mise en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:



Financé par
l'Union
européenne

- a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
- b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
 - [...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
 - [...]

Aux termes de l'article 1654 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autre postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent



Financé par
l'Union
européenne

leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de **la validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.** Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr> /Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cette appel à projets.**

L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser **les actions attendues** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le projet doit viser **les publics éligibles** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales
- Le porteur de projets doit justifier de **la capacité juridique** à intervenir dans le domaine (convention IAE)



Financé par
l'Union
européenne

- Le porteur de projet doit justifier de la **cohérence entre les moyens** (humains, qualifications, outils) mobilisés **et les résultats** attendus.
- Le porteur de projets doit justifier de la capacité à mettre en œuvre **les moyens nécessaires, humains et administratifs**, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE.
- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. **Le FSE+ finance des projets** menés par les structures.
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité financière** à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. **Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.**
- L'opération doit être **compatible avec la réglementation sur les aides d'Etat.**
- L'opération doit se dérouler **sur le territoire cantalien**
- L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.
- **Les candidats ont jusqu'au 02 mai 2023 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable.**

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de **rechercher des contreparties nationales**. Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, le service gestionnaire du Conseil départemental émet **un avis technique après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité** au regard de l'appel à projets. A l'appui de l'analyse du service gestionnaire FSE, fondée sur des critères d'évaluation, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à **la Commission permanente du Conseil départemental qui assure en dernier ressort la validation**, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

- **Critères spécifiques de sélection des opérations**



Financé par
l'Union
européenne

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. **Le FSE+ intervient pour financer des « projets »**. De plus, la sélection des projets prendra en compte de la capacité à justifier rétroactivement de la prise en compte du cadre réglementaire européen 2021-2027

L'analyse de l'opération se fera sur la base du **descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés** à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères suivants :

Critères liés à la qualité du dossier de demande :

- Présentation des modalités **d'accompagnement du public** (organisation et séquençage temporel des parcours, ateliers, actions spécifiques...) : 0 ou 100 pts
- Présentation des modalités **d'évaluation des actions** afin de mesurer leur impact dans le parcours d'accompagnement : 0 ou 100 pts

Critères liés à l'opération :

- **Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - réalisation (nombre de participants)**
- **Caractère incitatif de l'aide FSE+**
- **Coûts raisonnables**
- **Qualité et proportionnalité de l'encadrement socioprofessionnel**
- **Coopération avec les différents acteurs du territoire**
- **Prise en compte des principes horizontaux (article 9 du règlement (UE) 2021/1060)**

Le départage des opérations ayant le même nombre de points s'effectuera sur le rapport coûts FSE+/participants.

• **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :



Financé par
l'Union
européenne

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.

NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel.

L'appel à projets propose un unique profil de plan de financement : le taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R /DPEXT_R/DPAR_R/DPI7% sauf pour les opérations mises en œuvre exclusivement par voie de marchés.

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 60%. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 200 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :



Financé par
l'Union
européenne

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Les dépenses des personnels directement impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet sont à valoriser en dépenses directes dans le plan de financement.
- Pour cette programmation 2021-2027, les dépenses de tiers sont incluses dans la catégorie de dépenses de personnel.
- La rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, comptabilité, administration, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc...) doit être comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes. Si celles-ci sont calculées grâce à un taux forfaitaire, elles n'ont pas besoin d'être justifiées. Les fonctions supports ne sont donc pas valorisables, sauf exception : personne dont le temps de travail est entièrement et uniquement dédié à l'opération.
- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.
- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.

Dépenses directes de prestation

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Si ces obligations s'appliquent à l'ensemble des dépenses du projet, elles devront être justifiées systématiquement au bilan pour les dépenses directes de prestation tant pour la publicité que pour la procédure de marché public. Cette dernière au demeurant appelle une justification de toute dépense, selon les seuils dont relève ladite dépense (achat de biens, etc).



Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE.

Spécificités pour les opérations de type "atelier-chantier d'insertion"

Pour les opérations d'accompagnement dans les ateliers-chantiers d'insertion, l'OI Cantal appliquera "le périmètre restreint". Ce schéma repose sur un cofinancement FSE+ assis sur la part des dépenses et des ressources associée aux seuls accompagnateurs socioprofessionnels. Ainsi, **le plan de financement reposera uniquement sur les dépenses directes de personnel des accompagnateurs socioprofessionnels** avec application du taux forfaitaire 7% pour les dépenses indirectes.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;
- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021 /1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :

Toute entité répondant à la définition d' « entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.



Financé par
l'Union
européenne

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, d'office constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Eligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.8 (H), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre de chômeurs de longue durée,
- nombre de participants handicapés,
- nombre de personnes sans emploi,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,
- nombre de participants de quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- nombre de salariés en insertion.

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de personnes exerçant un emploi au terme de leur participation,
- nombre de participant exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation,
- nombre de salariés en insertion en emploi durable à six mois,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant au terme de leur participation,
- nombre de chômeur de longue durée exerçant un emploi six mois après la fin de leur participation.

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**



Financé par
l'Union
européenne

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline BONHOMMET - 04 71 46 22 51 - cbonhommet@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
 - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;



Financé par
l'Union
européenne

- ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-19

Appel à projets FSE+ « Inclusion sociale 2022-2023 »

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Règlement (UE) N° 2021/1060 du Parlement Européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et établissant les règles financières applicables à ces Fonds ;
Vu le Règlement (UE) N° 2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement (UE) n°1296/2013 du 13 décembre 2013 ;
Vu le projet d'Accord de Partenariat des autorités françaises 2021-2027 portant pour les fonds européens FEDER-FSE+-FTJ et FEAMP adopté par la Commission européenne en date du 2 juin 2022 ;
Vu le Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences 2021FR05SFPR001 adopté par la Commission européenne en date du 28 octobre 2022 ;
Vu le Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027 ;
Vu le Vademécum sur le recours aux options de coûts simplifiés dans le cadre du lancement de la programmation 2021-2027 ; Vu le courrier du Préfet de Région du 20 juillet 2022 portant notification des enveloppes de crédits du FSE+ 2022-2027 au Conseil départemental du Cantal ;
Vu la délibération N°22CD03-14 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 relative à la candidature FSE+ pour la subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » ;

Vu la délibération N°23CP01-24 de la Commission Permanente du Conseil départemental du Conseil du 27 janvier 2023 relative à l'appel à projets FSE+ "Insertion professionnelle en iAE 2023" ;
Vu l'avis favorable émis par le Comité de Pilotage le 9 janvier 2023 ;

Considérant la nécessaire anticipation de publication des appels à projets FSE+ de la convention de subvention globale « Insertion professionnelle et inclusion sociale dans le Cantal 2022-2027 » en cours d'instruction par les services de l'État, pour permettre aux opérateurs de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle de mobiliser des crédits FSE+ pour la réalisation efficiente de leurs opérations ;
Considérant le rejet par la DGEFP de l'appel à projets " Inclusion sociale 2022-2023" en raison du critère de sélection relatif au cadre de performance - résultat (part de retour dans l'emploi des participants) qui avait été adopté par la Commission Permanente du 27 janvier 2023 ;

- **ANNULE** la délibération n°23CP01-25 de la Commission Permanente du 27 janvier 2023 approuvant l'appel à projets « Inclusion sociale 2022-2023 ».

- **APPROUVE** le nouvel appel à projets « Inclusion sociale 2022-2023 » joint à la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent au suivi de l'appel à projets.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

RÉGION ADMINISTRATIVE : Auvergne-Rhône-Alpes

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Département du Cantal

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental du Cantal - Service Cantal Europe

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 02/03/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2022 au 31/12/2023

DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION : 3 mois

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 300 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+ : 3 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+ MAXIMUM : 100 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 5000.00 €

CODE ET INTITULÉ : ARA-OI324 2022-2023_Auvergne-Rhône-Alpes_Cantal_ Inclusion sociale

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 02/05/2023



Financé par
l'Union
européenne

DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Le Conseil départemental du Cantal est **candidat pour être organisme intermédiaire (OI) du Fonds Social Européen + pour la période de programmation européenne 2021-2027**. A travers la convention de subvention globale FSE+ intitulée " Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 ", il s'agit de piloter et gérer les crédits européens FSE+ confiés au Département. A ce titre, l'OI a adopté le 24 février 2023 un appel à projets pour développer l'inclusion sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

Le présent document expose les grands principes de la mise en œuvre de cet appel à projets. Il s'inscrit dans le cadre de **l'objectif de l'Union européenne visant l' "investissement pour l'emploi et la croissance"** formalisée en France par le **Programme National FSE+ Emploi - Inclusion - Jeunesse - Compétences** au sein de la priorité 1 " Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ ou des exclus " répondant à l'Objectif spécifique (OS) L " Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants ". Il détermine les conditions d'éligibilité des projets déposés (règles communes et règles spécifiques, calendrier de dépôt des dossiers, indicateurs de résultats et de réalisation, etc.).

La mobilisation de la priorité 1 OSL vise à permettre la mise en œuvre d'actions déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, soit qu'il s'adresse à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable soit qu'il s'adresse à des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraités par exemple). Les actions qui ciblent spécifiquement les enfants doivent avoir comme objectif premier la prévention et/ou la lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile, en lien avec la Garantie européenne pour l'enfance. Il a vocation à permettre l'accompagnement à travers les :

- actions visant à **lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale des individus**
- actions visant à **soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion**
- actions visant à **soutenir l'accès et le maintien dans le logement**
- actions visant à **prévenir et à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales, y compris en ligne**

Le public cible accompagné correspond aux **personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion, les enfants en situation d'exclusion, les personnes sans logement ou mal logées, les victimes de violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales**.

L'AAP concerne les opérations débutant en 2022, avec **une rétroactivité possible à compter du 1er janvier 2022**. Les opérations pourront se réaliser jusqu'au 31 décembre 2023. Les dossiers de demande de financement devront être déposés avant la fin de la période de réalisation de l'opération.



Financé par
l'Union
européenne

Nota bene : **le présent appel à projets est publié par anticipation** du conventionnement du Conseil départemental du Cantal pour être Organisme Intermédiaire. La mise en œuvre de cet appel à projets et la sélection des opérations sont mises en œuvre sous réserve de l'établissement de la convention de subvention globale « Inclusion sociale et Insertion professionnelle dans le Cantal 2022-2027 » et des règles de gestion afférentes en cours de déploiement.

Diagnostic :

Plus de 13% de la population cantalienne vit sous le seuil de pauvreté. Bien que ce taux soit inférieur à la moyenne nationale (14,8%) et européenne (16,8%), la pauvreté touche davantage certains groupes et catégories de la population, notamment, **les femmes et les enfants, les jeunes de moins de 30 ans ou les personnes issues de l'immigration.** L'inclusion sociale et l'accès aux soins de santé restent problématiques dans les zones rurales.

Stratégie :

Pour répondre à ce défi, le FSE+ pourra soutenir des actions permettant **un accompagnement social des plus vulnérables, sans le rattacher à une finalité d'accès ou retour à l'emploi, en vue de leur remobilisation et intégration à la société.** Ainsi, cet appel à projets vise à renforcer quantitativement et qualitativement les actions se déroulant sur le territoire cantalien favorisant l'inclusion sociale. Enfin, les modalités et les critères de sélection sont de nature à optimiser l'atteinte des objectifs cibles du cadre de performance.

Lignes de partage FSE+ 2021-2027 entre la DREETS et l'OI Cantal :

Afin de permettre un déploiement du FSE+ en cohérence avec les compétences des différents acteurs publics sur les territoires, l'autorité de gestion nationale a confié principalement la mise en œuvre de cette priorité aux OI (conseils départementaux, métropoles, PLIE). Pour autant, la DREETS financera des projets sur la P1 ES04.12 (L), dans des cas particuliers comme les opérations se réalisant sur plusieurs départements et/ou opérations visant soit une finalité ou des publics très spécifiques (personnes placées sous main de justice...).

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 300 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.



Financé par
l'Union
européenne

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.I Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Contexte de l'objectif spécifique *

Le présent appel à projet s'inscrit dans le cadre de la priorité 1 – ESO4.12 (L) du programme national FSE+. En cohérence avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, cet objectif spécifique permettra de se concentrer sur l'accompagnement social des plus vulnérables. Les actions mise en œuvre doivent être déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, soit parce qu'elles s'adressent à des publics trop éloignés de l'emploi nécessitant une remobilisation sociale préalable, soit parce qu'elles visent des publics qui ne sont pas sur le marché de l'emploi (enfants ou retraité par exemple). Les constats faits sur la base des données récoltées au cours des dernières années, démontrent la nécessité d'agir d'abord sur la levée des freins sociaux pour rapprocher les individus en situation de grande exclusion de la société, en vue de leur remobilisation et intégration.

Le FSE+ doit également permettre la mise en œuvre effective de la garantie européenne pour l'enfance. En 2019, la part d'enfants menacés de pauvreté ou d'exclusion sociale s'élève à 22,5% de l'ensemble de la population. La prévention et la lutte contre l'exclusion de la pauvreté infantile représentent donc un enjeu majeur au sein du PN FSE+. Les actions qui ciblent spécifiquement les enfants doivent avoir comme objectif premier la prévention et/ou la lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile. Les enfants restent éligibles à toutes les actions de cet OS. En revanche, les actions ayant comme objectif premier l'accès à l'éducation et l'intégration socio-éducative des enfants doivent être positionnées sur la Priorité 2.

- **Objectifs**

L'objectif principal est de **soutenir l'accompagnement social des plus vulnérables**, sans le rattacher à une finalité d'accès ou retour à l'emploi, en vue de leur remobilisation et intégration.

Exemples de résultats attendus :

- **Renforcer la coordination des acteurs territoriaux de la lutte contre la pauvreté, améliorer la couverture territoriale de l'offre d'insertion sociale.**
- **Renforcer la professionnalisation des personnels de l'enfance.**



Financé par
l'Union
européenne

- Permettre l'accès à un logement pérenne aux personnes en situation de mal-logement.
- Améliorer la prise en charge des victimes de violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales.
- Développer les actions de prévention dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales

- **Actions visées**

L'objectif spécifique ESO4.12 (L) « Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants (FSE+) », vise à soutenir les actions suivantes :

Actions visant à lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale des individus :

a) Actions visant à mieux connaître et mieux lutter contre les facteurs d'exclusion :

- ingénierie, études et innovation sociale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (actions collectives, « aller vers », développement du pouvoir d'agir des personnes, etc.) ;
- expérimentation de nouvelles modalités d'accompagnement ;
- professionnalisation et mise en réseau des travailleurs du champ social ou médico-social : ces actions visent à permettre le déploiement de nouvelles modalités d'accompagnement, l'échange de bonnes pratiques et l'évolution des pratiques professionnelles ;
- coordination des acteurs, animation territoriale et ingénierie de projets.

b) Actions d'accompagnement des personnes à risque ou en situation de pauvreté et/ou exclues, accompagnement pluridisciplinaire pouvant comprendre un ou des élément(s) suivant(s) :

Grande précarité

- Actions ciblées d'aller-vers (ex. maraudes) et soutien au réseau des accueils de jour (ex. orientation sociale).
- Aides matérielles : fourniture de biens de première nécessité dans le cadre d'un accompagnement ou de l'accueil.

Remobilisation

- Actions des réseaux d'entraide, de remobilisation et de socialisation, notamment par les activités culturelles, associatives, sportives, de loisir et les vacances collectives. Aides à la mobilité pour les déplacements quotidiens.
- Accès aux droits et aux services
- Accès aux soins, prévention et information sur les questions de santé dans le cadre d'un accompagnement et/ou de l'accueil.
- Accès à la justice, lorsque cet accès permet de résoudre une situation en lien avec la pauvreté, l'exclusion ou la discrimination.
- Accès aux prestations sociales et lutte contre le non-recours.



- Apprentissage de l'utilisation des services administratifs numériques et appui à l'accès aux services administratifs numériques.

Actions visant à soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion :

- accompagnement des enfants vers l'intégration sociale via des activités de type culturel, sportif et/ou de loisir,
- éducation et information à la santé,
- accès à l'éducation pouvant intégrer la fourniture de matériels.

Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement :

- Accompagnement pluridisciplinaire vers et dans le logement (hors investissement), y compris pour les ménages logés dans les logements temporaires, pour favoriser l'accès à un logement pérenne.

Actions visant à prévenir et à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales, y compris en ligne :

- prise en charge et mise à l'abri des victimes,
- soutien, notamment via de la formation, des services sociaux de protection ou de prise en charge des victimes,
- appui aux campagnes de sensibilisation et prévention.

• Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique

Personnes morales de droit public ou privé ayant la capacité juridique et relevant de son champ d'intervention de l'inclusion sociale, et en particulier : les collectivités territoriales, les acteurs publics et privés (y compris associatifs) de l'action sociale, de l'autonomie et de l'aide sociale à l'enfance...

• Public cible

Les publics directement ciblés par ces actions sont

Les personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion :

- bénéficiaires de minimas sociaux,
- mineurs et jeunes majeurs de l'ASE (dont les MNA), jeunes majeurs sortis des dispositifs ASE,
- ressortissants de pays tiers y compris ceux sous statut de protection,
- personnes issues des communautés marginalisées et des gens du voyage,



Financé par
l'Union
européenne

- personnes sous-main de justice,
- personnes sans domicile fixe,
- foyers monoparentaux.

Actions visant les enfants, tous ceux concernés par une situation d'exclusion dont les enfants :

- vivant dans des contextes informels,
- sans abri, relevant des dispositifs ASE y compris MNA,
- bénéficiant d'une prise en charge alternative (protection de remplacement),
- ayant des besoins spécifiques (handicap...),
- en situation ou à risque de pauvreté.

Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement, les personnes :

- sans logement,
- mal logés (habitat insalubre) ou à risque de perte de logement,
- reconnues prioritaires au titre du DALO.

Actions visant à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales

- victimes de violences, en particulier les femmes et les enfants.

• Profils de plan de financement

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel)

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013



Financé par
l'Union
européenne

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :



Financé par
l'Union
européenne

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;



Financé par
l'Union
européenne

- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

• Critères communs de sélection des opérations

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.



Financé par
l'Union
européenne

2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMP au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du



Financé par
l'Union
européenne

financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.

7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
 - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorable soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorable;
 - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
[...]
 - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
 - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
[...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée.



Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autre postes équivalent dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Les financements européens seront exclusivement attribués à des opérations individuelles et à des personnes morales, **après instruction de la demande par le service instructeur** pour assurer sa conformité et à la suite de la **validation par la Commission permanente du Conseil départemental** agissant en qualité de comité de programmation FSE+.

Contrat d'engagement républicain :

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. **A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain qui sera déposée dans MDFSE + dans les pièces jointes à la demande de concours.** Ce formulaire est à télécharger sur le site internet de la DREETS : <https://auvergne-rhone-alpes.dreets.gouv.fr/Mobiliser-le-Fonds-Social-Europeen>

Conditions d'éligibilité des opérations

Les critères d'éligibilité conditionnent la capacité d'octroi d'une subvention FSE+. **Si l'un des critères suivant n'était pas rempli, l'opération serait déclarée inéligible et ne pourrait pas bénéficier d'un concours du Fonds Social Européen au titre de cette appel à projets.**



Financé par
l'Union
européenne

L'analyse de l'opération se fera sur la base du descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères d'éligibilité suivants :

- Le projet doit viser **les actions attendues** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales.
- Le projet doit viser **les publics éligibles** de l'appel à projets en respectant les lignes de partage nationales et régionales.
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité juridique** à intervenir dans le domaine.
- Le porteur de projet doit justifier de la **cohérence entre les moyens** (humains, qualifications, outils) mobilisés **et les résultats** attendus.
- Le porteur de projets doit justifier de la capacité à mettre en œuvre **les moyens nécessaires, humains et administratifs**, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE.
- Le projet FSE+ ne doit pas s'assimiler au fonctionnement global de la structure porteur de projet. **Le FSE+ finance des projets** menés par les structures.
- Le porteur de projets doit justifier de la **capacité financière** à avancer les dépenses dans l'attente du remboursement de la subvention FSE. Il doit disposer d'une trésorerie compatible avec le développement de leur projet. La liquidation de la subvention FSE se fera après la réalisation de l'opération et son contrôle en vue de rembourser les dépenses justifiées. **Le FSE+ ne finance pas les projets portés par des structures en difficultés financières.**
- L'opération doit être **compatibilité avec la réglementation sur les aides d'Etat.**
- L'opération doit se dérouler **sur le territoire cantalien.**
- **L'opération ne doit pas être achevée à la date de dépôt de la demande de financement.**
- **Les candidats ont jusqu'au 02 mai 2023 à 23h59 pour déposer leurs demandes dans l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ ». Toute demande arrivée après cette date ou en dehors de l'outil de gestion « Ma démarche FSE+ » sera irrecevable.**

Contreparties nationales

La subvention FSE+ intervient en cofinancement aux côtés d'autres ressources. Il s'agit d'une aide additionnelle. Il appartient par conséquent aux porteurs de projets de **rechercher des contreparties nationales**. Il est rappelé que si la programmation n'est pas conditionnée par la production des attestations de cofinancement (ou des lettres d'intention), ces pièces sont utiles au travail d'instruction et permettent de s'assurer de la capacité financière du porteur à mener le projet FSE+ à terme. Dans tous les cas, le porteur est tenu de produire les attestations de versement des contreparties mobilisées en accompagnement du bilan final. À défaut, les ressources non certifiées s'imputent sur la part d'autofinancement de l'organisme bénéficiaire et sont traitées comme telles dans le cadre du contrôle de service fait, selon les règles fixées en la matière dans le cadre du PN FSE + Emploi-Inclusion-Jeunesse-Compétences.

Modalités de sélection

Une fois le dossier déposé sur MDFSE+, le service gestionnaire du Conseil départemental émet un **avis technique après avoir étudié sa recevabilité et sa régularité** au regard de l'appel à projets. A l'appui de l'



Financé par
l'Union
européenne

analyse du service gestionnaire FSE, fondée sur des critères d'évaluation, le dossier est présenté dans un premier temps en pré-comité ; puis dans un deuxième temps en Comité régional de Programmation pour avis ; enfin à la **Commission permanente du Conseil départemental qui assure en dernier ressort la validation**, l'ajournement ou le rejet des projets proposés en séance. La décision est notifiée au porteur de projet. Si le dossier est validé, une convention est signée entre le bénéficiaire et le Département. Cette convention précise l'ensemble des obligations à la charge du bénéficiaire. **Une avance pourra être versée jusqu'à 50% du montant FSE+ conventionné.**

• Critères spécifiques de sélection des opérations

Les opérations doivent répondre aux orientations de l'Union européenne pour le FSE+ 2021-2027. Ainsi, seules les opérations respectant le cadre du PN FSE+2021-2027, les objectifs de la convention de subvention globale du Cantal (N°SG2022026) et les critères de l'appel à projets pourront être retenues.

Ainsi, la sélection des projets prendra en compte l'ensemble des caractéristiques et critères d'éligibilité du présent appel à projets. **Le FSE+ intervient pour financer des « projets »**. De plus, la sélection des projets prendra en compte de la capacité à justifier rétroactivement de la prise en compte du cadre réglementaire européen 2021-2027.

L'analyse de l'opération se fera sur la base du **descriptif détaillé de l'opération, des objectifs à atteindre et des moyens opérationnels mobilisés** à cette fin présenté dans le dossier de demande et sur la base du bilan des opérations antérieures, le cas échéant, et selon les critères suivants :

Critères liés à la qualité du dossier de demande :

- Présentation des **modalités d'accompagnement du public** (organisation et séquençement temporel des parcours, ateliers, actions spécifiques...) : 0 ou 100 pts
- Présentation des **modalités d'évaluation des actions** afin de mesurer leur impact dans le parcours d'accompagnement : 0 ou 100 pts

Critères liés à l'opération :

- **Concours à l'atteinte des objectifs du cadre de performance - réalisation (nombre de participants)**
- **Capacité à disposer de ressources en contrepartie du financement UE**
- **Caractère incitatif de l'aide FSE+**
- **Coûts raisonnables**
- **Coopération avec les différents acteurs du territoire**
- **Maillage territorial de l'opération**
- **Caractère innovant de l'opération**
- **Prise en compte des principes horizontaux (article 9 du règlement (UE) 2021/1060)**



Financé par
l'Union
européenne

Le départage des opérations ayant le même nombre de points s'effectuera sur le rapport coûts FSE+ /participants.

• **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**

Conformément aux règlements européens et nationaux, les dépenses présentées au réel sont éligibles si :

- Elles relèvent des catégories de dépenses autorisées par la réglementation en particulier le décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.
- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée. Dans le cadre de l'instruction du projet, le service FSE peut ainsi être amené à écarter des dépenses si le lien à l'opération n'est pas clairement défini.
- Elles sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables).
- La mise en concurrence des dépenses de prestation déclarées au réel est justifiée.
- Elles peuvent être justifiées par des pièces justificatives probantes (comptables et non comptables).
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention.

Structuration du plan de financement et options de coûts simplifiés (OCS) :

Afin de garantir le respect des principes de transparence et d'égalité de traitement des porteurs de projet, les profils de plan de financement sont désormais définis dans l'appel à projets au regard des catégories de projets. Dans un souci de simplification, la forfaitisation des coûts limite la production de pièces justificatives, diminuant ainsi la charge administrative pour le bénéficiaire comme pour le service gestionnaire.

NB : Pour les opérations de moins de 200 000€, le recours à une OCS est obligatoire. Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel.

L'appel à projets propose 5 profils de plan de financement :

- Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI15%.
- Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes - codification : DPE_R/DPF_R/DPEXT_R/DPAR_R/DPI7%.



Financé par
l'Union
européenne

- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants plus salaires et indemnités des participants (au réel) - codification : DPE_R/DPAR_R/CR40%
- Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants - codification : DPE_R/CR40%.
- Seules les opérations entièrement mises en œuvre via des prestations externes pourront présenter un plan de financement au réel sans recours au OCS.

Taux d'intervention et montant FSE+ :

Cet appel à projet prévoit un taux d'intervention maximum FSE de 100%. Pour autant, les porteurs de projet sont invités à respecter le taux d'intervention de 60% opposable au programme FSE+ 2022-2027 dans le Cantal. Le montant minimum FSE demandé est de 3 000€. Le coût total opération minimum demandé est de 5 000 euros. La dotation globale de l'AAP est de 300 000€ de FSE+ pour l'ensemble des opérations.

Dépenses directes de personnels :

- Aux termes de l'article 16 §4 du règlement FSE+2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.
- Les dépenses des personnels directement impliqués dans la mise en œuvre opérationnelle du projet sont à valoriser en dépenses directes dans le plan de financement.
- Pour cette programmation 2021-2027, les dépenses de tiers sont incluses dans la catégorie de dépenses de personnel.
- La rémunération du personnel affecté à des tâches support (encadrement, comptabilité, administration, secrétariat, maintenance, nettoyage, etc...) doit être comptabilisée dans le poste de dépenses indirectes. Si celles-ci sont calculées grâce à un taux forfaitaire, elles n'ont pas besoin d'être justifiées. Les fonctions supports ne sont donc pas valorisables, sauf exception : personne dont le temps de travail est entièrement et uniquement dédié à l'opération.
- Seules sont éligibles les dépenses de personnel mensuellement fixes supérieures à 20% de leur temps de travail total dans la structure. La justification du temps d'affectation sur l'opération FSE, se fera par lettre de mission et/ou contrat de travail mentionnant l'affectation du personnel sur l'opération FSE et son taux d'affectation mensuellement fixe, ainsi que son temps de travail global dans la structure.
- Les personnels valorisant moins de 20% de leur temps de travail sur l'opération FSE, ou intervenant de manière aléatoire sur l'opération, ne sont pas éligibles en dépenses directes. La prise en charge de ces dépenses sera comprise en dépenses indirectes.
- Le montant des rémunérations inscrites en dépenses directes de personnel (base salariale) est plafonné à 100 000 € bruts annuels chargés par salarié.

Dépenses directes de prestation



Financé par
l'Union
européenne

Tout projet cofinancé par des fonds européens doit respecter la réglementation européenne et nationale en vigueur. Il s'agit d'une obligation transversale que les dépenses soient couvertes par un forfait ou pas. L'ensemble de la réglementation est agrégé dans le code de la commande publique en date du 1er avril 2019. Tout achat, quel que soit le marché, le montant, doit respecter les principes fondamentaux de la commande publique suivants :

- Le libre accès à la commande publique : toute entreprise doit pouvoir se porter candidate à un marché. A ce titre la publication la plus large possible doit être organisée.
- L'égalité de traitement des candidats : tout pouvoir adjudicateur doit adopter un comportement objectif et non discriminatoire envers l'ensemble des candidats – et un égal accès à l'information (favoritisme est pénalement sanctionné).
- La transparence des procédures : tous les candidats doivent être en mesure de savoir comment leur candidature va être traitée en assurant une publicité et une traçabilité suffisante afin de pouvoir justifier de ses choix. Si les critères de sélection ne sont pas clairement définis dans le cahier des charges, le critère du prix sera alors décisif.

Si ces obligations s'appliquent à l'ensemble des dépenses du projet, elles devront être justifiées systématiquement au bilan pour les dépenses directes de prestation tant pour la publicité que pour la procédure de marché public. Cette dernière au demeurant appelle une justification de toute dépense, selon les seuils dont relève ladite dépense (achat de biens, etc).

Dépenses directes de fonctionnement

Dès lors qu'une clé de répartition est appliquée sur une dépense de fonctionnement, celle-ci ne peut être qualifiée de dépense directe de fonctionnement car elle n'est pas intégralement et directement imputable au projet FSE. Elle doit alors être qualifiée de dépense indirecte de fonctionnement. Les dépenses du poste « Dépenses directes de fonctionnement » doivent être imputables à 100% sur l'opération FSE car directement et intégralement liées à cette opération. Le poste « Dépenses directes de fonctionnement » doit comprendre uniquement les dépenses qui n'auraient pas été supportées par la structure sans l'opération FSE.

• Autre

Obligations liées à la gestion du Fonds social européen :

- **la preuve de réalisation de l'action** : recueillir tous les livrables permettant de justifier la réalisation du projet ;
- **la traçabilité des finances du projet** : tracer l'ensemble des dépenses et ressources liées au projet ;
- **la publicité** : respecter les obligations de publicité conventionnées. Le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 prévoit que « Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent [...], et qu'aucune action corrective n'a été mise en place, l'autorité de gestion applique des mesures, dans le respect du principe de proportionnalité, en annulant jusqu'à 3 % du soutien octroyé par les Fonds à l'opération concernée. ».



Financé par
l'Union
européenne

Le respect de la réglementation des aides d'Etat :

Toute entité répondant à la définition d' « entreprise » au sens du droit de l'Union Européenne est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'Etat. Cette notion d'entreprise est définie de façon très large. Est considérée comme entreprise toute entité exerçant une activité économique (c'est-à-dire une activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné), indépendamment de son statut juridique et de son mode de financement.

Déclaration des cofinancements :

Le porteur s'engage à déclarer toutes les ressources publiques et privées perçues contribuant à la mise en œuvre de l'opération. Ces cofinancements ne doivent pas comporter de crédits européens, de quelque fonds ou programme que ce soit. **Toute omission ou déclaration erronée, dûment constatée par le service gestionnaire, pourra faire l'objet d'un signalement pour fraude.**

Éligibilité des participants :

Le porteur s'engage à **communiquer les pièces justifiant de l'éligibilité des participants à l'opération** déterminées lors de la phase d'instruction et précisées au sein de la convention. Indicateurs de réalisation et de résultat : Les indicateurs sont déterminés au niveau de chaque priorité d'investissement et objectif spécifique. Le porteur s'engage à suivre et à communiquer dans le cadre de ses bilans de réalisation sur les indicateurs conventionnés. Concernant la priorité 1 – ESO4.12 (L), les indicateurs sont les suivants :

a) Indicateurs de réalisation : les indicateurs de réalisation ont trait aux opérations soutenues, ils se mesurent en unités physiques :

- nombre total de participants,
- nombre de personnes sans domicile fixe ou confrontées à l'exclusion de leur logement,
- nombre de bénéficiaires des minima sociaux,
- nombre de structures bénéficiant d'un soutien d'ingénierie de lutte contre l'exclusion et les violences,
- nombre de participants de moins de 16 ans.

b) Indicateurs de résultat : les indicateurs de résultats reflètent les changements survenus dans la situation des entités ou participants, ils mesurent les effets induits par le programme.

- nombre de Participants en exclusion du logement accompagnés ayant accédé à un logement pérenne à 6 mois,
- nombre de Structures soutenues déclarant une meilleure prise en charge des personnes exclues ou violentées.



Financé par
l'Union
européenne

Le respect de l'ensemble des règles d'éligibilité et de justifications des dépenses, sera vérifié lors de l'instruction de la demande de subvention, ainsi que lors du contrôle de service fait de l'opération subventionnée. **Le non-respect de ces règles engendre un risque de correction financière.**

Documents et informations :

Les candidats sont invités à prendre connaissance préalablement au dépôt de leur projet (et ne sauraient se prévaloir d'une absence de connaissance) des informations disponibles sur le site <https://fse.gouv.fr/>

Le candidat est invité à consulter régulièrement les sites internet de l'Union européenne, du gouvernement français et du Conseil départemental du Cantal liés aux fonds européens et à leur utilisation, avant la remise de son projet.

Contacts :

Service Cantal Europe du Conseil départemental du Cantal

Nathalie MEALET - 04 71 49 33 82 - nmealet@cantal.fr

Céline BONHOMMET - 04 71 46 22 51 - cbonhommet@cantal.fr

Si vous n'avez jamais monté de dossier FSE, il vous est fortement conseillé de prendre contact en amont du dépôt de votre opération avec les agents gestionnaires.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'



Financé par
l'Union
européenne

Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;

c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :

i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;

ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;

d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;

e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.



Financé par
l'Union
européenne

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)



Financé par
l'Union
européenne

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-20

Contrat de dépôt et de valorisation des documents audiovisuels du fonds Roger BESSE

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

- **APPROUVE** le contrat de dépôt et de valorisation du fonds Roger BESSE ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Contrat de dépôt

Documents audiovisuels

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, représenté par son Président,

ci-après dénommé le dépositaire ;

Et :

Monsieur

Adresse :

ci-après dénommé le déposant,

Il est convenu :

Article 1 :

Le déposant dépose aux Archives départementales du Cantal les documents audiovisuels que son grand-père **Roger Besse** a réalisés et qui sont inventoriés dans la fiche de dépôt annexée à ce contrat. Il fournit également une documentation utile et tous les renseignements nécessaires à la description et la compréhension de ces archives audiovisuelles. En contrepartie le dépositaire s'engage à restituer au déposant une copie numérique des documents déposés.

Article 2 :

Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à conserver sur des supports de substitution des copies de ses documents originaux. Les supports originaux seront donc, après numérisation, restitués au déposant. Le déposant autorise les Archives départementales du Cantal à intégrer les éléments descriptifs des documents dans une base de données qui permettra une recherche documentaire nécessaire à la mise à disposition du public.

Article 3 :

Les documents faisant l'objet du présent dépôt seront communicables selon les lois, décrets et règlements en vigueur pour les archives publiques y compris sur le site internet des Archives départementales du Cantal. S'il y a des précautions ou des impossibilités ponctuelles ou provisoires de consultation de certains documents, celles-ci seront mentionnées dans la fiche de dépôt annexée au présent contrat.

Article 4 :

Les Archives départementales pourront librement réutiliser les documents faisant l'objet du présent dépôt.

Pour toute utilisation, commerciale ou non commerciale, des documents audiovisuels par un tiers (publication, illustration sonore d'une exposition...), une demande spécifique sera faite par le demandeur auprès du déposant et auprès de la ou des personnes enregistrées ou filmées ou de leurs ayants-droit.

Article 5 :

Si le déposant estimait nécessaire de devoir mettre fin au présent contrat, il devra en donner avis au dépositaire par lettre recommandée. Cette dénonciation ne prendra effet qu'à l'expiration d'un délai de trois mois à partir de la date de réception de ladite lettre. La réintégration des documents au lieu désigné par le déposant se fera à ses frais. Décharge sera alors donnée au dépositaire.

Article 6 :

Les reproductions de documents réalisées par les soins ou aux frais du dépositaire resteront la propriété de celui-ci.

Article 7 :

En cas de dénonciation du présent contrat, le déposant pourra être tenu de rembourser au dépositaire les dépenses engagées pour la numérisation et le traitement documentaire des documents.

Article 8 :

En aucun cas le dépôt ne pourra entraîner de responsabilité pécuniaire pour le Département.

Fait en deux exemplaires à Aurillac

Le

Le déposant,

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Fiche de dépôt. Contrat de Pascal Besse

Cote :	Nom des informateurs ou titre :	Communiquable en salle de lecture à partir de : (O/N)	Communiquable sur archives.cantal.fr à partir de : (O/N)	Possibilité de poster un extrait téléchargeable sur un site de partage (O/N)
7 AV 3730/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 1 « Le Pays de Pierrefort » Première partie			
7 AV 3730/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 1 Seconde partie			
7 AV 3731/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 2 Première partie « Gourdièges 1, Oradour 1, Lieutadès, Barrage de Sarrans »			
7 AV 3731/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 2 Seconde partie			
7 AV 3732/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 3 Première partie « Oradour 2, Gourdièges 2, Rouire, Cézans »			
7 AV 3732/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 3 Seconde partie			
7 AV 3733/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 4 Première partie « Le monde agricole des années 50 à 60 »			
	Paraphe des signataires		Déposant	Dépositaire

Cote :	Nom des informateurs ou titre :	Communicable en salle de lecture à partir de : (O/N)	Communicable sur archives.cantal.fr à partir de : (O/N)	Possibilité de poster un extrait téléchargeable sur un site de partage (O/N)
7 AV 3733/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 4 Seconde partie			
7 AV 3737/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 5 Première partie			
7 AV 3737/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 5 Seconde partie			
7 AV 3738/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 6 Première partie « Vigouroux, Lacapelle, Saint-Martin-sous-Vigouroux »			
7 AV 3738/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 6 Seconde partie			
7 AV 3739/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 7 Première partie « Pierrefort : pompiers, fêtes et kermesses »			
7 AV 3739/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 7 Seconde partie			
7 AV 3741/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n° 8 Première partie « Paulhenc, La Devèze, Turlande »			
	Paraphe des signataires		Déposant	Dépositaire

Cote :	Nom des informateurs ou titre :	Communicable en salle de lecture à partir de : (O/N)	Communicable sur archives.cantal.fr à partir de : (O/N)	Possibilité de poster un extrait téléchargeable sur un site de partage (O/N)
7 AV 3741/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°8 Seconde partie			
7 AV 3742/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°9 Première partie « Pierrefort : fêtes et kermesses 2 »			
7 AV 3742/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°9 Seconde partie			
7 AV 3743/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°10 Première partie « La vallée de Brezons »			
7 AV 3743/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°10 Seconde partie			
7 AV 3747/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°11 Première partie « Le Cantal vu du ciel, le mode politique »			
7 AV 3747/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°11 Seconde partie			
	Paraphe des signataires		Déposant	Dépositaire

Cote :	Nom des informateurs ou titre :	Communicable en salle de lecture à partir de : (O/N)	Communicable sur archives.cantal.fr à partir de : (O/N)	Possibilité de poster un extrait téléchargeable sur un site de partage (O/N)
7 AV 3748/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio- Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°12 « Pierrefort : fêtes patronales et kermesses 3 »			
7 AV 3748/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio- Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°12 « Pierrefort : fêtes patronales et kermesses 3 »			
7 AV 3749/1	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio- Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°13 « Kermesse 64, kermesse 65 »			
7 AV 3749/2	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio- Visuel sur le Pays de Pierrefort » Film n°13 « Divers »			
7 AV 1657	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio- Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 1 « Le Pays de Pierrefort »			
7 AV 3214	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio- Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 2 « Gourdlièges 1, Oradour 1, Lieuatès, Barrage de Sarrans »			
7 AV 3215	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio- Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 3 « Oradour 2, Gourdlièges 2, Rouire, Cézans »			
	Paraphe des signataires		Déposant	Dépositaire

7 AV 3216	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 4 « Le monde agricole des années 50 à 60 »			
7 AV 3217	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 5 « Nanhac - Malbo »			
7 AV 3218	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 6 « Vigouroux, Lacapelle, Saint-Martin-sous-Vigouroux »			
7 AV 3219	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 7 « Pierrefort : pompiers, fêtes et kermesses »			
7 AV 3220	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 8 « Paulhenc, La Devèze, Turlande »			
7 AV 3221	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 9 « Pierrefort : fêtes et kermesses 2 »			
7 AV 3222	Mémoire « Sauvegarde du Patrimoine Audio-Visuel sur le Pays de Pierrefort » Vidéo n° 10 « La vallée de Brezons »			
	Paraphe des signataires		Déposant	Déposant

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-21

Programme Petites Villes de Demain - Attribution de subvention à la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.3211-1 ;

Vu la délibération n°21CD01-12 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant les termes de la convention de partenariat opérationnel avec la Banque des Territoires permettant le financement des études pré-opérationnelles ou thématiques réalisées par les territoires labellisés « Petites Villes de Demain » et donnant délégation à la Commission Permanente pour sa mise en oeuvre ;

Vu la délibération n°21CP07-42 de la Commission Permanente du 24 septembre 2021 approuvant la convention-type de financement des études relevant de la convention de partenariat opérationnel entre le Conseil départemental et la Banque des Territoires dans le cadre du programme « Petites Villes de Demain » ;

Considérant le plan de financement présenté par le maître d'ouvrage ;

- ATTRIBUE à la Communauté de communes de la Châtaigneraie cantalienne une subvention de 17 235 € pour l'étude intitulée « Mission d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration d'un Schéma Communautaire des Mobilités de la Communauté de Communes de la Châtaigneraie cantalienne », soit 50 % d'une dépense prévisionnelle de 34 470 € TTC.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention-type de financement correspondante.

Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65, fonction 54 du budget du Département.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-22

Demande de subvention à la Région dans le cadre de l'opération AMI SPPEH (Service public de la performance énergétique de l'habitat) sur le territoire du Cantal pour la période du 01/01 au 31/12/2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article L.326-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
Vu l'article L.232-1 du Code de l'énergie ;

Vu la délibération n°21CD03-20 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 relative à la candidature cantalienne à l'AMI de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la délibération de la Commission permanente du Conseil régional en date du 26 novembre 2021 validant la candidature du Département du Cantal ;

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du 15 décembre 2021 relative à la mise en oeuvre du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat cantalien et donnant délégation à la Commission Permanente pour toute décision relative à l'exécution des dépenses et à la passation des diverses conventions de financement ;

Vu la délibération n°22CD05-30 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 relative à l'évolution du Service Public de Performance Énergétique de l'Habitat - Cantal Rénov' Énergie ;

- SOLLICITE une subvention de 209 906 € à la Région Auvergne-Rhône-Alpes au titre de l'opération AMI SPPEH pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent à l'opération AMI SPPEH sur le territoire du Cantal (demande de subventions, conventions et avenants avec la Région AURA).

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-23

Convention annuelle d'objectifs avec l'Association ÉNERGIES 15

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CD05-29 du Conseil départemental du 13 décembre 2022 approuvant le programme d'interventions en faveur de la transition climatique et du développement durable et donnant délégation à la Commission Permanente pour valider les projets de conventions de partenariat et l'attribution des subventions correspondantes ;

- ATTRIBUE une subvention d'un montant de 10 000 € à l'association ÉNERGIES 15 en soutien à la mise en œuvre des programmes d'actions décrits dans la convention annuelle d'objectifs pour l'année 2023, sur la base d'un coût global estimé à 150 000 €.

- **APPROUVE** la convention annuelle d'objectifs établie entre le Département et l'association ÉNERGIES 15 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant global de 10 000 € sera imputée sur les crédits du chapitre 65 nature 6574 fonction 738 du budget départemental.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

N°23/CP 02-24

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal - Collectivité Territoriale

28, avenue Gambetta - 15015 AURILLAC CEDEX

N° SIRET : 221 500 010 000 14

représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment autorisé par délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 24 février 2023,
désigné ci-après par « **le Département** »

d'une part ;

Et :

Énergies 15 – Association loi 1901

Chambre d'Agriculture du Cantal – 26, rue du 139ème RI – 15002 AURILLAC Cedex

N° SIRET : 402 634 117 000 12

représentée par son Président, Monsieur Gilles CHADELAT

désignée ci-après par "**Énergies 15**"

d'autre part.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le Conseil départemental accompagne l'association Bois Énergie 15 depuis 1996 en apportant un financement dans le cadre d'une convention annuelle de partenariat.

Historiquement, les missions de l'association sont axées sur le bois énergie et notamment la valorisation des produits connexes de scieries. Elle a ainsi contribué à la plupart des réalisations de chaufferies ou de réseau de chaleur bois-énergie dans le département (préétude de faisabilité, assistance à maîtrise d'ouvrage, assistance technique...) ainsi qu'à la structuration de la filière locale d'approvisionnement, largement représentée au sein de son conseil d'administration. Elle a également développé un laboratoire d'analyse et de certification des combustibles bois qui étend son activité sur toute l'ancienne région Auvergne.

Aujourd'hui, Bois Énergie 15 a plus largement développé ses compétences autour des enjeux de transition énergétique (à partir de 2000, l'ensemble des énergies renouvelables avec, plus récemment, la méthanisation, les énergies solaires et la sobriété énergétique...).

...

Énergies 15 développe ainsi des missions de sensibilisation des acteurs « non domestiques » (collectivités et professionnels) aux enjeux climatiques et énergétiques, et d'expertise dans le cadre de la mise en œuvre des politiques locales et des réflexions en amont des projets de construction/rénovation du patrimoine. Dans cette dynamique, l'association a décidé de changer de nom et se nomme désormais Énergies 15 depuis le 1er janvier 2018.

Depuis 2016, le Département a pu également bénéficier directement d'un appui technique concernant son propre patrimoine. Énergies 15 a notamment accompagné le service des bâtiments départementaux sur plusieurs projets : conception du volet « chaufferie bois » du centre routier départemental de Ruynes-en-Margeride, raccordement collèges de Vic-sur-Cère et de Saint-Flour aux réseaux de chaleur bois, accompagnement sur les projets de rénovations énergétiques (y compris intégrations Énergies renouvelables) de l'IUT, de l'Hôtel du Département, du pôle routier de Saint-Flour.

Ainsi, Énergies 15, en s'appuyant sur ses expériences et un réseau d'envergure nationale, apporte sur notre territoire un appui et une expertise précieuse pour les collectivités et acteurs économiques du département, particulièrement dans le cadre des objectifs ambitieux fixés par la loi de Transition Énergétique pour une Croissance Verte du 17 août 2015 et la loi Climat de novembre 2019.

ARTICLE 1^{ER} – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre le Département et l'association Énergies 15, pour la poursuite, en 2023, d'une mission générale d'information, de sensibilisation, d'animation et d'accompagnement visant spécifiquement un public « non domestique » (collectivités, établissements publics, entreprises) en vue d'une mobilisation de ces acteurs et leur engagement dans des actions de transition énergétique (maîtrise de l'énergie, développement des énergies renouvelables).

Le contenu des missions d'ÉNERGIES 15 est précisé en annexe 1 à la présente convention.

Par ailleurs, le Département pourra solliciter l'association pour des actions particulières d'appui technique et d'accompagnement d'opérations liées à la maîtrise de l'énergie ou à des installations de chauffage dans ses propres bâtiments. Ces actions feront l'objet de conventions et de financements spécifiques.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à la date de sa signature jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 3 - CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT

3.1 Montant

Le Conseil départemental versera à Énergies 15 une contribution d'un montant de **10 000 €** afin de soutenir la mise en œuvre des missions décrites en annexe 1, dont le budget prévisionnel est estimé à **150 000 € (soit un taux moyen de participation de 6,6%)**.

...

3.2 Modalités de versement

Ce montant sera versé par le Département à Énergies 15 de la manière suivante :

- une avance de 50 % du montant total, soit 5 000 €, à l'entrée en vigueur de la présente convention,
- le solde, à l'approbation par le Département du rapport d'activités prévu à l'article 7.

Le Département se libérera des sommes dues au titre de la présente convention par virement au crédit du compte :

Titulaire du compte : ASSOC. ENERGIES 15	
Code Banque : 16806	
Code Guichet : 04821	
N° du Compte : 28731905000	Clé : 96
Nom de la Banque : Crédit Agricole Centre France	
Ouvert à : Aurillac Marmiers	

3.3 Interruption, annulation ou réduction de l'opération

En cas d'annulation, interruption ou réduction de l'opération envisagée, sans qu'il y ait eu manquement du bénéficiaire à tout ou partie des obligations de la présente convention, le Département règlera au bénéficiaire le montant de l'aide convenue pour les dépenses justifiées à la date de l'annulation, de l'interruption ou de la réduction, ainsi que les dépenses effectivement engagées en vue de l'exécution de l'opération initiale ; le cas échéant, le Département se réserve le droit d'exiger du bénéficiaire le remboursement des sommes non justifiées.

3.4 Principe de réalisation et d'affectation

Énergies 15 s'engage à réaliser les missions telles que définies à l'article 1^{er} ci-dessus et à affecter l'aide obtenue à leur réalisation.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS COMPTABLES

L'association s'engage à fournir le compte-rendu financier propre à l'objectif – programme d'actions conforme à l'objet social de l'association- signé par le président ou toute personne habilitée, dans les trois mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} avril au plus tard de l'année suivante.

ARTICLE 5 – COMMUNICATION

Tout support visuel de communication du type courrier, affiche, publication, diaporama, pages internet... établi dans le cadre de la mission, mentionnera le logo du Département.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit du Département, des conditions d'exécution de la convention par l'association, le Département du Cantal peut suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

...

ARTICLE 7 – CONTRÔLE, SUIVI ET ÉVALUATION

Énergies 15 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, le bénéficiaire réalisera un rapport d'activités détaillant les moyens et résultats des actions engagées pour chacun des volets de la mission et indiquant toute information susceptible d'apprécier la quantité et la qualité de ces actions.

ARTICLE 8 – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

ARTICLE 9 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 10 – DIFFÉRENDS ET LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuel sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Elles pourront recourir, le cas échéant, à un expert choisi d'un commun accord. Si néanmoins, le désaccord persiste, le litige relèvera alors des tribunaux compétents.

Fait en deux exemplaires à Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal,

Le Président de l'association Énergies 15,

Bruno FAURE

Gilles CHADELAT

...

ANNEXE 1

DÉTAIL DES MISSIONS RÉALISÉS DANS LE CADRE DES CONVENTIONS DE PRESTATION QU'ÉNERGIES 15 CONTRACTUALISÉES AVEC SES PARTENAIRES, DONT LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU CANTAL POUR L'ANNÉE 2023

1.1 Information – Sensibilisation - Animation

- Démonstration par les retours d'expériences de mise en œuvre d'actions de maîtrise de l'énergie dans les bâtiments des collectivités (régulation, gestion des bâtiments, appareillages...) :
- Veille et suivis techniques au plan régional et national (Comité interprofessionnel du Bois Énergie, Réseaux régionaux et nationaux, solaires, géothermie...), diffusion des bonnes pratiques sur le territoire.

Organisation de réunions d'information et journées techniques, visites de sites, participation à des salons.

- Informations sur les appels à projets et les appels à manifestation d'intérêts

➔ En 2023 : 20 actions à portée pédagogique menées dont 6 événements réalisés par Énergies 15 et 14 participations à un événement, rencontre ou réunion importante permettant une veille et suivi sur la transition énergétique sont prévus (*cf. tableau Événements 2023*).

Pour mémoire, en 2022, 32 actions d'animation ont pu être réalisées dont 13 événements et 19 participations à un événement, rencontre ou réunion importante.

Ces actions ont sensibilisé 235 personnes présentes (*cf. tableau Événements 2022*)

1.2 Observatoire de données

- Recensement des données et diffusion : installations biomasse du département, diffusion dans le cadre des SCOT, PLUI, TEPOS, PCAET sur le territoire.
- Recueil et transmission des informations pour l'observatoire Bois Énergie régional (selon convention de prestation avec les agences régionales)

1.3 Accompagnement des projets sur le territoire (réalisé dans le cadre de prestation payante pour le Maître d'ouvrage)

- Pré-étude, assistance technique pour les projets de réseau de chaleur communaux, rénovation de bâtiments : maîtrise de l'énergie et installation de dispositifs d'énergies renouvelables.
- Assistance au montage administratif et validation technique des dossiers de demandes de financements.
- Pour mémoire, en 2022 : 100 projets accompagnés (+6 / 2021), concernant 74 collectivités et 26 entreprises privées (*cf. bilan 2021/2022 des animations et accompagnements d'Énergies 15*)

BILAN 2021 / 2022 DES ANIMATIONS ET ACCOMPAGNEMENTS D'ENERGIES 15

Année	Personnes sensibilisées lors d'action	Actions de sensibilisation	Accompagnement techniques et administratifs de projets									
			Maîtrise de l'énergie	Bois énergie	Réseau de chaleur	Méthanisation	Géothermie	Solaire photovoltaïque	Solaire thermique	Projets accompagnés		
2021	471	36	22	39	18	3	2	9	1	94		
2022 en cours	162	31	23	41	18	2	6	9	1	100		
TOTAUX	633	67	45	80	36	5	8	18	2	194		

EVENEMENTS 2022 ENERGIES 15

13	Evénements réalisés par ENERGIES 15 et /ou proposé en partie ou collaboration par ENERGIES 15
19	Participations d'ENERGIES 15 à un événement ou rencontre/ réunion d'importance
32	ACTIONS

Date	Evénement (titre, détail, public, ...)	Organisateur	Lieu	Durée (heures)	Temps d'organisation (heures)	Personnes "touchées" (selon événement)	Partenariat / autres organismes participants
13/01/22	Webinaire CIBE Sécurité en chauffage	CIBE	Webinaire	2	*	*	
15/02/22	Atelier environnement EnR du Service National Universel à Vic sur Cère et visite du réseau de chaleur	ENERGIES 15 Education Nationale	Vic sur Cère	4	1	10	
28/02/22	Visite entreprise CN Industrie en autoconsommation photovoltaïque depuis 4 ans	ENERGIES 15	Brioude (43)	6	2	6	SDEC
9/03/22	IT CIBE: suivi des installations bois énergie et performances	CIBE	Perrigean (66)	8	*	*	
10 et 11/03/22	Rencontre nationale des animateurs Bois Energie du CIBE	CIBE	Perrigean (66)	16	3	*	
31/03/2022	Webinaire Energies Partagées Investissement : point et explications avec les récents actionnaires	Energies Partagées Investissement	Webinaire	2	*	*	
14/04, 5 et 19/05, 9/06/22	Formation 4 jours (Bois devenu 5 J)	FIBOIS Clermont ENERGIES 15 CAUE CRPF	Chaudes-Aigues Le Lioran / Mandallat Aurillac Agchon / Dieme	40	18	22	
12/04 et 11/05/22	Réunion économie de flux, charges de mission énergie et webinaire sur la GTC	ENERGIES 15	Murat et Aurillac	8	9	5	
19/05/22	Journée technique CIBE approvisionnement bois : nouvelle norme et capteur de taux d'humidité	CIBE / CBO+ / Fibois 07,26	Valence	8	*	*	
3/06/22	Assemblée générale de la CUMA départementale Déchis/Bois et GIE	FD CUMA / CUMA Déchis/Bois	Vic sur Cère	8	*	*	
14/06/22	Formation sur le bois énergie pour les bac pro CFA agricole et forestier	ENERGIES 15	Aurillac	9	9	7	CFA Aurillac
20/06/22	Réunion Préfecture suite Assises de la Forêt et du Bois	Etat	Aurillac	2	6	*	
21 juin 2022	AG ENERGIES 15 avec visite de l'installation géothermique de l'école de Saint mamet la Salvétat	ENERGIES 15	Saint Mamet La Salvétat	4	8	30	
24/06/22	Portes Ouvertes réseau de chaleur ACB	ENGIE Solutions	Aurillac	2	*	*	
30/06/22	AG du CIBE et plénière	CIBE	Paris	8	*	*	
20 au 22/07/22	Séminaire CBO+ avec l'ensemble des animateur de France et le responsable national	CBO+	Rennes (35)	24	1	*	
13/09/22	Formation exploitation des petites chaufferies bois pour les collectivités	ENERGIES 15 et ASDER (Cadre AMI C régionals)	Le Lioran	8	27	15	CNPF, Syndicat des chauffebûches
19/09/22	Visite de réalisations en autoconsommation collective et individuelle photovoltaïque avec le Conseil départemental de la Dordogne pour les économies de flux et charbons de mission énergie du Cantal	ENERGIES 15	Périgueux (24)	8	6	6	
22/10/22	Rencontre SDE 03, problématique filière bois, approvisionnement chaufferie bois déshydraté et granulé, consociure et présentation démarche CBO+	ENERGIES 15	Aurillac	6	4	3	SDE15
5 ET 6/10/22	Film sur le soufflage de plaquette avec l'entreprise Tourey	ENERGIES 15, CBO+, Naturofilin, TOUZE	Cantal	16	9	*	Conseil Régional AuRA
13/10/22	Colloque CIBE	CIBE	Lille (59)	8	1	*	
18/10/22	Ateliers du Paysage Puy Mary	Syndicat Mixte du Puy Mary	Saint Julien de Jordanne	4	1	*	
18/10/22	Nyctidating sur les innovations bois énergie, granulé extrudés, ...	Xylolabur	Visio	3	*	*	
3/11/22	Soirée pour les entrepreneurs sur Sumène Artense : présentations des dispositifs Transition Energétique	Com Com Sumène Artense	Saignes	4	9	50	ENERGIES 15, CMA, CD15, CCI ...
15/11/22	Formation sur le bois énergie pour les licences professionnelles expertise agro environnementale	ENERGIES 15	Aurillac	2	2	8	IUT d'Aurillac
16/11/22	Sortie terrain forêt bois et bois énergie avec l'IUT d'Aurillac: licence professionnel expertise agroenvironnementale	ENERGIES 15 CNPF Aurillac	Arpajon sur Cère et Aurillac	8	1	8	IUT d'Aurillac
22/11/22	Réunion information pour les entreprises (petit tertiaire privé cadre SPPEH) sur changer de chauffage, quel combustible, climatiser l'été prochain ou mieux isoler	ENERGIES 15 Cantal Renov'Energie	Aurillac	3	27	20	CCI, CMA
1/12/22	Webinaire petit tertiaire cadre SPPEH	Plate forme ADEME	Visio	2	*	*	
7/12/22	Table rondes sur l'énergie photovoltaïque et l'autoconsommation	CCI	Aurillac	3	14	45	ENERGIES 15
15/06	Comité Stratégique Bois Energie (CSBE) participation réunions téléphoniques et communications diverses Observatoires	AuRA EE et FIBOIS AuRA	Lyon (68)	4	*	*	
13/06	Comité Transition Energétique Cantal, participation Comité et diverses réunions techniques	DOT 15	Aurillac	4	*	*	
20 et 28/01, 9/03, 28/03, 30/06, 28/09, 18 et 25/11,	Participation aux réunions et comités de pilotages SCOT / PCAET / TEPOS CV / CDEinR Sytec et BAC/PTECA PNR Aubrac, CCR BACC ...	Divers selon collectivités	Divers selon collectivités	28	4	*	
TOTAL				52	46	285	

ÉVÉNEMENTS 2023 ENERGIES 15

6	Événements réalisés par ENERGIES 15 et /ou proposés en partie ou en collaboration par ENERGIES 15
14	Participations d'ENERGIES 15 à un événement ou rencontre / réunion d'importance
20	ACTIONS

Date	Événement (titre, détail, public, ...)	Organisateur	Lieu	Durée (heures)	Partenariat / autres organismes participants
8 et 9/02/2023	Salon Bio 360, bois énergie	BEES	Nantes	16	CBQ+, ENERGIES 15 et Labo bois énergie
23/03/23	Forum de l'Alternance UIT de Montluçon, recherche de personnel pour le Cantal dans le domaine des EnR, présentation d'ENERGIES 15	Université Clermont Auvergne	Montluçon (03)	8	ENERGIES 15
6/06/23	Journée Énergie du CIBE	CIBE	Paris	8	ENERGIES 15
Printemps 2023	Réunion information pour les entreprises (petit tertiaire privé cadre SPPEH)	ENERGIES 15 Cantal Rénov'Énergie	Aurillac	4	CCI, CMA
juin 2023	AG ENERGIES 15 avec visite d'installation	ENERGIES 15		6	
juin 2023	Séminaire CBQ+ avec l'ensemble des animateurs de France et le responsable national	CBQ+	Normandie	24	ENERGIES 15
6/07/2023	AG du CIBE et plénière	CIBE	Paris	8	ENERGIES 15
27 au 29 septembre 2023	Rencontres des TEPOS	CLER	Mont du Pilat (69)	24	ENERGIES 15
10 au 13 octobre 2023	Village bois énergie au sein du Salon Pollutec	CBQ+, labo Bois énergie, FIBOIS, CIBE	Lyon	32	ENERGIES 15
Automne 2023	Rencontre nationale des animateurs Bois Énergie du CIBE	CIBE		16	ENERGIES 15
Automne 2023	Formation Bois construction, biomatériaux	FIBOIS Clermont ENERGIES 15 CAUE CRPF		16	
Novembre 2023	Colloque CIBE	CIBE		8	ENERGIES 15
Novembre 2023	Formation sur le bois énergie pour les licences professionnelles expertise agro environnementale	ENERGIES 15	Aurillac	4	IUT d'Aurillac
Novembre 2023	Sortie terrain forêt bois et bois énergie avec l'IUT d'Aurillac licence professionnel expertise agroenvironnementale	ENERGIES 15 CNPF Aurillac	Arpajon sur Cère et Aurillac	8	IUT d'Aurillac
2023	Réunion économie de flux, chargés de mission énergie	ENERGIES 15		8	
2023	Assemblée générale de la CUMA départementale Déchiqu'Bois et GIE	FD CUMA / CUMA Déchiqu'Bois		4	ENERGIES 15
2023	CIBE : suivi et acteurs des CA, commission approvisionnement, commission Animation, suivi des financements des structures.	CIBE	Webinaire	*	ENERGIES 15
2023	Comité Stratégique Bois Énergie (CSBE) participation réunions téléphoniques et communications diverses Observatoires	AuRA EE et FIBOIS AuRA	Webinaire	*	ENERGIES 15
2023	Comité Transition Énergétique Cantal, participation Comité et diverses réunions techniques	DDT 15	Aurillac	*	ENERGIES 15
2023	Participation aux réunions et comités de pilotages SCOT / PCAET / TEPOS CV / COENR Sytec et BACC/PTECA PNR Aubrac, CCR BACC ...	Divers selon collectivités	Divers selon collectivités	*	Divers EPCI, ENERGIES 15
TOTAL				194	

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-24

Conventions pour l'installation de dispositifs et d'aménagements en faveur de la biodiversité sur les routes départementales

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article L.211-7 ;

- **VALIDE** la convention précisant les modalités d'installation pour la pose d'un dispositif temporaire de sauvetage visant à protéger les Amphibiens, telle que jointe en annexe.

- **VALIDE** la convention précisant les modalités d'installation pour la pose d'un écuoduc visant à protéger la faune arboricole, telle que jointe en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ces conventions, qui seront établies avec les propriétaires des parcelles concernées par ces installations.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention d'autorisation pour la pose d'un dispositif temporaire de sauvetage visant à protéger les Amphibiens

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, sis 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC cedex, représenté par son Président, M. Bruno FAURE ou son représentant, en tant que maître d'ouvrage, autorisé par délibération en date du

Ci-après dénommé « Le Département »

Et :

M., propriétaire des parcelles mentionnées ci-dessous, sis - 15.....

Section	Parcelles	Commune

Ci-après dénommé « Le Propriétaire »

Il est convenu ce qui suit :

Les écrasements par des véhicules sont une cause de mortalité importante chez les Amphibiens. Différents systèmes de passages adaptés, installés au niveau des axes routiers recensés comme dangereux ont été testés avec succès : aménagement pérennes (batrachoducs) ou dispositifs temporaires de sauvetage.

Le Conseil Départemental du Cantal travaille sur la problématique des écrasements d'Amphibiens sur la route départementale 17 (RD17) au niveau du lac des Graves, sur la commune de Lascelles. Lorsque les Amphibiens qui hibernent sur le versant exposé sud-ouest de la vallée de la Jordanne descendent vers le lac pour se reproduire, ils traversent la route départementale qui est relativement passante et le trafic routier impacte de manière significative les populations d'Amphibiens, principalement les Crapauds épineux.

Après plusieurs années de suivi sur le site (observations d'écrasements sur la route et reproduction sur le lac), et en amont de l'installation éventuelle d'aménagements pérennes, le Conseil départemental souhaite mettre en place cette année un dispositif temporaire de sauvetage visant à protéger les Amphibiens lors de la migration pré-nuptiale.

L'objectif principal est de préciser les effectifs et couloirs de déplacements préférentiels des Amphibiens.

Dans ce cadre, le Département confie à des prestataires la pose, le suivi et la dépose d'un dispositif temporaire de sauvetage visant à protéger les Amphibiens sur les secteurs proches du lac des Graves, identifiés comme sites à équiper pour rétablir un corridor biologique pour les Amphibiens, afin de préserver



Conseil départemental du Cantal
Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Pôle Attractivité et Développement du Territoire

Contact : Mission Espaces Naturels et Ruraux
Hôtel du Département 28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX
Téléphone : 04 71 46 21 34
Mél : service-environnement@cantal.fr

la population de différentes espèces (crapauds épineux, grenouilles rousses, alytes accoucheurs, ...) sur le territoire.

Article 1 : Objet

Monsieur XXXXX, Propriétaire du terrain riverain de la RD susvisée, autorise l'installation d'un dispositif temporaire de sauvetage visant à protéger les amphibiens sur la **parcelle cadastrale XXX**.

Le Propriétaire autorise au Département et à ses prestataires l'accès afin de réaliser des relevés quotidiens d'amphibiens (tous les matins) sur environ 2 mois (selon météo : environ de mi-février à mi-avril).

Article 2 : Engagement du propriétaire

Le Propriétaire met à disposition gratuitement sa(ses) parcelle(s) et autorise le Département et à ses prestataires l'accès au terrain afin de procéder à la pose, le suivi, l'entretien du dispositif et à réaliser les relevés quotidiens d'amphibiens.

Le Propriétaire n'est pas responsable des dispositifs installés par le Département et son prestataire.

Article 3 : Engagement du Département

En contrepartie, le Département s'engage à tenir informé le propriétaire du suivi de cette installation. Le propriétaire sera notamment prévenu en cas de changement ou travaux sur le(s) dispositif(s) installé(s).

Le Département et son prestataire assureront la surveillance et l'entretien du dispositif.

Le Département désigne un service interlocuteur privilégié au propriétaire, qui se rend disponible pour répondre à ses questions : Mission Espaces Naturels et Ruraux, joignable aux coordonnées téléphoniques suivantes : 04 71 46 21 34 ou par mail : service-environnement@cantal.fr

Article 4 : Durée

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature.

Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 5 : Résiliation

La présente autorisation pourra être résiliée par le Département sans préavis ou par le Propriétaire à condition de respecter un préavis de 3 mois.



Conseil départemental du Cantal
Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Pôle Attractivité et Développement du Territoire

Contact : Mission Espaces Naturels et Ruraux
Hôtel du Département 28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX
Téléphone : 04 71 46 21 34
Mél : service-environnement@cantal.fr

Article 6 : Litiges

Les litiges susceptibles de naître entre le Département et le Propriétaire à l'occasion de la présente convention et n'ayant pas trouvé de règlement amiable relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Fait en deux exemplaires originaux, à AURILLAC, le :

Monsieur XXXXX	<p>Pour le Département du Cantal</p> <p>Pour le Président du Conseil départemental Le Directeur du Pôle Routes Départementales et Infrastructures</p> <p>Philippe FABREGUE</p>
----------------	--



Conseil départemental du Cantal
Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Pôle Attractivité et Développement du Territoire

Contact : Mission Espaces Naturels et Ruraux
Hôtel du Département 28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX
Téléphone : 04 71 46 21 34
Mél : service-environnement@cantal.fr

Convention d'autorisation pour la pose d'un écuroduc

Entre :

Le Conseil départemental du Cantal, sis 28 avenue Gambetta 15 015 AURILLAC cedex, représenté par son Président, M. Bruno FAURE ou son représentant, en tant que maître d'ouvrage, autorisé par délibération en date du

Ci-après dénommé « Le Département »

Et :

M. propriétaire des parcelles mentionnées ci-dessous, sis -
15.....

Section	Parcelles	Commune

Ci-après dénommé « Le Propriétaire »

Il est convenu ce qui suit :

Les collisions avec des véhicules sont une cause de mortalité importante chez les Écureuils roux. Depuis plusieurs années, des systèmes de passages adaptés à cette espèce et installés aux dessus d'axes routiers recensés comme dangereux ont été testés avec succès.

L'écureuil roux est une espèce arboricole (c'est-à-dire qu'elle vit dans les arbres) qui préfère les passages aériens, de branche en branche pour éviter de se retrouver au sol où elle est plus vulnérable envers ses prédateurs naturels. Les systèmes de passage élaborés, les « écuroducs », sont donc aériens : ce sont des passerelles ou des cordes tendues entre deux arbres permettant ainsi écureuils de traverser un axe routier en toute sécurité.

Ils sont installés préférentiellement là où un axe routier coupe les habitats des Écureuils roux qui se trouvent dans l'obligation de traverser la route pour accéder au bosquet d'arbres situé de l'autre côté. L'écuroduc est donc un corridor biologique¹ artificiel permettant de réduire l'impact de la fragmentation des habitats. Ces passages permettent de diminuer considérablement l'écrasement des écureuils mais également d'autres espèces arboricoles comme la Genette d'Europe, le Loir ou la Fouine.

¹ Corridor biologique : passage emprunté par la faune, reliant entre eux différents habitats vitaux pour une espèce ou un groupe d'espèces



Conseil départemental du Cantal
Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Pôle Attractivité et Développement du Territoire

Contact : Mission Espaces Naturels et Ruraux
Hôtel du Département 28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX
Téléphone : 04 71 46 21 34
Mél : service-environnement@cantal.fr

Dans ce cadre, le Département du Cantal confie à un prestataire l'installation d'un écuroduc sur le passage de la **RDXX, parcelle cadastrale XXX, point GPS : XXX**, identifié comme site à équiper pour rétablir un corridor biologique pour les Écureuils roux, afin de préserver la population de cette espèce sur le territoire.

Article 1 : Objet

Monsieur XXXXX, propriétaire du terrain riverain de la RD susvisée, autorise l'installation d'un écuroduc sur l'(es) arbre(s) appartenant à la **parcelle cadastrale XXX**.

Article 2 : Engagement du propriétaire

Le Propriétaire met à disposition gratuitement l'(es) arbre(s) pour permettre le passage aérien des Écureuils roux.

Le Propriétaire autorise au Département et à son prestataire l'accès au terrain sur lequel se situe cet(s) arbre(s) afin de procéder à la pose et à l'entretien du dispositif.

Le Propriétaire n'est pas responsable des dispositifs installés par le Département et son prestataire.

Dans le cas où le Propriétaire aurait l'intention de couper ou d'élaguer le(s) arbre(s) sur lequel(s) le dispositif a été installé, il s'engage à avertir le Département au moins un mois auparavant, afin qu'il puisse être retiré en toute sécurité.

Article 3 : Engagement du Département

En contrepartie, le Département du Cantal s'engage à tenir informé le propriétaire du suivi de cette installation. Le propriétaire sera notamment prévenu en cas de changement ou travaux sur le(s) dispositif(s) installé(s).

Le Département et son prestataire assureront la surveillance et l'entretien de l'écuroduc.

Le Département désigne un service interlocuteur privilégié au propriétaire, qui se rend disponible pour répondre à ses questions : Mission Espaces Naturels et Ruraux, joignable aux coordonnées téléphoniques suivantes : 04 71 46 21 34 ou par mail : service-environnement@cantal.fr

Article 4 : Durée

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature.

Elle sera caduque si, à l'expiration d'un délai de 3 ans, elle n'a été suivie d'aucun commencement d'exécution.

Article 5 : Résiliation

La présente autorisation pourra être résiliée par le Département sans préavis ou par le Propriétaire à condition de respecter un préavis de 3 mois.



Conseil départemental du Cantal
Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Pôle Attractivité et Développement du Territoire

Contact : Mission Espaces Naturels et Ruraux
Hôtel du Département 28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX
Téléphone : 04 71 46 21 34
Mél : service-environnement@cantal.fr

Article 6 : Litiges

Les litiges susceptibles de naître entre le Département et le Propriétaire à l'occasion de la présente convention et n'ayant pas trouvé de règlement amiable relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

Fait en deux exemplaires originaux, à AURILLAC, le :

Monsieur XXXXX	<p>Pour le Département du Cantal</p> <p>Pour le Président du Conseil départemental Le Directeur du Pôle Routes Départementales et Infrastructures</p> <p>Philippe FABREGUE</p>
----------------	--



Conseil départemental du Cantal
Pôle Routes Départementales et Infrastructures
Pôle Attractivité et Développement du Territoire

Contact : Mission Espaces Naturels et Ruraux
Hôtel du Département 28 avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX
Téléphone : 04 71 46 21 34
Mél : service-environnement@cantal.fr

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-25

Mise à la réforme du matériel appartenant au Département

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- **APPROUVE** la liste du matériel à mettre à la réforme conformément à la proposition jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à organiser la vente selon la procédure en vigueur dans la Collectivité.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

MISE A LA REFORME DE MATERIEL

VENTE A LA REFORME 2023-1

TYPE DE MATERIEL	MARQUE ET TYPE	IMMAT.	MISE EN SERVICE	Km non garantie	Lieu de dépôt	Valeur estimée	vente via
PL	Mercedes-Benz Atego 19T 4x4	AK 385 XE	28/02/2005	9500 H	4 CHEMINS	1 000 €	Agorastore
PL	MAN 18280 18t bibbenne 4x4 + Balayeuse Frontale RABAUJD superchampion 2500	CJ 489 DC E1437	02/03/2004	250000 KM	4 CHEMINS	1 000 €	Agorastore
PL	MAN L80 14224 14T BENNE 4X4	CL 921 VG	27/11/1998	15000 H	4 CHEMINS	1 000 €	Agorastore
PL	RENAULT KERAX 19T 4X4 + SALEUSE ARVEL	AL 763 NX	12/09/2001	9500 H	4 CHEMINS	1 000 €	Agorastore
FG	Renault Mascott benne	4296HQ15	15/09/2003	3000000 KM	4 CHEMINS	300 €	Agorastore
FG	Renault Mascott benne	BK 306 BE	10/11/2004	250000 KM	4 CHEMINS	300 €	Agorastore
FG	Renault Master plateau	8751HN15	19/09/2002	350000 KM	St Flour	300 €	Agorastore ou reprise elec
PAT	PAT MAUGIN + RAMPE	E 1884	01/07/2005	inc.	4 CHEMINS	800 €	Agorastore
PAT	PAT SECMAIR + RAMPE	D1914+E1702	01/06/1999	inc.	4 CHEMINS	800 €	Agorastore
PAT	PAT SECMAIR + RAMPE	D1913+E1081	04/03/1996	inc.	4 CHEMINS	800 €	Agorastore
TUR	Turbine laterale Sicometal	E0381	30/10/2001		St Flour	800 €	Agorastore
SAL	Saleuse Lebon 4m3 hyd tapis	E 1591	30/10/2001		St Flour	300 €	Agorastore
VLU	Citroen Berlingo HDI75	9795HX15	27/09/2007	260000 km	St Flour	150 €	Agorastore ou reprise elec

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-26

Fonds Commun des Services d'Hébergement

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu la délibération n°22CD05-5 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 donnant délégation à la Commission Permanente pour la répartition du Fonds Commun des Services d'Hébergement ;

-ATTRIBUE au titre de la répartition 2023 du Fonds Commun des Services d'Hébergement les subventions listées dans le tableau ci-après :

ETABLISSEMENT	INTERVENTION	Montant TTC	Subvention
Collège La Jordanne Aurillac	réparation d'un compresseur	1 936,80 €	1 356 €
	chambre froide réparation friteuses	1 746,60 €	1 223 €
Collège Marcellin Boule Montsalvy	achat d'un mixer portatif	581,42 €	407 €
Collège Georges Bataille Riom-ès-Montagnes	réparation d'une étuve	1 193,22 €	835 €
Collège Louis Pasteur Chaudes-Aigues	réparation d'un lave-vaisselle	1 271,40 €	890 €
Collège Blaise Pascal Saint-Flour	réparation d'une plaque de cuisson	508,90 €	356 €
TOTAL			5 067 €

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-27

**Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie de Vic-Sur-Cère en faveur du
Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau de permanence pour les services départementaux rattachés au Pôle Solidarité Départementale dans les locaux de la Mairie de Vic-Sur-Cère dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**PROJET DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU SEIN DE LA
MAIRIE DE VIC SUR CÈRE EN FAVEUR DU DEPARTEMENT DU CANTAL (SERVICE
DU POLE SOLIDARITE DEPARTEMENTALE)**

Entre les soussignés :

La Commune de VIC-SUR-CÈRE, sise Place du Carladèz 15800 VIC-SUR-CÈRE, représentée par son Maire, Madame Annie DELRIEU, agissant en qualité, et spécialement habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du 23 juillet 2020.

D'une part,
Et

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Afin de permettre la tenue des permanences des services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité départementale (DASEIL/DEF/DA), la Commune de VIC-SUR-CÈRE met à disposition du Département du Cantal :

- un bureau meublé et chauffé en période froide, dans les locaux de la mairie sis Place du Carladèz 15800 VIC-SUR-CÈRE,
- les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires.

Ce bureau sera utilisé par les services du Pôle Solidarité Départementale selon les modalités suivantes :

- tous les jeudis matins de 9 H 00 à 12 H 00.
- tous mardis matins des semaines paires de 9 H 00 à 12 H 00.

Toutefois si la périodicité était amenée à changer en fonction de la demande, le service bénéficiaire effectuera une demande expresse au propriétaire dans un délai de deux mois pour ne pas perturber l'occupation habituelle des locaux et un avenant à cette convention sera passé.

Une ligne téléphonique, l'accès internet en wifi ainsi qu'un photocopieur dans le bureau sont mis gracieusement à disposition du bénéficiaire.

Les locaux seront pourvus d'un accès internet avec une connexion disposant d'un débit réel suffisant et supérieur à 8MB/S, permettant l'usage des outils informatiques des agents du CD15 notamment la connexion sécurisée. Ils disposeront également de la desserte interne en réseau avec de préférence une connectivité filaire, la connectivité sans fil est possible sous réserve de débit suffisant là encore.

La mise à disposition d'un point de scan vers email et d'impression est souhaitable, sinon les locaux devront pouvoir accueillir du matériel propriété du CD15 prévu à cet effet, avec un local pourvu des prises réseau et courant adéquates.

Les personnels des services du Conseil départemental s'engagent :

- à ne pas dégrader le bureau mis à disposition, engageant la responsabilité du Département,
- à remettre en place et en état, après chaque utilisation, le bureau tel qu'ils l'ont trouvé à leur arrivée.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit,

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

La Commune de VIC-SUR-CÈRE assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

Le Département du Cantal est assuré en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mises à disposition des biens.

La Commune de VIC-SUR-CÈRE ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel du service bénéficiaire du Pôle de la Solidarité Départementale.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans. Elle prend effet à compter du 24 février 2023. Elle se renouvellera par tacite reconduction pour une période équivalente soit jusqu'au 23 février 2027.

ARTICLE 5 – MODIFICATION –RESILISATION DU CONTRAT

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Sur demande d'un des partenaires, cette dernière peut être dénoncée par lettre recommandée à tout moment.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Pour la Commune de VIC-SUR-CÈRE
Le Maire

Bruno FAURE

Annie DELRIEU

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-28

**Convention de mise à disposition de locaux au sein du Pôle Santé de Lanobre en faveur du
Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau de permanence pour les services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale dans les locaux du Pôle Santé de Lanobre et dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**PROJET DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU SEIN DU PÔLE
SANTÉ DE LANOBRE EN FAVEUR DU DEPARTEMENT DU CANTAL (SERVICE DU
POLE SOLIDARITE DEPARTEMENTALE)**

Entre les soussignés :

LA COMMUNE DE LANOBRE, sise Place de l'Eglise 15270 LANOBRE, représentée par son Maire, Monsieur LORENZO Pascal, agissant en qualité, et spécialement habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Afin de permettre la tenue des permanences des services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale (DASEIL/DEF/DA), la Commune de LANOBRE met à disposition du Département du Cantal :

- Un bureau meublé et chauffé en période froide, dans les locaux du Pôle Santé de LANOBRE, sis rue de la résistance – 15270 LANOBRE
- Les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires.

Ce bureau sera utilisé par les services du Pôle Solidarité Départementale selon les modalités suivantes :

- tous les 4^{èmes} mardis du mois de 9 H 00 à 12 H.

Toutefois si la périodicité était amenée à changer en fonction de la demande, le service bénéficiaire effectuera une demande expresse au propriétaire dans un délai de deux mois pour ne pas perturber l'occupation habituelle des locaux et un avenant à cette convention sera passé.

Une ligne téléphonique, l'accès internet en wifi ainsi qu'un photocopieur (au secrétariat) sont mis gracieusement à disposition du bénéficiaire.

Les personnels des services du Conseil départemental s'engagent :

- à ne pas dégrader le bureau mis à disposition, engageant la responsabilité du Département,
- à remettre en place et en état, après chaque utilisation, le bureau tel qu'ils l'ont trouvé à leur arrivée.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit,

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

La Commune de LANOBRE assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

Le Département du Cantal est assuré en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mises à disposition des biens.

La Commune de LANOBRE ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel du service bénéficiaire du Pôle de la Solidarité Départementale.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans. Elle prend effet à compter du 24 février 2023. Elle se renouvellera par tacite reconduction pour une période équivalente soit jusqu'au 23 février 2029.

Article 5 – MODIFICATION – RESILISATION DU CONTRAT

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Sur demande d'un des partenaires, cette dernière peut être dénoncée par lettre recommandée à tout moment.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour la Commune de LANOBRE
Le Maire

LORENZO Pascal

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-29

**Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Mairie de Pleaux en faveur du
Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention entre la Commune de Pleaux et le Département du Cantal pour la mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau de permanence en faveur des services rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale (DASEIL/DEF/DA) dans les locaux de la Mairie de Pleaux dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**PROJET DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU SEIN DE LA
MAIRIE DE PLEAUX EN FAVEUR DU DEPARTEMENT DU CANTAL (SERVICE DU
POLE SOLIDARITE DEPARTEMENTALE)**

Entre les soussignés :

La Commune de PLEAUX, sis Place Georges Pompidou 15700 PLEAUX, représentée par son Maire, Monsieur David PEYRAL, agissant en qualité, et spécialement habilité à cet effet par délibération du Conseil Municipal en date du

D'une part,

Et

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du 24 février 2023

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Afin de permettre la tenue des permanences des services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale (DASEIL/DEF/DA), la Commune de PLEAUX met à disposition du Département du Cantal :

- un bureau meublé et chauffé en période froide, dans les locaux de la mairie sis 2 Place Georges Pompidou 15700 PLEAUX,
- les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires .

Ce bureau sera utilisé par les services du Pôle Solidarité Départementale selon les modalités suivantes :

- tous les mardis matins de 9 H 00 à 11 H 30.

Toutefois si la périodicité était amenée à changer en fonction de la demande, le service bénéficiaire effectuera une demande expresse au propriétaire dans un délai de deux mois pour ne pas perturber l'occupation habituelle des locaux et un avenant à cette convention sera passé.

Une ligne téléphonique, l'accès internet en wifi ainsi qu'un photocopieur (au secrétariat) sont mis gracieusement à disposition du bénéficiaire.

Les locaux seront pourvus d'un accès internet avec une connexion disposant d'un débit réel suffisant et supérieur à 8MB/S, permettant l'usage des outils informatiques des agents du Cd15 notamment la connexion sécurisée. Ils disposeront également de la desserte interne en réseau avec de préférence une connectivité filaire, la connectivité sans fil est possible sous réserve de débit suffisant là encore.

La mise à disposition d'un point de scan vers email et d'impression est souhaitable, sinon les locaux devront pouvoir accueillir du matériel propriété du Cd15 prévu à cet effet, avec un local pourvu de prises réseau et courant adéquates.

Les personnels des services du Conseil départemental s'engagent :

- à ne pas dégrader le bureau mis à disposition, engageant la responsabilité du Département,
- à remettre en place et en état, après chaque utilisation, le bureau tel qu'ils l'ont trouvé à leur arrivée.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit,

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

La Commune de PLEAUX assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

Le Département du Cantal est assuré en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mises à disposition des biens.

La Commune de PLEAUX ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel du service bénéficiaire du Pôle de la Solidarité Départementale.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans. Elle prend effet à compter du 24 février 2023. Elle se renouvellera par tacite reconduction pour une période équivalente soit jusqu'au 23 février 2027.

Article 5 – MODIFICATION –RESILISATION DU CONTRAT

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Sur demande d'un des partenaires, cette dernière peut être dénoncée par lettre recommandée à tout moment.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le Département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Pour la Commune de PLEAUX
Le Maire

Bruno FAURE

David PEYRAL

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-30

Convention de mise à disposition de locaux au sein de la Maison France Services d'Ydes appartenant à la Communauté de Communes Sumène-Artense en faveur du Département du Cantal (Pôle Solidarité Départementale)

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau de permanence pour les services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale dans les locaux de la Maison France Service à Ydes dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**PROJET DE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX DE LA
COMMUNAUTE DE COMMUNES SUMÈNE-ARTENSE EN FAVEUR DU
DEPARTEMENT DU CANTAL (SERVICE DU POLE SOLIDARITE DEPARTEMENTALE)**

Entre les soussignés :

La Communauté de Communes Sumène-Artense, sise 23 bis, Place de l'Eglise 15270 CHAMPS-SUR-TARENTAINE, représentée par son Président, Monsieur Marc MAISONNEUVE, agissant en qualité, et spécialement habilité à cet effet par délibération du Conseil Communautaire en date du

D'une part,
Et

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Afin de permettre la tenue des permanences des services départementaux rattachés au Pôle de la Solidarité Départementale (DASEIL/DEF/DA), la Communauté de Communes Sumène-Artense met à disposition du Département du Cantal :

- un bureau meublé et chauffé en période froide, dans les locaux de Maison France Services sis 4 rue Docteur Alfred Basset 15210 YDES,
- les parties communes comprenant la salle d'attente ainsi que les sanitaires .

Ce bureau sera utilisé par les services du Pôle Solidarité Départementale selon les modalités suivantes :

- tous les 15 jours, le mardi après-midi soit 2 mardis après-midi par mois.

Toutefois si la périodicité était amenée à changer en fonction de la demande, le service bénéficiaire effectuera une demande expresse au propriétaire dans un délai de deux mois pour ne pas perturber l'occupation habituelle des locaux et un avenant à cette convention sera passé.

Une ligne téléphonique, l'accès internet en wifi ainsi qu'un photocopieur (au secrétariat) sont mis gracieusement à disposition du bénéficiaire.

Les personnels des services du Conseil départemental s'engagent :

- à ne pas dégrader le bureau mis à disposition, engageant la responsabilité du Département,
- à remettre en place et en état, après chaque utilisation, le bureau tel qu'ils l'ont trouvé à leur arrivée.

ARTICLE 2 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit,

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

La Communauté de Communes Sumène-Artense assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'elle assume en tant que propriétaire.

Le Département du Cantal est assuré en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mises à disposition des biens.

La Communauté de Communes Sumène-Artense ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel du service bénéficiaire du Pôle de la Solidarité Départementale.

ARTICLE 4 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de deux ans. Elle prend effet à compter du 24 février 2023. Elle se renouvellera par tacite reconduction pour une période équivalente soit jusqu'au 23 février 2027.

Article 5 – MODIFICATION –RESILISATION DU CONTRAT

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Sur demande d'un des partenaires, cette dernière peut être dénoncée par lettre recommandée à tout moment.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le département du Cantal
Le Président du Conseil départemental

Pour la Communauté de Communes Sumène-Artense
Le Président ou son représentant

Bruno FAURE

Marc MAISONNEUVE

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-31

**Convention de mise à disposition de locaux au sein de l'antenne de la Maison de la Solidarité
Départementale de Riom-ès-Montagnes en faveur de l'Association UDAF**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition, à titre gratuit, d'un bureau pour les besoins de l'Association UDAF dans les locaux de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-ès-Montagnes dont le projet est joint en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX AU SEIN
DE L'ANTENNE DE LA MAISON DE SOLIDARITE DEPARTEMENTALE DE RIOM-ES-
MONTAGNES
EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION U.D.A.F**

Entre les soussignés :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du

D'une part,

Et

L'ASSOCIATION UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES - UDAF, sis 8 rue de la gare 15000 AURILLAC, représenté par....., Ci-après dénommé le bénéficiaire ou l'UDAF

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de leurs missions de soutien aux aidants du Cantal, l'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) propose de bénéficier d'entretiens de soutien psychologique à domicile. Néanmoins l'association est amenée à rencontrer des bénéficiaires sur le territoire de Riom-ès-Montagnes. Le Département est ainsi sollicité pour la mise à disposition de locaux.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la mise à disposition de l'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) d'un local au sein de l'Antenne de la Maison de la Solidarité Départementale sise rue Marguerite Meynial 15400 Riom-ès-Montagnes propriété du Département du Cantal.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DES LOCAUX MIS A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à disposition de l'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) un bureau, ainsi que l'usage des sanitaires, se trouvant au rez-de-chaussée de l'Antenne de la Maison de la Solidarité Départementale de Riom-Es-Montagnes.

Cette mise à la disposition est prévue en cas de besoin. L'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) effectuera une demande spécifique auprès des services sociaux qui attribueront un local selon les disponibilités.

L'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) prend le local mis à disposition en l'état, celui-ci déclarant bien les connaître pour les avoir visité à sa convenance.

ARTICLE 3 – MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Le local mis à disposition de l'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) sont à l'usage exclusif de cette dernière dans le cadre de l'exercice des missions présentées en préambule aux présentes.

L'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) informera l'accueil des personnes reçues et assurera la sécurité de cet accueil.

Le personnel de l'Association Union Départementale des Associations Familiales du Cantal (UDAF) s'engage, après chaque utilisation, à remettre en place et en état la salle telle qu'il l'a trouvée à son arrivée.

Toute dégradation constatée après l'utilisation est susceptible d'entraîner la responsabilité de l'UDAF, s'il s'avère que toutes les mesures de respect des présentes dispositions n'ont pas été mises en place.

ARTICLE 4 – MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 – RESPONSABILITE – ASSURANCES

Le Département du Cantal assure le local mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire.

L'UDAF souscrit un contrat d'assurance garantissant tous les dommages aux biens ou dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par son personnel et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mise à disposition des biens.

Le Département du Cantal ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel de l'UDAF et pour les personnes accueillies par lui.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention prend effet à compter du 3 février 2023 pour une durée d'un an.

Les parties prévoient de se revoir un mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

La présente convention peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé réception, par le seul fait du non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements décrits à la présente convention.

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondance entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC le

Pour le département du cantal
(UDAF),

Monsieur le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

Pour l'Association Union Départementale des
Associations Familiales du Cantal

Monsieur le directeur

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-32

**Convention de mise à disposition de bureaux au sein du bâtiment sis 12 rue Marie Maurel en
faveur du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

- **VALIDE** la convention de mise à disposition de locaux à titre gratuit, hormis certaines charges de viabilisation, de contrôles réglementaires et d'entretien des bureaux, au sein du bâtiment départemental situé au 12 rue Marie Maurel à Aurillac en faveur des Services du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, telle que jointe en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE BUREAUX
AU SEIN DU BÂTIMENT SIS 12 RUE MARIE MAUREL
EN FAVEUR DU CONSEIL REGIONAL AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

Entre les soussignés

LE DEPARTEMENT DU CANTAL, sis 28 avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision de la Commission Permanente en date du ;

D'une part,

LE CONSEIL REGIONAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES, 101 Cours Charlemagne, CS 20033 - 69269 LYON CEDEX 02, représenté par son Président M Laurent WAUQUIEZ agissant en qualité et dûment habilité par décision de l'Assemblée délibérante en date du 2 juillet 2021 ;

D'autre part,

PREAMBULE

Conformément au Pacte régional pour le Cantal du 24 mai 2016 et afin d'assurer l'accueil et l'hébergement des services du Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes le Département du Cantal avait mis à disposition les bureaux situés en rez-de-chaussée de l'Hôtel du Département par convention en date du 1^{er} janvier 2022. La hausse des effectifs ne permet plus d'accueillir les services de la région au sein de l'Hôtel du Département.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mise à disposition de nouveaux locaux au sein du bâtiment sis 12, rue Marie Aurel – 15000 AURILLAC, nécessaires à l'exercice de son activité et de son antenne.

ARTICLE 1 : MODALITES PRATIQUES DE LA MISE A DISPOSITION

Le Département du Cantal met à la disposition du Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes au sein de sa propriété, sis 12, rue Marie Maurel à AURILLAC des locaux conformément au plan annexé à la présente convention, ci-après désignés :

En usage exclusif :

Au sous-sol

- Un local de stockage de 32,38 m²

Au rez-de-chaussée

- 6 bureaux pour un total de 100,46 m²
- La salle de réunion de 34,70 m² qui deviendra bureaux

Au 1^{er} Etage

- 5 bureaux pour 71,60 m²

En usage partagé avec les autres occupants :

- La salle de réunion N° 7 au rez-de-chaussée de 45 m², dont la capacité est limitée à un effectif maximum de 19 personnes. Les demandes de réservation seront planifiées par les services de la région Auvergne Rhône-Alpes

La surface d'occupation des locaux mis à disposition du Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes est de 221,76 m² hors parties communes ainsi définies :

Au rez-de-chaussée

- Un sanitaire de 4,67 m²
- Les dégagements /circulation pour 67,05 m²

Au 1^{er} étage

- Sanitaires de 7,29 m²
- Les dégagements /circulation pour 61,26 m²

comptées au prorata de la surface totale (52,72%) ci-dessus soit 76 m².

Le mobilier, l'accès internet et les lignes téléphoniques sont pris en charge par le Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes.

Les agents du Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes disposeront d'un badge pour l'accès au bâtiment pendant les jours et heures d'ouverture.

ARTICLE 2 - ETAT DES LIEUX

Le Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes prend les locaux dans l'état, déclarant bien les connaître pour les avoir visités préalablement.

A défaut, le bénéficiaire sera réputé avoir reçu les biens en parfait état sans que postérieurement il puisse établir la preuve du contraire.

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES DE LA MISE A DISPOSITION

Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit.

Le Département du Cantal s'engage à régler directement les dépenses suivantes :

- eau et assainissement,
- électricité,
- chauffage collectif,
- contrôles réglementaires liés à la réglementation ERP et au code du travail,
- entretien et la maintenance courants,
- ordures ménagères,
- nettoyage des locaux

Ces dépenses sont répercutées au Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes selon le prorata des surfaces occupées soit 52,72% (cf article 1 et annexe).

Le Département du Cantal assure les travaux de mise en conformité des locaux, les travaux relevant du clos couvert, de manière générale tous les travaux qui relèvent des articles 606 du Code Civil.

Le reversement des charges s'effectuera en 2 fois.

- Un premier acompte en octobre (sur factures payées par le Département sur la période de janvier à septembre)
- Le solde en janvier de l'année n+1 (sur factures payées par le Département sur la période d'octobre à décembre)

Il sera refacturé au Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes par le service gestionnaire concerné du Département l'affranchissement effectif du courrier.

ARTICLE 4 - RESPONSABILITE -ASSURANCES

Le Département du Cantal assure les locaux mis à disposition, à hauteur des responsabilités qu'il assume en tant que propriétaire.

Le Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes assure en dommages aux biens et en responsabilité civile pour tous les risques locatifs pouvant survenir pendant les périodes de mises à disposition des biens.

Le Département du Cantal ne saurait voir sa responsabilité engagée en cas de dommages ou de dégradations qui pourraient survenir du fait de l'occupation des locaux par le personnel de la Région Auvergne Rhône-Alpes et par les personnes accueillies par lui.

ARTICLE 5 : TRAVAUX D'AMELIORATION

Aucune modification ne pourra être apportée à l'état des lieux de prise en charge du bâtiment sans une autorisation expresse du Département du Cantal, propriétaire. Seules les modifications prévisionnelles comme indiquées à l'annexe 4 sont autorisées à partir de la date d'effet de la présente convention.

Les améliorations immobilières effectuées par le Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes seront acquises par le Département du Cantal.

ARTICLE 6 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée initiale allant jusqu'au 28 février 2025. Elle est renouvelable tacitement deux fois pour la même durée. Les parties prévoient de se revoir 3 mois avant son échéance afin de discuter des modalités de son renouvellement.

Elle prend effet à compter du 1^{er} mars 2023.

ARTICLE 7 - MODIFICATION – RESILIATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant. Sur demande d'un des partenaires, la convention peut être dénoncée par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception avec un préavis de 3 mois minimum.

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal Administratif. Elle en informe préalablement l'autre Partie.

Fait en deux exemplaires originaux à AURILLAC, le

Pour le département du cantal,
Monsieur le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

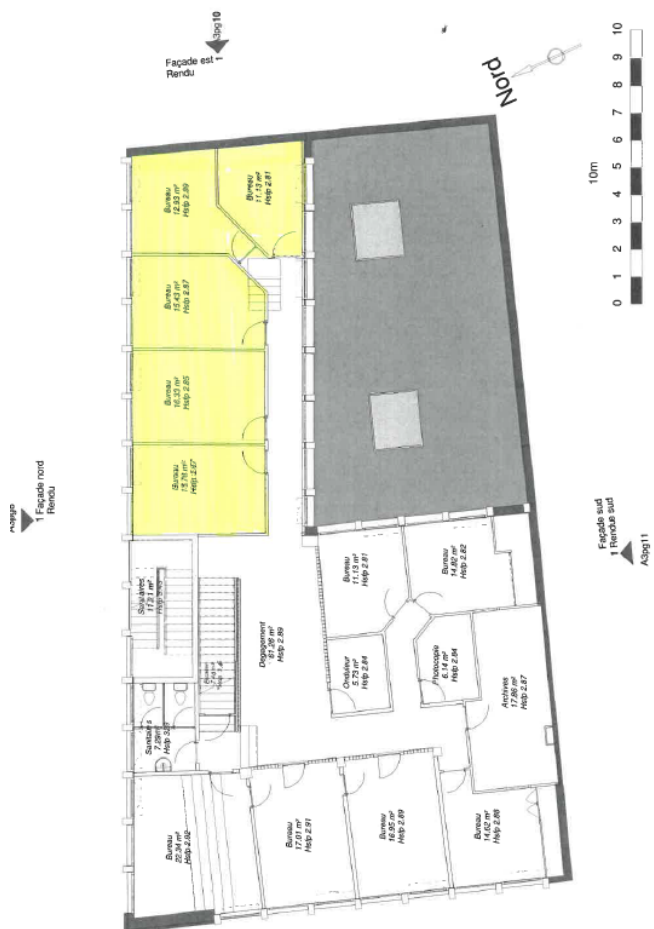
Pour le Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes,
Monsieur le Président,

Laurent WAUQUIEZ

ANNEXE 1 : répartition des charges en fonction des surfaces d'occupation.

	SURFACES EN M²				
	Totales	REGION AUVERGNE RHONE ALPES	CANTAL DESTINATION	CD15	Parties communes
RDC	210,75	135,16			75,59
Salle de réunion N°7	45	15	15	15	
Salle de réunion N°8	62,98			62,98	
1er étage	261,02	71,6	120,87		68,55
TOTAL (hors parties communes)	420,61	221,76	135,87	62,98	144,14
% occupation (hors parties communes)	100,00%	52,72%	32,30%	14,97%	
Prorata des parties communes	144,14	76,00	46,56	21,58	
TOTAL DES SURFACES	564,75	297,76	182,43	84,56	
% répartition charges	100,00%	52,72%	32,30%	14,97%	

ANNEXE 2 : plan du 1^{er} étage, locaux mis à disposition bâtiment sis 12, rue Marie Maurel – 15000 AURILLAC



AURILLAC



208

Extrait des délibérations de la Commission Permanente

REUNION DU 24 FÉVRIER 2023

DELIBERATION N°23CP02-33

Garantie d'emprunt au profit de l'ADAPEI - 1 250 000 euros - Foyer Oiselet à Mauriac

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-quatre février à neuf heures, la Commission Permanente du Conseil départemental, régulièrement convoquée le 8 février 2023, s'est réunie à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

*Absent(s) excusé(s)
ayant donné pouvoir*

M. Jean-Yves BONY donne procuration à Mme Marie-Hélène CHASTRE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

En application des délégations consenties à la Commission Permanente par délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021,

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu les articles L3231-4 et L3231-4-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-11 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers de demande de garantie d'emprunt ;

Vu la délibération n° 21CD02-13 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil départemental en matière d'emprunts, de trésorerie et d'instruments de couverture ;

Considérant la demande formulée par l'ADAPEI, ayant son siège social 1 rue Laparra de Fieux, 15000 Aurillac, par courrier en date du 13 janvier 2023 tendant à obtenir la garantie partielle du Département, à hauteur de 1 250 000 € pour un emprunt d'un montant total de 2 500 000 €, à contracter auprès du Crédit Agricole pour financer les travaux de réhabilitation du Foyer Oiselet à Mauriac ;

Considérant l'acceptation par les Services du Département du programme pluriannuel d'investissement présenté par l'ADAPEI incluant ce projet ;

Considérant l'offre de prêt entre l'ADAPEI, ci-après l'Emprunteur et le Crédit Agricole ;

Ladite offre est jointe en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;

- **DECIDE** d'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 250 000 € souscrit par l'Emprunteur auprès du Crédit Agricole, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de l'offre.

Les caractéristiques du prêt garanti à contracter auprès du Crédit Agricole sont les suivantes :

- Montant : 1 250 000 €
- Durée totale : 240 mois
- Taux d'intérêt : 0,8900 %

La garantie de la Collectivité à hauteur de 50 % est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Agricole, la Collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **DECIDE** de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

- **APPROUVE** la convention à intervenir entre l'ADAPEI et le Département pour le contrat de prêt qui sera conclu entre le Crédit Agricole et l'ADAPEI, telle que jointe en annexe de la délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer la convention et le cas échéant, à signer les avenants correspondants et tout acte s'y rapportant visant à limiter le risque du Département.

Publication : 28-02-2023

Transmission Préfecture : 28-02-2023

Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations
du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Contrat Prêteur

Financement : PY2548
Numéro de client : 01939267

Concernant l'emprunteur :

ADAPEI

Référence du prêt : 00003731505

Emetteur :

MARCHE COLLECTIVITES PUBLIQUES
024735 - DELCLAUD AGNES



Référence(s) dossier : 00003731505

DEMANDE DE FINANCEMENT CT/MT PROFESSIONNEL
MARCHE : ASSOCIATIONS CA INF A 1, - PERSONNE MORALE

Nom de l'instructeur	DELCLAUD AGNES	N° Client/Partenaire	01939267
N° de téléphone de l'instructeur	05 55 29 52 33 (non surtaxé)	N° d'opération	PY2548
Agence instruction	MARCHE COLLECTIVITES 0000473	N° compte support du prêt	66116229715
Agence client	AURILLAC ENTREPRISES 0000540	Niveau de délégation	COMITE ENGAGEMENTS
Nom du prescripteur		Stade d'avancement	DECISION PRISE ATTENTE REAL
Projet	01869820 foyer de l oiselet travaux		

TRAITEMENT ADMINISTRATIF DU DOSSIER

Délégation agence :	Non	Réalisation en agence :	Oui	Nature des garanties :	Niveau agence
IRA négociées :		ADE : SANS CONTRAT			
Intervenant extérieur :					
Code archivage :					

AUTRES OPERATIONS EN INSTANCE

Partenaire	N° opé.	Montant total en EUR	Stade d'avancement	Partenaire	N° opé.	Montant total en EUR	Stade d'avancement
01939267	QS0069	2 000 000,00	Decision prise attente real				

DESIGNATION / ETAT-CIVIL

EMPRUNTEUR			
Forme juridique :	ASSOC PRIVE	Raison sociale :	ADAPEI
Activité économique :	Action sociale sans hébergement	Date de début d'activité :	01/05/1981
Numéro RCS :	321984130	Numéro SIRET :	32198413000310
Siège social :	ADAPEI 1 RUE LAPARRA DE FIEUX 15000 AURILLAC		
Régime fiscal :	INCONNNU	Capital social :	
Cotation BDF :	X0	Cotation ANADEFI :	
		Identifiant Personne :	01901997
REPRESENTANT			
Nom patronymique :	MONSIEUR COSTES	Nom marital :	
Date de naissance :	02/03/1957	Age :	066
Adresse :	MONSIEUR COSTES ALAIN 40 BOULEVARD DU PONT ROUGE 15000 AURILLAC		
Pays de Naissance :	France	Résident :	Oui
Situation de famille :	Marie	Régime matrimonial :	Avec contrat
Activité économique :	NE S'APPLIQUE PAS	Date de début d'activité :	
Numéro SIRET :			
FICP :	FCC :	Identifiant Personne :	01801730

Initiales :

HC

1 / 6

ASSOCIES / INTERVENANTS

Qualité Nom Prénom	Age	Type de relation	Type d'intervention contrat	% capital détenu	Id. personne
MR. COSTES ALAIN	066	Représentant	Signataire		01801730

NATURE DU PROJET

Bien financé :	Batiment a usage professionnel	
Destination de financement :	Agrandis. batiment usage professionnel	STANDARD
Lieu d'investissement :	MT PROF FIXE AURILLAC	

PLAN DE FINANCEMENT

Montant de la dépense HT :	2 500 000,00 EUR	Autofinancement :	500 271,50 EUR
TVA :	500 000,00 EUR	Prêts MT sollicité :	2 500 000,00 EUR
Frais de dossier :	250,00 EUR	Prêts CT sollicités :	
Frais de garantie :	21,50 EUR	Prêts extérieurs MT :	
Frais pris par les intermédiaires (courtiers) :		Prêts extérieurs CT :	
Parts sociales :			
Frais d'assurance externe :			
Total des dépenses :	3 000 271,50 EUR	Total des ressources :	3 000 271,50 EUR

Quotité de financement (hors frais) : 83 %

Quotité de financement (frais compris) : 83 %

PRETS SOLLICITES

N° de prêt	Produit	Type d'amortissement	Index	Taux en %	Montant initial du prêt en EUR	Durée en mois	Différé capital (DC) Différé total (DT) Anticipation (AN)		Périodicité	1 ^{ère} échéance Amortis. en EUR	1 ^{ère} prime ADE en EUR
							Nature	Mois			
01	MT PRO	AMORT.CST.		0,8900	2 500 000,00	240			M	10 416,67	

Montant du financement : 2 500 000,00 EUR

Echéance annuelle totale théorique hors ADE : 125 000,04 EUR

PRETS EXTERIEURS SOLLICITES

Nature du prêt	Prêteur	Montant initial en EUR	Taux en %	Durée	Périodicité	Echéance du prêt en EUR

PRETS A REMBOURSER / DEDUIRE

N° des prêts	Produit	Montant initial en EUR	Capital restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Périodicité	Date fin de prêt

DETAIL DES PRETS AVANT PROJET

Partenaire	N° des prêts	Produit	Montant initial en EUR	Capital restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Périodicité	Date fin de prêt
01939267	00000069362	MT PRO	31 000,00	8 199,36	129,17	M	15/12/2026
01939267	00000094221	MT PRO	245 000,00	49 000,64	1 020,83	M	15/12/2026
01939267	00000094385	MT PRO	30 000,00	6 000,00	125,00	M	15/12/2026
01939267	00000094406	MT PRO	150 000,00	30 000,00	625,00	M	15/12/2026
01939267	00003537098	MT PRO	580 000,00	546 968,33	2 157,10	M	10/05/2046
01939267	00003537182	MT PRO	260 000,00	245 192,62	966,98	M	10/05/2046
01939267	00003725725	MT PRO	1 200 000,00	1 140 000,00	5 000,00	M	10/12/2041
01939267	00003731490	MT PRO	800 000,00	793 333,34	3 333,33	M	10/10/2042
01939267	00003731528	MT PRO	463 695,00	448 238,50	7 728,25	M	10/10/2027
01939267	PLAFOND GLOBAL SOUS-PLAFOND	TRES ASS. CONT INDET	5 000 000,00				05/07/2028
01939267		OCCC	5 000 000,00	5 000 000,00			05/07/2028

PRETS EXTERIEURS A REMBOURSER / DEDUIRE

Montant à rembourser :

Charge mensuelle à déduire :

DETAIL DES PRETS EXTERIEURS AVANT PROJET

Titulaire	Produit	Montant initial en EUR	Capital restant dû en EUR	Montant échéance en EUR	Périodicité	Date fin de prêt

Encours après projet :

10 764 932,79 EUR

Encours total après projet :

10 764 932,79 EUR

Montant cautions données en garantie :

Encours extérieur après projet :

dont sans garantie :

9 314 932,79 EUR

CRD sur cautions données en garantie :

Refs :

Refs :

0000

DESIGNATION DES GARANTIES

Type de garantie	Désignation garantie	N° de prêt	Montant du prêt en EUR	Montant ou % du prêt garanti
Caut.collectivite publique	01904489 departement du cantal	01	2 500 000,00	1 250 000,00 EUR

ASSURANCE DES PRETS SOLLICITES

Nom prénom des assurés	N° Prêt	Compagnie Assureur	Code contrat	Quotité ITT (en %)	Quotité Décès (en %)	Quotité Chômage (en %)	QS	Taux de cotisation (en %) (1)	Coût mensuel Assurance en Euros (2)	Coût total assurance en Euros (3)

(1) Taux de cotisation de l'Assurance Emprunteur.

(2) Le coût mensuel de l'assurance s'ajoute à l'échéance de remboursement du prêt.

(3) Le coût total de l'assurance est calculé sur la durée totale du prêt. Par exception, pour les personnes ne pouvant pas être assurées sur la durée totale du prêt, ce coût total de l'assurance est calculé sur la durée totale du contrat d'assurance.

Initiales :





ENGAGEMENTS DES EMPRUNTEURS

Engagement d'information envers la Caisse Régionale prêteuse

Les emprunteurs s'engagent à informer dans les meilleurs délais la Caisse Régionale prêteuse de tout changement dans leur situation ci-dessus déclarée jusqu'à l'éventuelle réalisation du ou des prêt(s) sollicité(s).

PROTECTION DES DONNÉES – SECRET PROFESSIONNEL

1 - Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent document, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-centre-france/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utilisons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnés à l'article 2 « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Client 63045 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9, ou courriel : webmaster@ca-centre-france.fr**. Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veuillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :

Crédit Agricole Centre France - DPO - 3 Avenue De La Libération - 63045 Clermont-Ferrand Cedex 9 ;
dpo@ca-centre-france.fr

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenay, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

2 - Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats,
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale, pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;

i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
(j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.


Autorisation de transmettre des informations à des tiers

Les emprunteurs ci-avant désignés acceptent que toutes informations utiles sur le dossier, notamment l'accord ou le refus des prêts soient communiquées à toute personne concernée par le dossier (prescripteur, agent immobilier, notaire), déchargeant le prêteur de son obligation de secret bancaire quant à ces personnes.

Déclaration d'exactitude des renseignements fournis

Les emprunteurs soussignés certifient complets, exacts, sincères et véritables les renseignements ci-dessus fournis pour justifier leur situation financière et patrimoniale portant notamment sur la description de leur endettement, la composition de leur patrimoine, le niveau de leurs ressources et revenus. Ils reconnaissent avoir été informés qu'en cas de fausses déclarations, ils seront constitués débiteurs de mauvaise foi et seront susceptibles, en conséquence, sous réserve de l'appréciation des tribunaux d'être déchus du bénéfice du titre I de la loi 89-1010 du 31/12/1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles.

SIGNATURES DES EMPRUNTEURS

Emprunteur principal	Coemprunteur 1	Coemprunteur 2	Coemprunteur 3
MONSIEUR COSTES ALAIN			
A Le 	A Le	A Le	A Le



CRÉDIT AGRICOLE CENTRE FRANCE

Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE

63045 CLERMONT FERRAND CEDEX 9

Tél : 08 00 40 00 00 (non surtaxé)

Siège Social : 3 avenue de la libération 63000 CLERMONT FERRAND

RCS : SIREN 445 200 488 RCS CLERMONT FERRAND

CONTRAT DE PRET

Les présentes ont pour objet de définir les conditions financières, particulières et générales d'un prêt consenti par la Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07023162 ci-après dénommé(e) le « **Prêteur** ».

Le présent prêt est consenti par le **Prêteur** :

ADAPEI

dont le siège social est : 1 RUE LAPARRA DE FIEUX
15000-AURILLAC

Code APE : 8899B
Numéro SIREN : 321984130

Représenté(e) par :

MONSIEUR COSTES ALAIN en qualité de REPRESENTANT

ci-après dénommé(s) l'« **Emprunteur** » quand bien même seraient-ils plusieurs.

Ces appellations désignent également les mandataires conventionnels ou les représentants légaux des parties.

Si le présent contrat comporte plusieurs prêts, la somme totale est désignée par abréviation le **Prêt**.

Chaque prêt est accompagné de ses conditions financières et particulières, comportant la désignation du crédit, ses conditions de remboursement, son taux effectif global et les garanties exigées.

Date d'édition du contrat : 02/03/2022

Les conditions de ce contrat sont valables jusqu'au 01/04/2022.

Dispositions spécifiques au démarchage

Lorsque le prêt a été conclu après qu'il a été précédé d'un démarchage dans les conditions fixées aux articles L 341-1 et suivants du code monétaire et financier, les dispositions suivantes sont également applicables.

A la demande de l'**Emprunteur**, le contrat prendra effet dès sa signature.

L'**Emprunteur** conserve néanmoins le droit de se rétracter dans le délai de 14 jours calendaires à compter de la signature du prêt, par lettre recommandée, adressée au siège social du **Prêteur**, dont l'adresse est en tête des présentes, indiquant les coordonnées de l'**Emprunteur** et la référence de financement du contrat de prêt faisant l'objet de la rétractation.

Si tout ou partie du prêt a déjà été mis à la disposition de l'**Emprunteur**, la rétractation n'est valablement exercée qu'à la condition d'être immédiatement accompagnée de la restitution de ces fonds et au plus tard dans les trente jours.

La rétractation intervient sans frais ni pénalité. Toutefois, si le contrat a commencé à être exécuté lorsqu'intervient la rétractation, le **Prêteur** pourra demander le paiement proportionnel du service financier fourni, c'est-à-dire des intérêts au taux contractuel depuis la date de mise à disposition des fonds.

Compte n° : 66116229715 - Agence de : AURILLAC ENTREPRISES

Référence financement : PY2548

OBJET DU FINANCEMENT

CONSTRUCTION ET REHABILITATION FOYER DE L'OISELET MAURIAC

CONDITIONS FINANCIERES ET PARTICULIERES DU PRET

Référence du prêt : 00003731505 (numéro susceptible de modifications à l'initiative du **Prêteur**)

DESIGNATION DU CREDIT

MT PROFESSIONNEL

Montant : deux millions cinq cent mille euros (2 500 000,00 EUR)

Durée : 240 mois

Taux d'intérêt annuel fixe : 0,8900 %

La première mise à disposition des fonds devra être effectuée au plus tard le 20/10/2022. Passé ce délai, aucune demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

La mise à disposition totale des fonds devra être effectuée au plus tard le 15/10/2023. Passé ce délai, aucune nouvelle demande de mise à disposition de fonds ne pourra être acceptée par le **Prêteur**.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Taux d'intérêt annuel : 0,8900 % l'an

Frais de dossier : 250,00 EUR

Initiales :

Réf : GRCTRPRO_PDF-E35_2_S49_GREEN-2022.11.26.04.48.18.55

AC

Page 1/10

Frais d'information caution évalués à : 430,00 EUR
Taux effectif global : 0,89 % l'an
Taux effectif global en fonction de la périodicité mensuelle : 0,07 %

CONDITIONS DE REMBOURSEMENT

Périodicité : mensuelle
Nombre d'échéances : 240 Jour d'échéance retenu le : 10
Date de première échéance liée à la mise à disposition des fonds du prêt et précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Date de dernière échéance précisée au tableau d'amortissement du prêt.
Montant des échéances sans Assurance Emprunteur :

239 échéance(s) de 10 416,67 EUR (capital auquel seront ajoutés les intérêts)

1 échéance(s) de 10 415,87 EUR (capital auquel seront ajoutés les intérêts)

Les intérêts sont payables à terme échu.
Le remboursement du capital s'effectuera par amortissement constant.

GARANTIES

A la sûreté et remboursement du présent prêt en principal et intérêts, frais, indemnités et autres accessoires et de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent contrat, l'**Emprunteur** ou un tiers constituant fournit au **Prêteur** la(les) garantie(s) désignée(s) ci-dessous :

CAUTION COLLECTIVITE PUBLIQUE

DEPARTEMENT DU CANTAL
dont le siège social est : 28 AVENUE GAMBETTA
15000 AURILLAC

Immatriculée 221500010 RCS

Représenté(e) par :

- MR FAURE BRUNO dûment habilité

Pour un montant en principal de 1 250 000,00 EUR, plus intérêts, commissions, frais et accessoires.

REMBOURSEMENT ANTICIPE - INDEMNITE

L'**Emprunteur** a la faculté de rembourser par anticipation son prêt, en partie ou en totalité, à tout moment.
Une demande devra être adressée au **Prêteur** par lettre recommandée avec avis de réception portant mention de la date précise du remboursement anticipé et s'il s'agit d'un remboursement partiel, du montant du remboursement envisagé. Si cette date coïncide avec une date d'échéance, cette échéance sera exigible et le capital à rembourser par anticipation sera celui restant dû après cette échéance. Tout remboursement anticipé pourra être partiel ou total ; sans pouvoir être inférieur à 10 % du montant initial du prêt sauf s'il s'agit de son solde.

Tout remboursement anticipé donnera lieu au paiement par l'**Emprunteur** des indemnités suivantes :

- une indemnité de gestion égale à 10 % du capital remboursé par anticipation ;

Les intérêts normaux courront jusqu'au jour du remboursement anticipé effectif.

JUSTIFICATION DES FONDS

L'**Emprunteur** s'engage à fournir au **Prêteur** le jour de la mise à disposition des fonds ou à défaut, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds, les justifications relatives à l'objet du prêt et au montant de la dépense.

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à effectuer tout contrôle sur place ou sur pièce de l'exactitude des justifications fournies.

L'**Emprunteur** reconnaît que, à défaut d'une présentation des justifications de la dépense ayant servi de base au calcul du prêt, le prêt deviendra exigible.

L'**Emprunteur** s'engage, dans le cas où le montant des dépenses réellement engagées se révélerait inférieur au coût du projet figurant dans la demande, à rembourser à due concurrence une partie du montant réalisé.

FINANCEMENT A COURT TERME D'ATTENTE

En cas de mise à disposition des fonds préalable d'un prêt à court terme d'attente ayant permis à l'**Emprunteur**, d'effectuer ses investissements sans retard, l'**Emprunteur** donne ordre au **Prêteur** de rembourser dès la réalisation du prêt, et nonobstant tout autre terme convenu, toutes les sommes dues au titre du financement à court terme d'attente, celui-ci ayant la même destination que le présent prêt.

CONDITIONS GENERALES

DECLARATION GENERALE

L'**Emprunteur** et éventuellement le **Caution** déclarent qu'il n'existe de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la conclusion des présentes par suite de faillite, redressement judiciaire, cessation de paiement, liquidation des biens, confiscation, mise sous séquestre totale ou partielle de leurs biens, placement sous un régime de protection de la personne les privant de leur pleine capacité juridique (par exemple tutelle) ou tout autre motif, et que leur situation d'endettement est celle indiquée lors de la demande de prêt.

ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

L'**Emprunteur** s'engage :

- à fournir les garanties prévues aux présentes,
- à payer les frais, droits et indemnités auxquels pourraient donner lieu les présentes et leurs suites et autorise le **Prêteur** à prélever les frais de dossier selon le barème en vigueur ainsi que toutes sommes dues et non encore payées par l'**Emprunteur** y compris, le cas échéant, les frais de garantie,
- à fournir les justificatifs d'adhésion pour l'assurance emprunteur obligatoire,
- à employer les fonds du prêt, qui lui est consenti par le **Prêteur**, selon la désignation et la destination précisées dans les présentes,
- à se soumettre à toutes opérations de vérification, contrôle, effectuées par le **Prêteur** ou ses mandataires en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt. Il s'engage en outre à fournir au **Prêteur** à toute époque tout renseignement qui pourra lui être demandé sur sa situation financière et notamment tous documents comptables et/ou fiscaux.

DECLARATION DE L'EMPRUNTEUR

Initiales : 

L'Emprunteur déclare :

- que la signature de ce contrat a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution du contrat sont prises,
- que ses comptes sociaux sont sincères et vérifiables et, le cas échéant, certifiés par les Commissaires aux Comptes,
- qu'il ne relève ou n'est susceptible de relever d'aucune procédure collective ou d'aucun règlement amiable,
- qu'il est à jour de ses paiements vis-à-vis de l'Administration Fiscale, des Douanes, de la Sécurité Sociale et d'autres organismes sociaux,
- qu'aucun événement en cours n'est constitutif d'un cas d'exigibilité anticipée prévu par les présentes.

CONDITION SUSPENSIVE - CONDITION RESOLUTOIRE STIPULEES AU SEUL BENEFICE DU PRETEUR

Les clauses du présent paragraphe sont stipulées au seul bénéfice du **Prêteur**.

Lorsqu'une garantie est exigée par le **Prêteur**, le prêt est en principe consenti sous la condition suspensive que cette garantie soit effectivement donnée. Si le prêt est réalisé avant que la garantie soit effectivement donnée, à défaut de constitution de la garantie, les sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur** doivent être immédiatement remboursées au **Prêteur**.

Lorsqu'une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, le prêt est consenti sous la condition suspensive que cette Assurance Emprunteur soit effectivement souscrite et, le cas échéant, déléguée au profit du **Prêteur**.

Si le prêt est réalisé avant la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur soit dans le cas où l'**Emprunteur** n'était pas accepté par l'Assureur au titre du contrat d'Assurance Emprunteur proposé par le **Prêteur** ou si l'**Emprunteur** n'acceptait pas la proposition faite par l'Assureur (acceptation avec réserves ou à un taux majoré) dans un délai de 4 mois à compter de l'envoi de cette proposition, le contrat de prêt pourrait être résolu de plein droit sans aucun frais ni pénalité, sur simple demande de l'**Emprunteur**, présentée dans le délai d'un mois à compter de la notification du refus d'acceptation, ou à l'initiative du **Prêteur** par lettre recommandée adressée à l'**Emprunteur**, entraînant le remboursement immédiat au **Prêteur** des sommes versées par le **Prêteur** à l'**Emprunteur**.

Le prêt est également consenti sous la condition résolutoire qu'il ne soit porté à la connaissance du **Prêteur**, postérieurement à sa décision d'accorder le prêt, aucun fait ou information qui aurait été de nature - si le **Prêteur** en avait été informé - à conduire à un refus du prêt. En outre, le contrat doit être conclu dans les deux mois suivant la décision du **Prêteur** d'accorder le prêt ; à défaut le **Prêteur** peut revenir sur son accord et refuser le prêt ou en modifier les clauses et conditions.

REALISATION DU PRET

La mise à disposition des fonds du ou des présents prêts se fera à partir de la conclusion du contrat principal, c'est-à-dire :

- pour une acquisition, à partir de la signature du contrat de vente,
- pour les constructions, améliorations ou autres financements : au fur et à mesure de l'avancement des travaux ou de la présentation de factures.

Après versement de l'apport personnel exigé par le **Prêteur**, la réalisation du prêt s'effectue, généralement :

- soit au moyen d'un virement adressé au Notaire ou au rédacteur de l'acte objet du prêt,
- soit au moyen d'un chèque émis à l'ordre du vendeur, remis à l'**Emprunteur** ou adressé directement au vendeur,
- soit par versement au compte de l'**Emprunteur**, ou au profit de tous les délégataires désignés par lui et acceptés par le **Prêteur**.

De convention expresse, si le prêt est réalisé sur le compte courant de l'**Emprunteur**, cette réalisation n'opérera aucune novation de la créance du **Prêteur**, et n'affectera notamment en aucune manière les sûretés consenties à ce dernier en garantie du remboursement du prêt.

Dans l'hypothèse où le prêt est réalisé par inscription sur le compte de l'**Emprunteur**, celui-ci reconnaît que la réalisation du prêt et de ses remboursements seront suffisamment justifiés par les écritures du **Prêteur**.

Dans tous les cas, si une Assurance Emprunteur est exigée par le **Prêteur**, la réalisation pourra être suspendue jusqu'à la date de conclusion de l'adhésion à l'Assurance Emprunteur.

PRET DEBLOQUE PAR TRANCHES

Si le prêt est débloqué en plusieurs tranches, les intérêts ne seront dus que sur les sommes débloquées.

Le capital s'amortira au fur et à mesure des déblocages de fonds en fonction des dates de versement et de la périodicité des remboursements. De ce fait les échéances du prêt varieront en conséquence et ne seront stabilisées qu'après le versement de la dernière tranche.

AUTORISATION DE PRELEVEMENT

L'**Emprunteur** autorise le **Prêteur** à débiter son compte de façon permanente du montant des sommes exigibles. Tous les versements auront lieu au siège du **Prêteur**, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une de ses Agences.

CONTRE-PASSATION

Dans la mesure où l'opération de prélèvement autorisée par l'**Emprunteur** à la clause « AUTORISATION DE PRELEVEMENT » aurait pour effet de faire apparaître un débit au solde du compte de l'**Emprunteur**, ce dernier autorise le **Prêteur** à contre-passer l'écriture de débit sans que cette opération emporte novation de la créance constatée au contrat de prêt.

EXCLUSION DU COMPTE COURANT

Les parties reconnaissent expressément l'autonomie du contrat de prêt et conviennent expressément d'exclure toute créance résultant du prêt de tout mécanisme de compensation inhérent à la relation de compte courant, et ce notwithstanding toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans toute convention conclue entre les parties. L'**Emprunteur** renonce ainsi à exercer tout droit de compensation dont il pourrait se prévaloir pour le paiement des créances issues du contrat de prêt y compris la compensation pour dettes connexes.

REMBOURSEMENT DU PRET - PAIEMENT DES INTERETS - INDEMNITES

L'**Emprunteur** s'engage à rembourser le prêt et à payer des intérêts au **Prêteur** conformément aux dispositions des conditions financières et particulières des présentes. En cas de financement soumis au code de la consommation, l'utilisation de lettre de change ou de billet à ordre pour le remboursement du crédit est interdite.

Le montant de la première échéance sera minoré ou majoré du montant des intérêts en fonction de la date effective de remise des fonds par rapport au point de départ du délai d'amortissement.

Le montant des échéances en capital et intérêts est précisé sur le tableau d'amortissement remis à l'**Emprunteur**.

Intérêts de retard :

Toute somme non payée à son échéance ou à sa date d'exigibilité donnera lieu de plein droit et sans mise en demeure préalable au paiement d'intérêts de retard dont le taux est précisé au paragraphe « TAUX DES INTERETS DE RETARD » ou pour les prêts soumis au Code de la Consommation au paragraphe « DÉFAILLANCE DE L'EMPRUNTEUR ».

Il en sera de même de toutes avances faites par le **Prêteur** notamment pour les primes payées aux compagnies d'assurance.

Les intérêts de retard sont exigibles à tout instant et si, par suite de leur retard de paiement, ils sont dus pour une année entière, ils produiront eux-mêmes des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus, et ce, conformément aux dispositions de l'article 1343-2 du Code Civil relatif à la capitalisation des intérêts.

Indemnité de recouvrement due si le prêt n'est pas soumis au code de la consommation :

Si pour parvenir au recouvrement de sa créance, le **Prêteur** a recours à un mandataire de Justice ou exerce des poursuites ou produit à un ordre, l'**Emprunteur** s'oblige à lui payer, outre les dépens mis à sa charge, une indemnité forfaitaire de 7 % calculée sur le montant des sommes exigibles avec un montant minimum de 2 000 euros.

IMPUTATION DES PAIEMENTS

Tous paiements partiels de l'**Emprunteur** s'imputent d'abord sur la portion du PRET non garantie lorsque les sûretés du PRET ne garantissent qu'une partie du PRET, et notamment en cas de cautionnement limité.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Solidarité

Il est expressément stipulé que toutes les obligations résultant du présent contrat à la charge de l'**Emprunteur** engageront solidairement toutes les personnes désignées sous cette entité.

Indivisibilité en cas de décès

La créance du **Prêteur** étant stipulée indivisible pourra être réclamée à chacun des héritiers de tout débiteur conformément à l'article 1320 dernier alinéa du Code Civil. Ceux-ci auront éventuellement à supporter solidairement les frais de signification faite en vertu de l'article 877 du Code Civil.

TAUX DES INTERETS DE RETARD

Le taux des intérêts de retard sera égal au taux du prêt, majoré de **3,0000** point(s).

CAUTION D'UNE COLLECTIVITE PUBLIQUE

Le représentant de la Commune désigné au chapitre « GARANTIES » des conditions particulières, agissant en son nom, déclare que par délibération ci-dessus rappelée, approuvée par l'autorité de tutelle compétente, le Conseil Municipal a décidé de se constituer caution solidaire, avec renonciation aux bénéfices de discussion et de division, de la **Collectivité Emprunteuse** pour le remboursement du présent prêt et s'est engagé à faire voter à cet effet, une imposition à l'amortissement du prêt consenti.

En outre, le représentant ci-dessus désigné es-qualités oblige la **Collectivité Emprunteuse** à effectuer le paiement des échéances au **Prêteur** en cas de défaillance de la **Collectivité Emprunteuse** susvisée selon les conditions stipulées au présent contrat ; il oblige également la **Collectivité Emprunteuse** à prendre toutes dispositions pour que l'imposition décidée en garantie du remboursement soit toujours d'un montant égal à celui de l'annuité et soit maintenue jusqu'au remboursement intégral du prêt. Le **Prêteur** pourra, à tout moment, s'assurer que le budget communal comporte bien en recettes et dépenses les prévisions correspondant au service du présent prêt, et en cas d'inexécution des engagements ci-dessus, sous réserve de la faculté de réclamation prévue, saisir l'autorité de tutelle compétente en vue de l'inscription d'office au budget de la **Collectivité Emprunteuse** des sommes nécessaires au service de l'emprunt. Le **Prêteur** pourra sans avoir à respecter d'autre formalité que l'envoi d'une simple lettre recommandée, exercer son recours contre la **Caution** dès que la créance, objet du présent prêt, sera devenue exigible pour une cause quelconque, notamment en cas de déchéance du terme.

Le présent engagement demeurera valable jusqu'à complet remboursement en principal, intérêts, frais et accessoires de la créance ainsi garantie.

ASSURANCE DES BIENS FINANCES OU DONNES EN GARANTIE

L'**Emprunteur** reconnaît avoir été informé qu'en cas de sinistre occasionnant la perte totale ou partielle du bien financé, il devra poursuivre le remboursement de son prêt conformément aux dispositions contractuelles et qu'à défaut, il s'expose à la déchéance du bénéfice de son prêt et, le cas échéant, à la déclaration des incidents de paiement à la Banque de France. S'il décide de ne pas souscrire à une assurance couvrant les risques de perte et dommages notamment en cas d'incendie du bien financé ou d'y renoncer, c'est en toute connaissance de cause qu'il devra en assumer les conséquences, le **Prêteur** ne pouvant être tenu pour responsable à quelque titre que ce soit de la décision de l'**Emprunteur**.

Lorsque le bien financé ou un autre bien est donné en garantie du présent prêt, l'**Emprunteur**, et/ou le cas échéant le **Tiers Garant**, s'oblige(nt) après l'octroi du prêt, à informer le **Prêteur** et à lui fournir, à sa demande les justificatifs de toute assurance souscrite en vue de couvrir les risques de perte et dommages du bien donné en garantie, pour permettre au **Prêteur**, conformément à l'article L.121-13 du code des assurances, de faire opposition à tout moment et pendant la durée du crédit entre les mains de l'assureur.

L'adhésion à une assurance contre les risques de perte et dommages du bien financé ou donné en garantie ne constitue pas une condition d'octroi du crédit.

En cas de sinistre du (ou des) bien donné en garantie, l'**Emprunteur** et/ou le **Tiers Garant** le cas échéant, s'engage(nt) à en informer immédiatement le **Prêteur**, les indemnités dues par l'assureur seront jusqu'à concurrence du montant de la créance exigible résultant des présentes versées directement par lui au **Prêteur** conformément aux dispositions de l'article L.121-13 du code des assurances.

L'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, aura la faculté de rétablir le bien donné en garantie dans son état primitif dans un délai d'un an à partir du sinistre.

L'indemnité sera alors remise à l'**Emprunteur**, ou le cas échéant au **Tiers Garant**, déduction faite de ce qui sera exigible, par acomptes qui lui seront versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, constaté s'il y a lieu par un délégué du **Prêteur**. Si à l'expiration de ce délai d'un an l'**Emprunteur**, ou le cas échéant le **Tiers Garant**, n'a pas commencé à faire reconstruire ou s'il a notifié son intention de ne pas reconstruire, l'indemnité sera définitivement acquise à due concurrence au **Prêteur** et imputée sur la créance comme versement par anticipation.

DECHANCE DU TERME

Exigibilité du présent prêt

Le prêt deviendra de plein droit exigible, si bon semble à la banque, en capital, intérêts, frais, commissions et accessoires par la seule survenance de l'un quelconque des événements énoncés ci-dessous et dans les huit jours de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'**Emprunteur** par le **Prêteur** :

- en cas de non-respect d'un seul des engagements stipulés à ce contrat, notamment en cas d'utilisation des fonds à une destination autre que celle indiquée au contrat de prêt ou de déclaration inexacte, et/ou le cas échéant de l'acte séparé établissant la garantie du prêt,
- en présence d'une Assurance Emprunteur obligatoire, en cas de renonciation à cette adhésion par l'**Emprunteur** dans les délais précisés dans la notice d'assurance ou de rétractation, si l'**Emprunteur** ne respecte pas l'engagement de souscription d'une assurance équivalente,
- à défaut de paiement à bonne date par l'**Emprunteur** d'une quelconque somme due au **Prêteur** au titre de ce présent prêt ou de tous autres contrats, à un quelconque organisme privilégié (notamment impôts, contributions, taxes, cotisations sociales) ainsi qu'à tout autre créancier (primes Assurance Emprunteur),
- si l'**Emprunteur** cesse de remplir les conditions réglementaires qui lui ont permis d'obtenir le présent prêt,

- dans le cas où les biens immeubles hypothéqués au profit du **Prêteur** appartenant à l'**Emprunteur** ou à un tiers seraient aliénés en totalité ou en partie, ou feraient l'objet d'une dépréciation du fait de l'**Emprunteur** ou de ce tiers,
 - si la garantie du prêt devient insuffisante, notamment dans le cas où les biens de l'**Emprunteur** ou de la **Caution** ne seraient pas suffisamment assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre ou seraient donnés en gage,
 - en cas de liquidation judiciaire, état d'insolvabilité ou de cessation des paiements révélés par des impayés, protêts ou déconfiture de l'**Emprunteur** ou de la **Caution**,
 - en cas de décès de l'**Emprunteur** et/ou de la personne adhérente à l'assurance groupe et ce à due concurrence du montant couvert par l'assurance,
 - en cas de cessation d'exploitation ou de cession de l'entreprise (individuelle ou sous forme sociale) comme au cas où l'**Emprunteur** cesserait de faire valoir personnellement son exploitation,
 - dans tous les cas où les justifications, renseignements et déclarations fournis par l'**Emprunteur** et les **Caution**s auraient été reconnus faux ou inexacts comme au cas où ceux-ci se seraient rendus coupables de toute manœuvre frauduleuse envers le **Prêteur**,
 - en cas de non-respect par l'**Emprunteur** de ses engagements ou de déclaration inexacte de sa part concernant les Sanctions Internationales,
 - en cas de perte par l'**Emprunteur** de plus de 50 % du capital social ou en cas de retrait de l'agrément particulier délivré par les Pouvoirs Publics,
 - en cas de fusion, scission, dissolution, apport de tout ou partie de l'actif social de l'**Emprunteur** à une autre société, modifications statutaires, relatives notamment à la répartition et à la détention du capital dans la société, à la modification de la personne des associés disposant d'un pouvoir effectif au sein de la société,
 - en cas de violation des statuts de l'**Emprunteur**, ou de leur modification sans que celle-ci ait été communiquée préalablement au **Prêteur**,
 - lorsque le prêt est garanti par un organisme de cautionnement, et dans le cas où sans accord préalable du **Prêteur**, les fonds provenant de la vente du bien immobilier objet du prêt ne seraient pas affectés au remboursement des sommes restant dues.
- La non-application immédiate d'un cas d'exigibilité ne vaudra pas renonciation à une mise en jeu ultérieure de cette clause.

EXIGIBILITE DES AUTRES PRETS

La survenance d'un des cas d'exigibilité ci-dessus mentionnés entraînera de plein droit l'exigibilité des prêts consentis tant antérieurement que postérieurement au présent prêt.

OBLIGATIONS D'INFORMATION INCOMBANT A L'EMPRUNTEUR

Tant que l'**Emprunteur** sera redevable d'une somme quelconque au titre du présent prêt à l'égard du **Prêteur**, il s'engage :

à fournir au Prêteur :

- annuellement et au plus tard six mois à compter de la date de l'arrêté comptable, tous les documents comptables et assimilés relatifs à la situation de l'entreprise (bilans, comptes de résultat, annexes, éventuellement balance, poste clients, carnet de commandes, état des stocks, et s'il y a lieu, rapport des commissaires aux comptes certifiant les comptes sociaux,.....).

Dans l'hypothèse où l'**Emprunteur** est une personne morale appartenant à un groupe de sociétés, il s'engage à fournir également les documents consolidés de l'ensemble du groupe six mois après la clôture de l'exercice.

- à tout moment, à la demande du **Prêteur** et dans les 21 jours de cette demande, toutes situations financières intermédiaires, tous documents et informations sur sa situation économique comptable et financière ainsi que sur celle de l'ensemble du groupe de personnes morales dont il fait éventuellement partie.

à notifier immédiatement au Prêteur :

- l'ouverture d'une procédure amiable ou de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de son entreprise ou de celle de la **Caution** ou encore celle de tout actionnaire détenant un tiers au moins de son capital social,
- toute décision de modification de la forme juridique de l'entreprise,
- la perte de la moitié de son capital,
- le changement de la personne de son représentant, la cession de la majorité de son capital social, ou de tout blocage du contrôle dudit capital.
- toute fusion, scission, absorption, apport partiel d'actif ou cessation d'activité.

à informer le Prêteur dans les 8 jours de leur survenance :

- de tout événement susceptible d'affecter sensiblement le volume de ses engagements financiers et notamment d'accroître ceux-ci de plus de 20 % par rapport au volume du trimestre précédent,
- de tout fait susceptible de nuire aux droits et garanties du **Prêteur**,
- de toute décision de rupture ou de non-renouvellement des concours par une autre banque.

Les informations prévues au présent article devront être communiquées par écrit au **Prêteur** même si les événements visés font par ailleurs l'objet d'une publication légale.

PREUVE

La preuve de la mise à disposition des fonds du prêt, de même que celle des remboursements, résultera des écritures du **Prêteur**.

CONTROLE ET VERIFICATION

Il est convenu que le **Prêteur** aura la possibilité et non pas l'obligation de procéder à tout moment à des opérations de vérification, contrôle, en vue de justifier que l'emploi des fonds est conforme à la destination du prêt.

TAUX EFFECTIF GLOBAL

Pour satisfaire aux prescriptions du Code de la Consommation, lors de la détermination du taux effectif global, peuvent être ajoutés au taux d'intérêt conventionnel, notamment le montant des frais de dossier, la prime Assurance Emprunteur, les frais fiscaux, le coût des garanties. Les éléments non connus avec précision au moment de l'octroi du prêt, n'ont fait l'objet que d'une estimation. Le taux effectif global, indiqué aux conditions financières et particulières, est calculé conformément à l'article L 314-1 du Code de la Consommation selon la méthode de calcul en vigueur à la date d'édition du présent document.

FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments, ainsi que les indemnités auxquels pourront donner lieu les présentes et leurs suites seront à la charge exclusive de l'**Emprunteur**. Celui-ci mandate expressément le **Prêteur** pour faire le nécessaire.

IMPOTS

Les taxes ou impôts qui viendraient grever le présent prêt avant qu'il ne soit remboursé, devront s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du **Prêteur**, être acquittés par l'**Emprunteur** en sus des sommes exigibles.

CLAUDE DE CESSIBILITE

Initiales :

AC

Page 5/10

L'Emprunteur reconnaît expressément que toute créance issue du prêt concerné, actuelle ou future, peut être librement cédée par le Prêteur sans formalité à un tiers tel qu'une banque centrale ou toute autre entité de refinancement des établissements de crédit notwithstanding toute clause contraire figurant, le cas échéant, dans le/les Contrat(s) de Prêt(s).

LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX, LE FINANCEMENT DU TERRORISME, LA CORRUPTION ET LA FRAUDE – RESPECT DES SANCTIONS INTERNATIONALES

Le Prêteur est tenu de respecter les dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et plus généralement, à exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ses clients.

Le Prêteur est également tenu d'agir conformément aux lois et réglementations en vigueur dans diverses juridictions, en matière de sanctions économiques, financières ou commerciales, et de respecter toute mesure restrictive relative à un embargo, au gel des avoirs et des ressources économiques, à des restrictions pesant sur les transactions avec des individus ou entités ou portant sur des biens ou des territoires déterminés émises, administrées ou mises en application par le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne, la France, les États-Unis d'Amérique (incluant notamment le bureau de contrôle des Actifs Étrangers rattaché au Département du Trésor, l'OFAC et le Département d'État) et par des autorités locales compétentes pour édicter de telles sanctions (ci-après les « Sanctions Internationales »).

Dans le présent article, le terme « Personne Sanctionnée » désigne toute Personne qui fait l'objet ou est la cible de Sanctions Internationales, et le terme « Territoire Sous Sanction » désigne tout pays ou territoire qui fait l'objet ou dont le gouvernement fait l'objet d'un régime de Sanctions Internationales interdisant ou restreignant les relations avec ces pays, territoire ou gouvernement.

Déclarations de l'Emprunteur relatives aux Sanctions Internationales

L'Emprunteur déclare :

- que ni lui, ni à sa connaissance, aucune de ses filiales, aucun de leurs représentants légaux, administrateurs, dirigeants et employés respectifs :

(a) n'est une Personne Sanctionnée ;

(b) n'est une Personne :

1 - détenue ou contrôlée par une Personne Sanctionnée ;

2 - située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanction ;

3 - engagée dans une activité avec une Personne Sanctionnée ;

4 - ayant reçu des fonds ou tout autre actif d'une Personne Sanctionnée ;

5 - engagée dans une activité avec une Personne située, constituée ou résidente dans un Territoire Sous Sanctions.

Ces déclarations seront réputées être réitérées jusqu'au terme du présent contrat.

Engagements de l'Emprunteur relatifs aux Sanctions Internationales

L'Emprunteur s'engage :

- à informer sans délai le Prêteur de tout fait dont il aura connaissance qui viendrait à rendre inexacte l'une ou l'autre de ses déclarations relatives aux Sanctions Internationales figurant dans le présent contrat :

- à ne pas utiliser directement ou indirectement les fonds prêtés et à ne pas prêter, apporter ou rendre autrement disponibles ces fonds à l'une de ses filiales, joint-ventures ou) toute autre Personne pour toute opération qui aurait pour objet ou pour effet le financement ou la facilitation des activités ou des relations d'affaire :

(a) avec une Personne Sanctionnée ou avec une Personne située dans un Territoire Sous Sanction ou,

(b) susceptibles de constituer d'une quelconque manière une violation des Sanctions Internationales par toute Personne, y compris pour toute Personne participant au présent contrat ;

- à n'utiliser aucun revenu, fonds ou profit provenant de toute activité ou opération réalisée avec une Personne Sanctionnée ou avec toute Personne située dans un Territoire Sous Sanction dans le but de rembourser ou payer les sommes dues au Prêteur au titre du présent contrat ;

- à communiquer immédiatement tout justificatif qui pourrait être demandé par le Prêteur pour lui permettre de conclure à l'absence de risque d'infraction aux Sanctions Internationales.

Tant que le client n'a pas fourni les justificatifs demandés par le Prêteur pour lui permettre de conclure à l'absence de risques d'infraction aux sanctions internationales ou que les justificatifs ne sont pas jugés suffisants, le Prêteur se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds.

Le Prêteur se réserve le droit de suspendre le déblocage des fonds lorsque, selon son analyse, l'opération objet du financement serait susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des Sanctions Internationales.

Le Prêteur peut également être amené à réaliser des investigations dans le cadre du financement envisagé qui pourrait selon son analyse, être susceptible de constituer une infraction à une règle relevant des sanctions internationales conduisant le cas échéant à retarder ou suspendre le déblocage des fonds.

PROTECTION DES DONNEES - SECRET PROFESSIONNEL

1 - Protection des données personnelles

Le présent article vous permet, en votre qualité de personne physique Client, Utilisateur, Titulaire ou signataire du présent contrat, de disposer d'une information synthétique et globale sur les traitements de données personnelles opérés par la Caisse Régionale.

Vous pouvez accéder à une information détaillée sur les traitements réalisés par la Caisse Régionale sur vos données personnelles, notamment concernant les finalités des traitements, les bases légales permettant à la Caisse Régionale de traiter les données, leurs durées de conservation, leurs destinataires et, le cas échéant, les transferts de celles-ci vers un pays non membre de l'Union européenne ainsi que les garanties mises en œuvre, en consultant la Politique de protection des données personnelles, accessible sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.credit-agricole.fr/ca-centrefrance/particulier/informations/politique-de-protection-des-donnees-personnelles-de-la-caisse-regionale.html> ou disponible sur simple demande dans votre agence.

Les données personnelles que nous recueillons auprès de vous dans le cadre de notre relation, y compris pour le fonctionnement du produit ou du service auquel vous souscrivez par le présent contrat, sont nécessaires à plusieurs titres, notamment :

- pour l'exécution des contrats relatifs aux produits et services que vous avez souscrits avec nous,
- pour satisfaire à nos obligations légales,
- pour poursuivre nos intérêts légitimes, dans le respect de vos droits.

A ce titre, certaines données collectées ou traitées peuvent être requises par la réglementation ou être nécessaires pour la conclusion de contrats. Vos données personnelles peuvent être recueillies à travers différents canaux de communication, notamment en agence, par téléphone ou sur les sites et applications mobiles de la Caisse Régionale.

Nous utiliserons vos données personnelles principalement pour les finalités suivantes : la gestion de notre relation au quotidien, de nos produits et services bancaires et assurantiels ; le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve ; la prospection et l'animation commerciale ; l'évaluation et la gestion du risque, la sécurité et la prévention des impayés et de la fraude ; et le respect des obligations

légales et réglementaires, notamment en matière de lutte contre le blanchiment. Nous pouvons avoir recours à des opérations de ciblage ou de profilage afin de vous proposer un conseil et des offres personnalisées, un service de plus grande qualité et vous fournir tous les éléments pour vous aider à prendre les meilleures décisions.

Nous conservons et traitons vos données personnelles pour la durée nécessaire à la réalisation de la finalité poursuivie. La durée maximum de conservation est celle correspondant à la durée de la relation contractuelle ou de la relation d'affaires. Cette durée peut être augmentée des délais nécessaires à la liquidation et la consolidation des droits et des durées légales de conservation et de prescription. Pour satisfaire à nos obligations légales ou répondre aux demandes des régulateurs et des autorités administratives, ainsi qu'à des fins de recherches historiques, statistiques ou scientifiques, nous pourrions être amenés à archiver vos données dans les conditions prévues par la loi.

Nous vous informons que vos données personnelles pourront être transmises aux destinataires mentionnées à l'article 2 « Secret professionnel ».

Vous pouvez à tout moment dans les conditions prévues par la loi, accéder à vos données personnelles, vous opposer pour motif légitime à leur traitement, les faire rectifier, demander leur effacement, la limitation de leur traitement, leur portabilité, ou communiquer des instructions sur leur sort en cas de décès.

Vous pouvez également, à tout moment et sans justification vous opposer à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale par la Caisse Régionale ou par des tiers. Vous pouvez enfin, lorsque le traitement a pour base légale le consentement, retirer ce consentement. Pour ce faire, il vous suffit d'écrire par lettre simple à : **Service Client 63045 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9, ou courriel : webmaster@ca-centrefrance.fr**. Les frais de timbre vous seront remboursés sur simple demande de votre part.

Veillez noter que l'exercice de certains de ces droits pourra empêcher la Caisse Régionale de fournir, selon les cas, certains produits ou services.

La Caisse Régionale a désigné un Délégué à la Protection des Données, que vous pouvez contacter aux adresses suivantes :

Crédit Agricole Centre France - DPO - 3 Avenue De La Libération - 63045 Clermont-Ferrand Cedex 9 ;
dpo@ca-centrefrance.fr

En cas de contestation, vous pouvez former une réclamation auprès de la CNIL dont le site internet est accessible à l'adresse suivante <http://www.cnil.fr> et le siège est situé 3 Place de Fontenoy, 75007 Paris.

Les données personnelles recueillies par la Caisse Régionale au cours de la relation bancaire conformément aux finalités convenues peuvent, à l'occasion de diverses opérations, faire l'objet d'un transfert vers un pays membre ou non de l'Union européenne. Dans le cadre d'un transfert vers un pays non membre de l'Union européenne, des garanties assurant la protection et la sécurité de ces données ont été mises en place.

2 - Secret professionnel

Les opérations et les données personnelles sont couvertes par le secret professionnel auquel la Caisse Régionale est tenue. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, la Caisse Régionale est parfois tenue de communiquer des informations aux autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. Ainsi, par exemple, certaines informations doivent être adressées à l'administration fiscale (déclaration des ouvertures de comptes, déclaration de revenus de capitaux mobiliers) ou encore à la Banque de France (fichier des interdictions bancaires, fichier des incidents de remboursement de crédit). En outre, vous autorisez expressément la Caisse Régionale à partager les données vous concernant et leurs mises à jour avec les tiers suivants :

- a) l'organe central du Groupe Crédit Agricole, tel que défini par le Code monétaire et financier, afin que celui-ci puisse satisfaire, au bénéfice de l'ensemble du Groupe, à ses obligations légales et réglementaires, notamment en matière de déclarations prudentielles auprès de toute autorité ou tout régulateur compétent ;
- b) toute entité du Groupe Crédit Agricole, à des fins de prospection commerciale ou de conclusion de contrats,
- c) les médiateurs, auxiliaires de justice et officiers ministériels dans le cadre de leurs missions de recouvrement de créances, ainsi que les personnes intervenant dans le cadre de la cession ou du transfert de créances ou de contrats ;
- d) les bénéficiaires de virement de fonds et à leur prestataire de service de paiement à des fins de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et dans le respect de la réglementation en matière d'embargos et de sanctions internationales ;
- e) les partenaires de la Caisse Régionale, pour vous permettre de bénéficier des avantages du partenariat auquel elle a adhéré, le cas échéant, et ce dans le cadre exclusif des accords de partenariat ;
- f) les sociétés du Groupe Crédit Agricole chargées de la gestion ou de la prévention de risques opérationnels (évaluation du risque, sécurité et prévention des impayés et de la fraude, lutte contre le blanchiment des capitaux...) au bénéfice de l'ensemble des entités du Groupe ;
- g) toute entité du Groupe Crédit Agricole en cas de mise en commun de moyens ou de regroupement de sociétés afin de permettre à ces entités de réaliser les missions faisant l'objet de cette mise en commun ;
- h) les sous-traitants de la Caisse Régionale et notamment ceux participant à la gestion des produits ou services et à l'offre de produits bancaires ou financiers, et ce pour les seuls besoins des travaux de sous-traitance ;
- i) Crédit Agricole SA ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, dans le cadre de la mise en place de systèmes informatisés d'analyse des données des clients des entités du Groupe Crédit Agricole ayant pour objet l'élaboration et/ou l'utilisation de modèles algorithmiques prédictifs, notamment de notation (« scoring »), avec comme finalités (i) la passation, la gestion et l'exécution de contrats relatifs à des produits bancaires et/ou assurantiels, (ii) l'amélioration des services qui vous sont rendus et l'adéquation des produits bancaires et/ou assurantiels qui vous sont proposés, (iii) l'élaboration de statistiques et d'études actuarielles et simulations relatives aux contrats conclus avec la banque et (iv) la lutte contre la fraude ;
- (j) Vous autorisez également la Caisse Régionale à communiquer vos coordonnées personnelles (dans la limite de ce qui est nécessaire à l'enquête) à des instituts d'enquêtes ou de sondages, agissant pour le compte exclusif de la Caisse Régionale, à des fins statistiques, sachant qu'il n'est pas tenu de répondre à leurs sollicitations et que ses données sont détruites après traitement.

GARANTIE

Les garanties offertes par l'**Emprunteur** à la sûreté du prêt sont indiquées aux conditions financières et particulières. L'**Emprunteur** ne pourra exiger la mise à disposition des fonds du crédit qu'après avoir fourni au **Prêteur** les garanties prévues.

Le **Prêteur** se réserve la possibilité au cours de la durée du crédit de demander à l'**Emprunteur** des garanties complémentaires si celles qui avaient été prises initialement venaient à disparaître ou à être modifiées dans leur existence et/ou consistance ou si la situation de l'**Emprunteur** venait à se modifier, sans préjudice de l'application des dispositions concernant l'exigibilité anticipée du prêt.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Initiales :

AC

Page 7/10

En cas de contestation sur l'exécution du contrat de prêt, sauf application de l'article 44 du nouveau code de Procédure Civile, le **Prêteur** pourra en cas de litige, saisir à son choix, outre la juridiction du lieu où demeure le défendeur, celle du lieu d'exécution du présent contrat mentionné à la clause « ELECTION DE DOMICILE ».

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat et ses suites, il est élu domicile pour le **Prêteur** en son Siège Social, pour l'**Emprunteur** et tout autre intervenant à l'acte, en leur domicile respectif, ou Siège Social.

SIGNATURE DU PRETEUR

Référence du prêt : 00003731505

Représenté(e) par le Directeur Général : M. Frédéric BARAUT



Initiales : 

Page 8/10

SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR SANS ASSURANCE EMPRUNTEUR

Référence du prêt : 00003731505

L'Emprunteur soussigné ADAPEI
dont le siège social est : 1 RUE LAPARRA DE FIEUX
15000-AURILLAC

représenté(e) par :

- MONSIEUR COSTES ALAIN en qualité de REPRESENTANT

- déclare avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent,
- reconnaît avoir été informé(e) qu'aucun de ses représentants ne remplit les conditions pour pouvoir adhérer au contrat d'assurance groupe proposé par la Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE et de la possibilité de souscrire un contrat auprès d'une autre compagnie si un de ces derniers le souhaite,
- déclare rester en possession d'une fiche d'information précontractuelle présentant certaines caractéristiques du/des prêt(s),
- reconnaît également avoir reçu, pris connaissance et accepté les dispositions figurant sous l'article « PROTECTION DES DONNEES – SECRET PROFESSIONNEL » des conditions générales du présent produit, et être informé(e) des traitements de données à caractère personnel mis en œuvre notamment à l'occasion de l'ouverture et de la gestion du produit ou du service auquel il (elle) souscrit à l'occasion du présent contrat, ainsi que des situations de levée du secret bancaire. En conséquence, vous autorisez expressément votre Caisse Régionale de Crédit Agricole à communiquer des informations vous concernant, dans les conditions prévues à l'article précité, aux tiers visés, notamment pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, pour l'exécution des travaux confiés à des prestataires de services, intervenant à l'occasion ou pour la réalisation des prestations ou opérations, à toute société du groupe Crédit Agricole à des fins de prospection commerciale, ainsi qu'à Crédit Agricole S.A ou toute entité du Groupe, et leurs sous-traitants, en vue de l'élaboration et/ou de l'utilisation de modèles prédictifs, notamment de notation (« scoring ») ou pour la réalisation d'enquêtes de sondages. La liste des destinataires d'informations vous concernant pourra vous être communiquée sur simple demande de votre part adressée à votre Caisse Régionale de Crédit Agricole,
- déclare accepter l'utilisation de la langue française pendant la durée du contrat de crédit,
- déclare accepter le présent contrat de prêt.

**DATE et SIGNATURE DE L'EMPRUNTEUR
et cachet de la société**

A le



Mon Prêtre
Paul Hanc
Cachet ADAPEI

Initiales :



Page 9/10

SIGNATURE DE LA CAUTION

Référence des prêts : 00003731505

DEPARTEMENT DU CANTAL

(1) Signature accompagnée de la mention des nom et prénoms du signataire et du cachet de la collectivité.

La **Caution** soussignée déclare se porter caution après avoir pris connaissance des conditions financières, particulières et générales du présent contrat et connaître parfaitement les obligations qui en découlent.

SIGNATURE DE LA CAUTION (1) :

- nom prénom du signataire
- cachet collectivité
- signature

Initiales : 

Page 10/10

FICHE D'INFORMATION PRECONTRACTUELLE

Date de l'édition : 02/03/2022

La présente fiche est délivrée par la Caisse Régionale de Crédit AGRICOLE MUTUEL DE CENTRE FRANCE, Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit et de courtage d'assurance dont le siège social est 3 avenue de la libération 63000 CLERMONT FERRAND, immatriculée sous le n° SIREN 445 200 488 RCS CLERMONT FERRAND et immatriculée au registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07023162.

Contrôlé par :

- la Banque Centrale Européenne (Kaiserstrasse 29 - 60311 Francfort-sur-le-Main, Allemagne),
- l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (4 Place de Budapest, CS 92459, 75436 Paris Cedex 09. Voir le site internet : <https://acpr.banque-france.fr/>),
- l'Autorité des Marchés Financiers (17 place de la Bourse - 75082 Paris cedex 02),
- Crédit Agricole S.A. (12, Place des États-Unis - 92127 Montrouge Cedex).

En cas de démarchage, indiquer les nom et prénom de la personne procédant au démarchage et son adresse professionnelle

Nom et prénom de la personne physique

procédant au démarchage :

Adresse professionnelle :

Crédit aux professionnels : MT PROFESSIONNEL

Présentation :

Prêt ne bénéficiant d'aucune bonification d'intérêts, destiné aux artisans, commerçants, PME-PMI, professions libérales et associations quelle que soit la forme juridique pour financer tous les investissements professionnels corporels ou incorporels, les prêts de consolidation, de restructuration du haut de bilan à l'exclusion des financements personnels et patrimoniaux.

Durée : de 24 à 180 mois

Différé d'amortissement : possible jusqu'à 24 mois.

Débloqué fractionné autorisé.

Montant : 2 500 000,00 EUR

Taux d'intérêt : 0,8900 %

Fonctionnement :

Le crédit doit être utilisé à la réalisation de l'objet prévu. Les fonds sont mis à la disposition après fourniture du (des) justificatif(s) nécessaire(s) et formalisation des garanties éventuellement requises par le Prêteur.

Les documents contractuels prévoient notamment les conditions financières et particulières ainsi que les modalités de remboursement du prêt.

Assurance des Emprunteurs (ADE) :

Le Prêteur propose l'adhésion à une assurance collective destinée à garantir ses emprunteurs. Les conditions et limites de cette assurance sont précisées sur la notice d'assurance remise à l'Emprunteur et, éventuellement, sur les documents contractuels ou par courrier.

Risques particuliers :

L'Emprunteur doit veiller à provisionner son compte avant la date de prélèvement des échéances de remboursement, sous peine d'exigibilité anticipée du solde du crédit selon conditions contractuelles et, le cas échéant, de déclaration des incidents de paiement à la Banque de France sous certaines conditions.

Conditions de l'offre contractuelle :

Conditions financières : les conditions particulières de l'offre contractuelle indiquent notamment le montant, la durée, le taux d'intérêt, les garanties éventuelles, le taux effectif global (TEG), et le cas échéant le coût de l'assurance collective.

Modalités de conclusion du contrat - Date et lieu de signature du contrat :

Un contrat de prêt est soumis à l'accord et à la signature de l'Emprunteur et le cas échéant à la caution au lieu précisé sur le contrat.

Délai de rétractation :

Lorsqu'un acte de démarchage précède, au sens de l'article L.341-1 du Code Monétaire et financier, la conclusion du contrat, l'Emprunteur dispose d'un délai de rétractation de quatorze jours à compter de la signature du contrat.

Initiales :

Réf : GRL49XX_PDF-E36_2_549_GREEN-2022.11.10.02.06.19.29

Référence Financement : PY2548

Page 1/2

Fonds de garantie ou mécanismes d'indemnisation : La Caisse Régionale est adhérente du Fonds de garantie des dépôts (comptes de dépôts et produits d'épargne bancaire), du Fonds de Garantie des cautions (cautions données par la Caisse Régionale) et du Fonds de garantie des investisseurs (compte d'instruments financiers)

ADAPEI

dont le siège social est : 1 RUE LAPARRA DE FIEUX
15000-AURILLAC

Code APE : 8899B
Numéro SIREN : 321984130

Représenté(e) par :

MONSIEUR COSTES ALAIN en qualité de REPRESENTANT

A le

Signature :



mon 14 mai
for bank
cash ADP

Initiales :

HC

Référence Financement : PY2548 - Page 2/2

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL

GARANTIE PARTIELLE D'UN EMPRUNT PAR LE DEPARTEMENT

ADAPEI – Foyer Oiselet Mauriac

Emprunt total de 2 500 000 euros, soit un montant garanti de 1 250 000 euros

CONVENTION

Entre le Conseil départemental du Cantal, dont le siège est l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, dûment habilité par délibération de la Commission Permanente du 24 février 2023,

et l'ADAPEI, dont le siège social est situé 1 rue Lappara de Fieux, 15000 AURILLAC, représenté par son Président,

il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 -

Le Département du Cantal, suivant délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental du 24 février 2023, a décidé d'accorder sa garantie partielle, à hauteur de 50%, pour l'emprunt total de 2 500 000 €, devant être contracté par l'ADAPEI auprès du Crédit Agricole et destiné à financer la réhabilitation du foyer Oiselet à Mauriac. La garantie du Département porte sur une quotité d'emprunt de 1 250 000 €.

ARTICLE 2 -

En conséquence, si l'ADAPEI ne se trouve pas en mesure de tenir ses engagements, le Département du Cantal réglera à titre d'avance remboursable dans la limite de la garantie définie et à concurrence de la défaillance de cet organisme, le montant des annuités impayées à leurs échéances.

Ces avances seront remboursées par l'ADAPEI aussitôt que sa situation financière le lui permettra et au plus tard en 10 années.

Toutefois, ce remboursement ne pourra être effectué qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacle au service régulier des annuités qui resteraient encore dues à l'établissement précité.

Les avances ainsi consenties par le Département porteront intérêt au taux de 3,50 % l'an.

ARTICLE 3 -

Le Département se réserve le droit de faire procéder annuellement à la vérification des opérations et des écritures de l'ADAPEI.

L'ADAPEI s'engage à mettre à la disposition des agents qui seront chargés de cette vérification, tous documents comptables qui seront nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

En tout état de cause, l'ADAPEI adressera à M. le Président du Conseil départemental du Cantal, un exemplaire certifié de ses comptes financiers dans les six mois qui suivront la fin de chaque exercice comptable.

Fait en double exemplaires, à Aurillac, le

LE PRESIDENT DE L'ADAPEI

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,

Alain COSTES

Bruno FAURE